

Union
syndicale
Solidaires
International

BRÉSIL

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 144 BOULEVARD DE LA VILLETTE - 75019 PARIS



Voici le 11^e numéro de notre revue *Solidaires internationale*.

États-Unis, Chine, Burkina-Faso, Palestine, Sénégal, Égypte, Tunisie, Iran, Mexique, Algérie, et maintenant Brésil : les dossiers réalisés reflètent la diversité de nos engagements internationaux. Ils n'en sont qu'un aperçu ; le bulletin mensuel *Solidaires internationale* couvre plus largement nos champs d'action, de solidarité et de construction internationales. Pour pouvoir lutter ensemble, il faut se connaître, comprendre nos différences historiques, culturelles et politiques. Alors, nous pouvons efficacement préparer les accords qui nous permettent d'agir à l'échelle internationale. Revue et bulletin, ces outils y contribuent ; ils ne sont pas les seuls, loin de là.

C'est dans cette logique que nous travaillons à développer et renforcer le Réseau syndical international de solidarité et de luttes¹ qui rassemble aujourd'hui une soixantaine d'organisations syndicales d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord, d'Afrique et d'Asie. Avec la CGT de l'État espagnol et CSP Conlutas au Brésil, l'Union syndicale Solidaires en assure la coordination. Les troisièmes rencontres internationales, en février 2018, marqueront une nouvelle étape.

Le numéro 11 de la revue internationale se propose de nous aider à mieux comprendre, à travers différents regards, le Brésil d'aujourd'hui. Il est difficile, voire impossible, de réduire la réalité et toute la complexité d'un pays à une publication (fut-elle assez fournie...), d'autant plus quand cette zone géographique couvre une superficie équivalente à deux fois l'Europe, et que ces peuples rassemblent 200 millions d'habitants et habitantes.

Le Brésil est la 6^e économie du monde, mais se situe à la 85^e place pour la distribution de la richesse produite. Cette phrase donne le ton ; elle ne

dit pas tout ce qui se cache derrière : le poids de l'héritage colonial, le racisme, l'homophobie, les violences faites aux femmes, le saccage écologique, la négation de peuples, la violence de la société, les terres confisquées à celles et ceux qui la travaillaient, les sans-abris, l'analphabétisme, l'exploitation ouvrière... Mais aussi les résistances, les luttes syndicales dans leurs dimensions économiques, sociales, écologiques, féministes, antiracistes, politiques... Nous espérons que ces quelques pages permettront de mieux connaître ces réalités.

Le contexte est particulier : après la dictature militaire, le retour à la démocratie bourgeoise avait débouché en 2002 sur l'élection à la présidence de la république de Lula. Ancien syndicaliste, symbole de la lutte contre la sanglante dictature, il a représenté un espoir pour nombre de travailleurs et de travailleuses. L'histoire est connue et n'est pas spécifique au Brésil : sans rupture avec le système capitaliste, les institutions jouent leur rôle au service de celui-ci ; les multinationales et le patronat brésilien ont, en réalité, gardé le pouvoir. Une dizaine d'années plus tard, le « géant aux pieds d'argile » endormi par la présidence du Parti des travailleurs, s'est réveillé au rythme d'une mobilisation nationale interprofessionnelle d'ampleur, en juin-juillet 2013. Ces luttes ne venaient pas de nulle part. Les évolutions au sein du mouvement syndical brésilien y étaient pour beaucoup ; la CUT s'était rangée aux côtés du pouvoir, mais pas certains de ses syndicats, pas d'autres organisations syndicales dont les fondateurs et fondatrices venaient très souvent de la CUT...

En 2014, le gouvernement de Rousseff s'est mis au service de la mafia de la FIFA², provoquant de nouvelles luttes sociales très importantes. Une fois de plus, la répression a été féroce. Mais la solidarité ouvrière permet de faire face, non sans difficultés et souffrances. Fin 2015, commence la procédure de destitution à l'encontre de la présidente : la droite, dont la corruption est le mode de fonctionnement usuel depuis des années, dénonce la corruption des gouvernements Lula et Rousseff. Le vice-président choisi par Rousseff mène l'assaut et lui succède en 2016. Au-delà des titulaires du fauteuil présidentiel, ce qui nous importe est la situation des travailleurs et des travailleuses, dans les entreprises, les campagnes, au chômage, en formation, en retraite...

Partout dans le monde, le fascisme sous différentes formes, les régimes réactionnaires, les dictatures, ont le vent en poupe. C'est ce dont le capitalisme a besoin dans sa phase actuelle. Le syndicalisme porte des valeurs totalement opposées ; l'internationalisme en est une des illustrations. Chacun et chacune selon nos envies, nos possibilités, nos opportunités : agissons³ !

¹ <http://www.laboursolidarity.org>

² Fédération internationale de football association qui organise notamment la Coupe du monde de football dont l'édition 2014 a eu lieu au Brésil. En 2016, l'organisation des Jeux olympiques à Rio aura des conséquences scandaleuses similaires : argent public dépensé en masse pour des opérations n'apportant aucun bien commun, expulsions de familles pauvres, etc.

³ Les formes peuvent être multiples. Il suffit d'en discuter collectivement dans le syndicat, la section syndicale, avec le ou la délégué-e qu'on connaît...



International trade union network of solidarity and struggle

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas

Red sindical internacional de solidaridad y de luchas

Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

www.laboursolidarity.org

www.laboursolidarity.org



SOMMAIRE

L'Union syndicale Solidaires est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

- 7 PARTIE 1 LE MOUVEMENT SYNDICAL BRÉSILIEN**
- 8** Brésil : entre modération et radicalisme syndical
- 24** Le syndicalisme brésilien, la CUT et le gouvernement Lula bilan d'une dynamique de confrontation, d'opposition et de conciliation
- 39 PARTIE 2 BRÈVE PRÉSENTATION HISTORIQUE**
- 51 PARTIE 3 APERÇU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**
- 52** Les cycles économiques
- 57** Brésil économique et social
- 61** Une économie mise au service du capitalisme international
- 63 PARTIE 4 LA QUESTION DE LA RÉFORME AGRAIRE**
- 66** Quelle réforme agraire ?
- 69** Le PT et la réforme agraire
- 70** À propos des luttes pour le droit au logement et à la terre
- 75 PARTIE 5 LE RACISME AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE**
- 76** Capitalisme et racisme : côte à côte depuis toujours
- 79** La très relative intégration de la population noire
- 82** Abolition de l'esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil
- 89 PARTIE 6 L'OPPRESSION ENVERS LES FEMMES DEMEURE LA RÈGLE**
- 94** La carte de la violence 2015 : homicides de femmes au Brésil
- 101 PARTIE 7 LES INDIENS AU BRÉSIL**
- 109 PARTIE 8 LESBIENNES, GAYS, BISEXUEL-ELS, TRANSEXUEL-LES, TRAVESTI-ES ET TRANSGENRES**
- 110** Faces da brasilidade
- 112** Entretien. Carlos Daniel, responsable du secteur LGBT de CSP-Conlutas
- 117** Les gouvernements du PT et les LGBTs
- 119 PARTIE 9 LA DESTITUTION**
- 120** Le vice-président remplace la présidente
- 122** Brésil : après le coup
- 126** Brésil, un géant fragile, gravement malade
- 131** Entretien. Deux bilans personnels des 14 ans du PT au gouvernement
- 137 PARTIE 10 LE RETOUR DE L'EXTRÊME-DROITE AU POUVOIR**
- 138** La bourgeoisie a déclaré une guerre ouverte aux travailleurs
- 147 PARTIE 11 LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE 2013 ET 2014**
- 155 PARTIE 12 DES EXPÉRIENCES AUTOGESTIONNAIRES**
- 156** Les entreprises récupérées par les travailleurs et les travailleuses
- 166** Flaskô, dix ans d'occupation de l'usine
- 173** Entretien avec Vanessa Moreira Sigolo
- 179** Le Sport Club Corinthians Paulista

Nous remercions l'ensemble des contributeurs et contributrices cités-es dans la revue ainsi que la revue de l'Institut latino-américain d'études socioéconomiques ILAESE qui a mis à notre disposition nombre d'éléments.

Supplément à Expression Solidaires, journal édité par l'Union syndicale Solidaires
144 boulevard de la Villette - 75019 Paris
contact@solidaires.org
Téléphone : 01 58 39 30 20
www.solidaires.org
Dépôt légal : décembre 2016
Maquette et mise en pages : mh Klein
Imprimerie : Delta Papiers, Paris

LE MOUVEMENT SYNDICAL BRÉSILIEN



BRÉSIL : ENTRE MODÉRATION ET RADICALISME SYNDICAL

par Andréia Galvão

Nous débutons par un article d'Andréia Galvão, initialement paru en juin 2014 dans le numéro 146 de *Chroniques syndicales*, revue de l'Institut de recherches économiques et sociales. Il décrit le paysage syndical brésilien ; un élément de connaissance incontournable pour une publication syndicale ! L'article a été écrit avant les mouvements sociaux contemporains à la Coupe du monde de football de 2014 et ceux qui ont suivi, avant la destitution de D. Rousseff ; certaines données, notamment la comparaison chiffrée entre les différentes forces syndicales, ont évolué mais le panorama qui est décrit de manière fort pertinente demeure valable. Andréia Galvão est professeure au département de science politique de l'université de Campinas (Brésil).

1 Ce phénomène est connu sous l'appellation d'« unicité » syndicale.

2 Central Única dos Trabalhadores (Centrale unique des travailleurs).

3 Coordenação Nacional de Lutas (Coordination nationale de luttes).

4 Central de Trabalhadores e Trabalhadoras do Brasil (Centrale des travailleurs et travailleuses du Brésil).

5 Nova Central Sindical de Trabalhadores (Nouvelle Centrale syndicale des travailleurs).

6 União Geral dos Trabalhadores (Union générale des travailleurs).

7 Central Autônoma dos Trabalhadores (Centrale autonome des travailleurs).

8 Confederação Geral do Trabalho (Confédération générale du travail).

9 Social Democracia Sindical (Social démocratie syndicale). Au-delà des centrales syndicales mentionnées ici, il y a la Central Geral dos Trabalhadores do Brasil (Centrale générale des travailleurs du Brésil, CGTB), qui, avec la CGT-Confédération, est l'héritière de la Central Geral dos Trabalhadores (Centrale générale des travailleurs) créée en 1986. Cette centrale, en plus de donner naissance aux deux CGT, a été à l'origine de Força Sindical, créée en 1991 et principale adversaire de la CUT dans les années 1990. Social Democracia Sindical (1997) est le fruit d'une scission de Força Sindical. La Central dos Sindicatos Brasileiros (Centrale des syndicats brésiliens, CSB) s'est réorganisée à partir de la scission de la CGTB en 2012. Il existe enfin quatre petites centrales peu audibles.



Le mouvement syndical brésilien passe par un processus de reconfiguration depuis l'ascension du Parti des travailleurs (PT) au gouvernement fédéral. Malgré le maintien de la législation qui établit le monopole de la représentation syndicale à la base et, par conséquent, ne reconnaît qu'un seul syndicat par catégorie professionnelle¹, les divisions prolifèrent au sommet.

Depuis le milieu des années 2000, la CUT², la plus importante et ancienne centrale syndicale brésilienne, a entamé un processus de scission, donnant naissance à de nouvelles organisations à gauche : Conlutas³ en 2004, l'Intersindical en 2006 et la CTB⁴ en 2007. La droite syndicale se réorganise aussi, avec la création de la NGST⁵ en 2005 et de l'UGT⁶ en 2007, une fusion de la CAT⁷, de la CGT⁸ et de la SDS⁹.

La fragmentation du mouvement syndical brésilien n'empêche pas l'émergence d'une certaine unité politico-idéologique entre sept des treize centrales existantes. Pour autant, il n'existe pas de syndicalisme brésilien au singulier mais des syndicalismes puisqu'il est possible d'identifier différentes positions et projets syndicaux. Quelles sont alors les différences entre les conceptions et les pratiques des organisations syndicales ? Quels sont leurs rapports à la politique et leur position face aux gouvernements du PT ? Avant d'aborder des éléments de réponse à ces questions, il est nécessaire de revenir sur les facteurs de reconfiguration du mouvement syndical.

LES FACTEURS DE RECONFIGURATION DU MOUVEMENT SYNDICAL

Le processus de reconfiguration organisationnelle du paysage syndical brésilien est alimenté par quatre facteurs : les trois premiers ont trait aux différences de positionnements politiques exprimés par les centrales syndicales et le dernier au rôle de la législation dans la reconnaissance et le financement de ces dernières.

DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES DIFFÉRENCIÉS SELON LES CENTRALES

En premier lieu, cette reconfiguration est due au mécontentement de certains courants syndicaux par rapport aux politiques mises en œuvre par le gouvernement du PT, surtout lors de son premier mandat : en plus d'avoir mené la même politique macroéconomique que le gouvernement précédent de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso, Lula a promu et/ou essayé de mettre en œuvre une série de réformes qui ont réduit ou menacé de réduire les droits des travailleurs. L'une d'entre elles, la réforme des retraites de 2003, s'est soldée par un recul des pensions de retraite des fonctionnaires, secteur fortement syndiqué et très représenté dans la CUT, déclenchant ainsi le processus de scission de la CUT et la création de deux nouvelles organisations : Conlutas en 2004 et l'Intersindical en 2006.

En second lieu, cette reconfiguration est due à la position de la CUT et à celle de Força Sindical face au gouvernement Lula. Bien que les deux centrales se trouvent traditionnellement dans des camps opposés sur le plan politique et idéologique, on observe, depuis les années 1990, un processus de rapprochement entre elles. À

l'origine, la CUT est composée de courants de gauche, défenseurs d'un syndicalisme « de classe » et « combatif » alors que FS représente un syndicalisme de « résultats » caractérisé par la conciliation de classe et le pragmatisme. Au grand regret des courants de gauche qui en faisaient partie, la gestation d'un syndicalisme dit de « propositions » marque une modification de la trajectoire de la CUT, l'amenant à mettre l'accent sur la négociation et à développer une perspective de partenariat social. Cela a permis aux deux centrales de converger progressivement vers un modèle qu'elles ont qualifié de syndicalisme « citoyen ». Dans ce modèle, les syndicats proposent aux travailleurs des services qui jusque-là étaient assurés par l'État, tels que les programmes de qualification professionnelle et de réinsertion des chômeurs sur le marché du travail, fonctionnant comme une agence pour l'emploi (Tropia, 2002 ; Galvão, 2006). Si, dans les années 1990, ce mouve-



ment de rapprochement est marqué par des tensions et des contradictions, étant donné la rivalité historique entre les deux organisations et l'opposition de la CUT aux gouvernements Cardoso, sous Lula, les différences se réduisent, à tel point que les deux forment, lors du second mandat de l'ancien syndicaliste, une base d'appui au gouvernement.

En troisième lieu, il faut souligner la mise en place de mécanismes de participation institutionnelle par le gouvernement Lula pour impliquer le mouvement syndical à sa plateforme politique : le *Conselho de Desenvolvimento Econômico e Social* (Conseil de développement économique et social, CDES) et le *Fórum Nacional do Trabalho* (Forum national du travail, FNT) sont des organismes tripartites conçus pour discuter des réformes des retraites, de la fiscalité, du marché du travail ainsi que des réformes du droit syndical, dans le but de construire des consensus autour des ques-

tions les plus polémiques. Une partie des syndicats, mécontents de la position défendue par la CUT et FS au sein de ces forums, a décidé de s'en écarter pour former des organisations telles que *Conlutas* et *l'Intersindical*.

REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE ET COURSE AUX ADHÉRENTS

Enfin, la législation a consacré la reconnaissance et le financement des centrales syndicales. La mise en place en 2008 de critères de représentativité pour obtenir la reconnaissance légale (7% des travailleurs syndiqués dans le pays, ainsi que l'affiliation d'au moins 100 syndicats) a déclenché une course entre les centrales, qui ont cherché à augmenter leur nombre de syndicats affiliés afin d'obtenir la reconnaissance légale. La CUT, FS, l'UGT, la CTB, la NCST et la CGTB ont été reconnues représentatives par le ministère du Travail entre 2008 et 2011, mais la CGTB a perdu sa représentativité en 2012, faute d'atteindre le taux d'affiliation exigé. *Conlutas* n'a jamais réussi à obtenir sa représentativité et *l'Intersindical* ne l'a pas demandée, pour des raisons idéologiques. Les dernières données de représentativité disponibles sont les suivantes : CUT, 36,7% ; FS, 13,7% ; UGT, 11,3% ; CTB, 9,2% ; NCST, 8,1% (Ministério do Trabalho e Emprego, 2012¹⁰).

¹⁰ Le taux de représentativité est calculé selon le nombre total d'affiliés aux syndicats qui appartiennent à une centrale divisé par le nombre total de travailleurs syndiqués au niveau national.

FONCTIONNEMENT ET FINANCEMENT DES SYNDICATS BRÉSILIENS

Les principaux fondements de la structure syndicale brésilienne sont établis dans les années 1930 et relèvent du corporatisme d'État (Gagnon, Lang, 2008) : le syndicalisme est organisé par métier (catégorie professionnelle), sur une base territoriale spécifique qui correspond généralement à la municipalité. C'est au syndicat de base que revient le droit de participer à une négociation collective, qui n'est obligatoire qu'une fois par an*. Les conflits individuels et collectifs de travail sont arbitrés par une Cour spécifique, la Justice du Travail. Les syndicats d'une même catégorie ont le droit de s'organiser, selon un système « vertical », en fédérations (au niveau des États fédérés) et confédérations de branche (au niveau national).

Les syndicats sont financés par trois sources de cotisations établies par la loi : hormis l'impôt syndical (dont la valeur annuelle correspond à un jour de travail et est payé par tout travailleur, qu'il soit adhérent ou non au syndicat de sa catégorie), les syndicats ont le droit de prélever la contribution assistancielle et la contribution confédérative, dont la valeur est établie par l'assemblée de travailleurs. Jusqu'en 1996, ces deux contributions pouvaient aussi être prélevées auprès de tous les travailleurs ; mais depuis, il y a litige quant à leur application aux non-syndiqués**. Les adhérents paient également la contribution associative, qui est une cotisation volontaire. Le montant de l'impôt syndical finance les fédérations et les confédérations et était réparti comme suit : 60 % pour le syndicat, 15 % pour la fédération, 5 % pour la confédération, 20 % pour le ministère du Travail et de l'Emploi. La loi 11.648/2008 assure le transfert de la moitié du montant de l'impôt syndical auparavant destiné au ministère du Travail et de l'Emploi aux centrales reconnues comme représentatives. Ainsi, elles obtiennent le droit de toucher 10 % de l'impôt syndical, à répartir selon la représentativité de chacune. L'organisation horizontale était interdite, mais depuis 1983, année de création de la CUT, cette interdiction légale n'était plus respectée en pratique. Jusqu'en 2008, et au vote de la loi de reconnaissance des centrales, aucun instrument juridique ne les reconnaissait « de plein droit ». Les syndicats de base peuvent être affiliés à une centrale syndicale, mais environ 25 % des sindicatos enregistrés auprès du ministère du Travail et de l'Emploi ne l'étaient pas en 2013. La Constitution de 1988 assure l'élection d'un délégué du personnel dans les entreprises de plus de 200 salariés, mais ni l'organisation de cette élection sur le lieu de travail, ni l'implantation syndicale dans les entreprises ne sont très répandues.

* Période prévue par la loi, au cours de laquelle le syndicat de chaque catégorie professionnelle peut demander au patronat la révision de sa convention collective. Les périodes de négociation sont diffé-rentes selon les syndicats, pour ne pas renforcer les revendications des travailleurs. C'est une façon d'éviter que plusieurs organisations puissent agir ensemble.

** La Cour supérieure de la Justice du Travail a décidé, en 1996, que le prélèvement de ces contributions auprès de travailleurs non syndiqués portait atteinte au principe de la liberté d'affiliation, inscrit dans la Constitution ; les syndicats ont fait appel de cette décision auprès de la Cour Suprême de justice brésilienne (Supremo Tribunal Federal).

Centrale syndicale	Création	Origine	Nombre ² de syndicats affiliés	Nombre de travailleurs et travailleuses affilié-es ³	Liens avec les partis politiques
CUT	1983		2 247	2 695 000	PT
FS	1991	CGT (créée en 1986)	1 675	1 046 000	PDT ⁴
NCST	2005		1 081	611 000	Divers
UGT	2007	CGT/SDS/CAT	1 073	848 000	Divers
CTB	2007	CUT	681	695 000	PCdoB ⁵
CSB	2012	CGTB	408	242 300	Divers
CGTB	2001	CUT	278	226 000	Divers
Conlutas ⁶	2004	CUT	87	177 500	PSTU ⁷
Intersindical ⁸	2006	CUT	Non disponible	Non disponible	PSOL ⁹
Nombre total			7 530		

1 Ces chiffres ne prennent pas en compte les syndicats qui ne sont pas affiliés à une centrale. En janvier 2014, 10 332 syndicats de travailleurs étaient enregistrés auprès du ministère du Travail et de l'Emploi, un chiffre comparable aux données recueillies par l'IBGE en 2001. La différence essentielle est que, à l'époque, seuls 37,9 % des syndicats étaient affiliés à une centrale, tandis que, en 2014, 75 % le sont. La fragmentation atteint aussi les organisations patronales : en effet, le fonctionnement du système corporatiste prévoit que la négociation collective soit entamée avec un syndicat patronal dont la catégorie économique est définie symétriquement à celle du syndicat de travailleurs. En janvier 2014, le ministère du Travail comptait 4 915 syndicats patronaux.

2 Système Intégré de Relations du travail, ministère du Travail (MTE), données jusqu'au 8 octobre 2013. www3.mte.gov.br/sistemas/cnes/relatorios/paine/GraficoFiliadosCS.asp

3 Chiffres du MTE pour l'année 2012.

4 Partido Democrático Trabalhista (Parti démocratique travailliste).

5 Partido Comunista do Brasil (Parti communiste du Brésil).

6 Conlutas a vu sa dénomination modifiée au profit de celle de Central Sindical e Popular-Conlutas (Centrale syndicale et populaire - Conlutas) en 2010.

7 Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado (Parti socialiste des travailleurs unifiés).

8 L'Intersindical s'est divisée en 2008 en : Intersindical - instrument de lutte et organisation de la classe des travailleurs et Intersindical instrument de lutte, unité de classe et construction d'une nouvelle centrale. L'existence de deux organisations portant le nom d'Intersindical demanderait une analyse plus détaillée de son processus de division, mais ceci s'éloigne des objectifs de cet article.

9 Partido Socialismo e Liberdade (Parti Socialisme et Liberté).

Le tableau met en évidence la fragmentation du syndicalisme brésilien. Au-delà du nombre d'organisations affiliées à chaque centrale syndicale, un autre facteur qui aide à comprendre la division du syndicalisme en différentes centrales est la relation avec les partis politiques. Bien que la législation brésilienne interdise aux syndicats de financer des partis et des candidats, certaines centrales présentent des

affiliations politiques notables. Ces liens ne sont ni formels ni exclusifs : en effet, rien n'empêche l'adhésion de travailleurs à d'autres partis, mais en même temps, cette adhésion révèle des préférences et des tendances politiques. La CUT est, depuis son origine, liée au PT. FS entretient des rapports étroits avec le Partido Democrático Trabalhista (Parti démocratique travailliste, PDT), son président ayant

été élu député sous l'étiquette PDT¹¹. Les trois organisations issues de la CUT entretiennent des liens avec les partis politiques et ont des positions distinctes face aux gouvernements du PT : la CTB, centrale dans laquelle le Partido Comunista do Brasil (Parti communiste du Brésil, PCdoB) est prédominant, intègre la coalition gouvernementale tout en critiquant ponctuellement le gouvernement ; l'Intersindical instrument de lutte, unité de classe et construction d'une nouvelle centrale est, elle, liée au Partido Socialismo e Liberdade (Parti socialisme et liberté, PSOL), un parti issu du PT et qui intègre le mouvement d'opposition au gouvernement sans pour autant revendiquer de rupture explicite avec celui-ci ; Conlutas, dans laquelle le Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado (Parti socialiste des travailleurs unifié, PSTU) est hégémonique, défend, quant à elle, une position de rupture avec le gouvernement. On peut faire l'hypothèse que les liens partisans et les différentes conceptions organisationnelles ont fait échouer la mise en œuvre de l'unification envisagée par Conlutas et l'Intersindical en 2010 (Galvão et al., 2013). La concurrence entre les centrales pour l'affiliation de nouveaux syndicats n'a pas empêché la constitution d'une unité politico-idéologique relative entre sept des 13 centrales existantes, unité qui se base sur une évaluation positive des gouvernements du PT et sur l'appui du mouvement syndical dans son ensemble à ces gouvernements. Néanmoins, on ne peut parler d'un syndicalisme brésilien, mais de syndicalismes, puisqu'il est possible d'y identifier différentes positions et projets syndicaux. D'un côté, la position prédominante, politique-

ment modérée ; de l'autre, la position minoritaire, que nous qualifions par défaut de radicale¹².

CONSOLIDATION DU PARTENARIAT SOCIAL ET DE LA MODÉRATION POLITIQUE

L'expansion des canaux institutionnels et la relation de proximité entre le gouvernement et une partie significative du mouvement syndical ont affecté les conceptions et les stratégies syndicales, en contribuant au renforcement du partenariat social. Le développement de cette perspective au Brésil, pays dépourvu de tradition de concertation, a provoqué un intense débat sur la nature de la relation entre le mouvement syndical et le gouvernement.

VERS UN SYNDICALISME DE SERVICES ?

La participation du syndicalisme aux instances de pouvoir a conduit les médias à désigner péjorativement le régime des gouvernements du PT, et à le qualifier de

11 Celui-ci a participé à la création d'un nouveau parti en 2013, le parti Solidariedade (Solidarité), qui envisage de soutenir un candidat d'opposition au PT aux présidentielles de 2014.

12 Upchurch et Mathers (2011) utilisent le terme de radical pour désigner un syndicalisme très militant et politisé qui s'oppose à la fois à la version dure et à la version modérée du néolibéralisme, et qui représente une alternative au caractère politiquement modéré et conciliateur du syndicalisme majoritaire en Angleterre ou en France (voir aussi Connolly, Darlington, 2012). Plusieurs auteurs mettent toutefois en garde contre l'utilisation d'une terminologie dichotomique dans l'analyse du syndicalisme, préférant l'idée d'un continuum ou d'un spectre balayant les éléments qui caractérisent ses conceptions et pratiques (Hyman, 1979 ; Kelly, 1996 ; Fantasia, Stepan-Norris, 2004 ; Damesin, Denis, 2005 ; Upchurch, 2009). La dichotomie masque la variété des combinaisons et des situations, ce qui empêche de comprendre la complexité, les ambiguïtés et les contradictions qui imprègnent l'institution syndicale. En utilisant des mots tels que « partenariat », « radical », etc., nous ne voulons pas faire rentrer le syndicalisme dans des cases, mais seulement mettre en évidence les traits principaux qui caractérisent le profil assumé par les syndicalismes dans les différents moments historiques, tout en considérant qu'aucune tendance n'est irréversible.

« République syndicale » (Felicio, 2005 ; Brandt, Tosta, 2008 ; Loyola, 2010). Cette désignation s'appuie sur une thèse équivoque : le syndicalisme brésilien n'a jamais été aussi présent dans le cadre de l'État et il intervient dans l'élaboration des politiques publiques d'une manière inédite (D'Araújo, 2009) ; toutefois, la participation syndicale et la visibilité qui en découle ne signifient pas que le mouvement syndical dirige l'agenda politique, même s'il exerce une certaine influence sur celui-ci. L'intervention syndicale reste en effet limitée, dans la mesure où une partie minoritaire de ses propositions est effectivement discutée, et une partie encore moindre mise en œuvre. La proposition qui a eu le plus de succès a été la politique de valorisation du salaire minimum, fruit d'un accord négocié entre les centrales syndicales et le gouvernement en 2007, et qui prévoit le réajustement annuel du salaire minimum, indexé sur le taux d'inflation auquel on ajoute la variation du PIB de l'année précédente. Cependant, le fonctionnement des conseils tripartites reste irrégulier, et n'influe pas vraiment sur la prise de décision. Le patronat, quant à lui, n'a pas participé à l'élaboration de la politique de valorisation du salaire minimum. De plus, il n'existe pas de négociation collective nationale centralisée, sauf dans quelques branches à forte concentration, comme la banque et le pétrole. Ainsi, on ne peut pas parler de néo-corporatisme dans le sens employé par Rehfeldt (2009). La politique de valorisation du salaire minimum constitue, outre les campagnes pour la réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires¹³ et pour la fin du licenciement sans cause réelle et sérieuse

(moyennant la signature de la Convention 158 de l'Organisation internationale du travail), une des rares revendications en matière de consolidation et d'expansion de droits sociaux à caractère universel avancée entre 2003 et 2012. Dans l'ensemble, le syndicalisme a mis en avant des revendications plus spécifiques, en assumant l'idée qu'il existe des conditions sectorielles distinctes, ce qui justifie des négociations fragmentées et des règles différenciées, dans la ligne de ce qui a été promu par les chambres sectorielles dans les années 1990¹⁴. Au lieu d'être comprise comme garantissant des droits universels, la citoyenneté est désormais considérée par la plus grande partie du syndicalisme, y compris la CUT, comme un moyen d'assurer la participation du citoyen au marché, ce qui explique que les syndicats se préoccupent de plus en plus de « bancarisation »¹⁵ d'accès au crédit et de capacité de consommation.

Tout au long de ce processus de transformation, le syndicalisme de « propositions » ou « de services » assume un discours de citoyenneté et de solidarité fondé sur le développement durable, le travail décent et la distribution des revenus, et ce de manière délibérément vague pour être acceptable par différentes forces sociales. Cela lui permet d'appuyer des mesures favorables au patronat et de promouvoir

13 Cette proposition fait déjà partie des revendications syndicales lors du vote de la Constitution de 1988, qui fixe la durée légale du temps de travail à 44 heures hebdomadaires. Dans la période récente, elle est revendiquée par la CUT depuis la première année du gouvernement Lula, en 2003, et a par la suite été soutenue par les autres centrales syndicales.

des initiatives en partenariat avec ce dernier, telles que le « Séminaire Brésil du Dialogue, de la Production et de l'Emploi » organisé par la Fédération des industries de São Paulo (Fiesp), la CUT et FS en mai 2011. Ce séminaire a été l'occasion de conclure un pacte pour la défense de l'industrie, défendant la réduction des impôts et cotisations patronales, afin « d'encourager prioritairement les investissements productifs au détriment de la spéculation financière » (CUT, 2011 :19). L'action des sidérurgistes contre la désindustrialisation va également dans le sens d'un partenariat entre capital et travail : les syndicats critiquent la valorisation de la monnaie brésilienne, qui facilite les importations, et la charge fiscale élevée, en tirant la son-

nette d'alarme sur les effets négatifs que ces deux facteurs peuvent avoir sur la compétitivité de l'industrie nationale. Ce type d'actions et le discours qui les légitime révèlent l'intériorisation d'une rationalité stratégique, dans laquelle la relation d'affrontement est remplacée par la coopération. Pour utiliser un langage propre à la théorie des jeux, il s'agit d'une stratégie du type « gagnant-gagnant » basée sur l'hypothèse que les interactions sociales visent le bénéfice commun, de façon à ce que tous ceux qui sont concernés puissent y trouver leur compte.

LA CUT ENTRE CONCILIATION ET DÉFENSE DES INTÉRÊTS SECTORIELS

La CUT est la grande instigatrice du « Projet de développement sous l'optique de la classe des travailleurs » de 2005, dans lequel elle présente des propositions visant la mise en place d'un nouveau modèle de développement, capable de redonner le rôle principal à l'État et de promouvoir le dépassement du néolibéralisme. Ce projet culmine dans l'« Agenda de la classe des travailleurs pour le développement avec souveraineté, démocratie et valorisation du travail » un ensemble de revendications élaboré à l'occasion de la campagne présidentielle de 2010. L'agenda, soutenu également par d'autres centrales syndicales, propose, entre autres mesures, de réduire les objectifs d'excédent budgétaire, de réviser la loi sur les partenariats public-privé et de réviser la loi de responsabilité fiscale. Ces mesures devraient être améliorées et ne sont pourtant pas modifiables, ce qui est paradoxal, sachant qu'elles affectent la capacité d'investissement de l'État (Galvão, 2012). Ce qui en montre également

toute l'ambiguïté, c'est la défense du « renforcement du rôle des banques, des entreprises publiques et des fonds de pension dans le financement de politiques de développement » (CUT et al., 2010:10), puisque les fonds de pension sont associés à des processus de privatisation et de restructuration productive¹⁶.

Les syndicats s'engagent ainsi à l'amélioration de la compétitivité, de la productivité et de l'efficacité des entreprises, en négociant des accords qui relèvent principalement de la préservation de l'emploi. Dans le cas de la CUT, cela représente un changement par rapport aux années 1980, période où elle se refusait à faire des concessions au patronat et à mettre en œuvre des pactes sociaux. À partir des années 1990, ses revendications commencent à intégrer l'argument de l'inexorabilité de la restructuration productive, de la globalisation, etc., et elle se limite à négocier ce qui lui semble « viable » ou « nécessaire ».

16 Les fonds de pension augmentent en effet la valeur qu'ils rapportent à leurs cotisants si les entreprises dans lesquelles les fonds investissent procèdent à des réductions de dépenses en personnel. Jardim (2008) montre toutefois l'intérêt croissant des syndicats pour les fonds de pension, considérés comme une forme de domestication du capitalisme et de promotion de l'inclusion sociale. Cela amène certaines centrales syndicales à investir dans la formation de cadres pour ce type d'action. L'auteur traite également du processus de création de fonds de pension syndicale par la CUT et par FS, à partir de la réglementation promue par la réforme des retraites de 2003.

17 Ces mobilisations ont toutefois été épisodiques et n'ont impliqué qu'un petit nombre de participants. Entre 2004 et 2009, les mobilisations de grande envergure ont été les Marches de la classe des travailleurs, qui ont réuni, une fois par an, entre 20 000 et 50 000 travailleurs, un nombre bien réduit lorsqu'on le compare au nombre de travailleurs présents sur le marché du travail brésilien, et même à celui des travailleurs syndiqués (92 millions de travailleurs occupés, dont 17,7 % sont syndiqués, selon la PNAID/IBGE en 2009).

La priorité à la négociation et à l'action institutionnelle ne veut pas dire qu'il n'y a plus de mobilisations¹⁷ ou que le syndicalisme n'agit pas pour défendre les intérêts économiques immédiats de ceux qu'il représente, bien au contraire. Selon le Sistema de Acompanhamento de Salários (Système de suivi de salaires) géré par le Département intersyndical de statistiques et études socio-économiques (DIEESE), 18,8% des accords et conventions collectives analysés pour l'année 2003 prévoyaient des augmentations de salaire supérieures à l'inflation mesurée par l'IBGE, 22,8% d'entre eux incluaient des augmentations égales à l'inflation et 58,4%, des augmentations inférieures à l'inflation. En 2006, 86,3% des accords ont stipulé des réajustements supérieurs à l'inflation (DIEESE, 2008:3). En 2008, dans un contexte marqué par la crise économique internationale, cet indicateur est retombé à 78,3%. En 2010, 87,8% des négociations ont abouti à des augmentations de salaires réels, un chiffre qui a atteint 94,6% en 2012 (DIEESE, 2013a:3). Les négociations sous l'égide des syndicats ont également eu une répercussion sur la définition de la valeur des salaires de base et sur la participation aux résultats. Outre les augmentations salariales au-dessus de l'inflation et les accords collectifs contenant des clauses favorables aux travailleurs, les données mises à disposition par le DIEESE montrent également une reprise des grèves sectorielles ou d'entreprises. Bien que le « Système de suivi de grèves » révèle que le nombre annuel moyen de grèves reste inférieur à celui des années 1990 (900 grèves par an environ), il est en hausse (de 302 grèves en 2004 à 873 grèves en 2012 ;

DIEESE, 2013b), et cela se traduit par des avancées pour les travailleurs (Boito, Marcelino, 2010).

UN CONTEXTE DIFFICILE POUR LE SYNDICALISME RADICAL

La modération syndicale a été favorisée par la conjoncture politique et économique sous les gouvernements du PT.

UNE FORTE PROGRESSION DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS MALGRÉ LA CRISE

La montée en puissance des programmes sociaux, notamment de la Bolsa Família¹⁸, a eu un impact important sur les travailleurs notamment désorganisés. En plus de la Bolsa Família, un accès plus important au crédit a été accordé à la population à faible revenu. Celle-ci a pu bénéficier de programmes de microcrédits et d'un accès facilité aux prêts à l'agriculture familiale, permettant à certains de trouver une alternative à l'emploi salarié en créant leur propre entreprise. En même temps, la « bancarisation » et le gel des prix des denrées alimentaires de base ont augmenté son pouvoir d'achat. La politique du gouverne-

ment a également eu un impact sur les travailleurs officiellement déclarés et organisés en syndicats. Le « crédit consigné » à des taux d'intérêt inférieurs aux taux élevés pratiqués sur le marché brésilien a bénéficié à une partie des salariés, bien que la déduction du remboursement du prêt de la paie contrarie le principe d'intangibilité des salaires¹⁹. L'augmentation du salaire minimum a profité non seulement aux travailleurs titulaires de contrats de travail formels, mais également à ceux du secteur informel (le salaire minimum servant de mesure étalon) et aux retraités (vu qu'un grand nombre de retraités ne reçoit qu'un salaire minimum). Entre 2002 et 2010, au cours des deux mandats de Lula, le salaire minimum a enregistré un gain réel de 53,67% (DIEESE, 2010). En plus d'avoir permis une progression du salaire minimum, la croissance économique enregistrée depuis 2004²⁰ a eu une répercussion positive sur le marché du travail, en œuvrant à la réduction du chômage et de l'informalité²¹. Ces résultats assurent un énorme soutien populaire aux gouvernements du PT, confirmé par la réélection de Lula en 2006 et par l'élection de Dilma Rousseff en 2010.

UN SYNDICALISME RADICAL AMBITIEUX...

Dans ce contexte, le syndicalisme radical a peu d'espace pour se développer. Les effectifs de Conlutas et de l'Intersindical sont très faibles et, par conséquent, leur capacité de mobilisation l'est aussi. À la différence des autres centrales – notamment de la CUT, qui pointe le caractère contradictoire de certaines mesures gouvernementales, et proteste contre des projets spécifiques –, Conlutas et l'Intersindical s'opposent à la conception-même

qui préside à l'action gouvernementale. Elles accusent les gouvernements du PT de poursuivre une politique néolibérale, caractérisée par la domination de la logique financière, par la priorité donnée à la stabilité monétaire et à l'équilibre fiscal. Elles dénoncent la privatisation « blanche » via des partenariats public-privé, des concessions de services publics, la vente d'actions des entreprises détenues par l'État, des ventes aux enchères de puits de pétrole. Elles reprochent également aux gouvernements Lula et Dilma Rousseff de ne pas être revenus sur les privatisations réalisées par le gouvernement Cardoso. De la même façon, elles les accusent de ne pas avoir remis en cause la législation mise en place par l'administration du PSDB, qui a étendu les contrats précaires de travail, et de ne pas avoir adopté de mesures pour combattre la flexibilité sans précédent du marché du travail brésilien (la possibilité pour l'employeur de licencier sans cause réelle et sérieuse entraîne un taux de rotation de la main-d'œuvre très élevé). Elles s'opposent aux politiques d'exonérations fiscales, en manifestant leur inquiétude à propos de l'impact social de la baisse des recettes fiscales²². La position de Conlutas et de l'Intersindical s'oppose à celle du gouvernement et du patronat, et cherche à articuler propositions d'urgence et lutte

22 La CUT, de son côté, estime que ce type de politique doit comporter des contreparties sociales, comme le maintien et la création d'emplois légaux, la lutte contre le taux de rotation élevé de la main-d'œuvre, la fin du « travail esclave » et du travail des enfants. La centrale ne s'oppose pas aux exonérations fiscales en soi, mais à l'absence de contreparties définies qui obligeraient ceux qui bénéficient d'aides à s'engager à promouvoir le travail « décent ».

23 En mars 2013, Conlutas a participé à la rencontre avec notamment Solidaires (France), la CGT espagnole, et ODT (Maroc), et qui a décidé la création du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

pour le socialisme pour combattre la crise internationale déclenchée en 2008²³.

L'unification des luttes entre secteur public et privé, entre catégories professionnelles et même entre organisations syndicales est une préoccupation constante de Conlutas. Cette préoccupation et l'étendue de ses exigences proviennent en partie de sa composition, puisque la centrale regroupe non seulement des organisations syndicales, mais également des mouvements sociaux. Conlutas n'abandonne pas la participation aux grèves et à la lutte syndicale ; bien au contraire, elle les encourage, tout en cherchant en permanence à articuler les revendications économiques sectorielles à la dimension politique nationale et internationale. Les journées de grève qu'elle organise sont donc une façon de résister aux « attaques » du gouvernement contre le droit du travail, elle dénonce la politique de destruction du service public, l'action de l'impérialisme et l'offensive du capital. L'organisation syndicale cherche à attribuer un sens politique commun aux luttes afin de surmonter le caractère fragmenté des mobilisations. Mais la politisation qu'elle propose a un caractère très précis : il s'agit de responsabiliser le gouvernement non seulement par rapport aux mesures qu'il met en place mais également par rapport à son comportement vis-à-vis des entreprises (pour la centrale, le gouvernement serait permissif en concédant des avantages aux entreprises sans les empêcher de licencier des salariés, par exemple). Les courants syndicaux qui s'opposent au partenariat social et aux gouvernements du PT, quoique largement minoritaires, créent des espaces de renouveau d'une position critique par

18 Bourse Famille.

19 Alors même que le principe d'intangibilité interdit toute réduction de salaire, sauf en cas de négociation collective, la loi 10.820/2003 permet à l'employeur d'effectuer une déduction sur les salaires du salarié allant jusqu'à 30 % de sa rémunération.

20 La croissance annuelle du PIB a été de 5,7 % en 2004, 3,2 % en 2005, 4,0 % en 2006, 6,1 % en 2007 et 5,2 % en 2008. Après avoir enregistré une chute et être tombée à 0,3 % en 2009, elle est remontée à 7,5 % en 2010.

21 Selon l'enquête sur l'emploi et le chômage du DIEESE/Seade, le taux de chômage est passé de 21,8 % en 2003, première année du gouvernement Lula, à 14,1 % en 2008 et à 11,9 % en 2010, la dernière année de son mandat, malgré la crise internationale. En ce qui concerne les performances du marché du travail, les estimations du gouvernement montrent qu'entre 14 et 15 millions de nouveaux emplois formels ont été créés lors des deux mandats du PT (Agência Diap, 2010).



rapport au néolibéralisme, au capitalisme et en faveur d'une reprise du débat sur l'autonomie du mouvement syndical face au gouvernement et au patronat.

... PARFOIS JUSQU'À SE COUPER DE SA BASE

En dépit de ces potentialités, son positionnement révèle également des limites. La critique de Conlutas à la « politique néolibérale du gouvernement » est trop abstraite et ne bénéficie pas de soutien populaire, puisqu'elle ne tient pas compte des différences entre les gouvernements du PT et ceux de Cardoso. En fin de compte, de quel néolibéralisme s'agit-il ? Comment en effet affirmer que Lula mène la même politique que Cardoso alors qu'ils n'ont pas bénéficié de la même conjoncture ? En laissant de côté les nuances, la centrale court le risque de s'isoler des travailleurs, y compris dans ses propres rangs, qui voient leur situation matérielle s'améliorer. La centrale reconnaît la popularité du gouvernement qui, jusqu'en mai 2013, était très

haut dans les sondages d'opinion, mais ce constat relève selon elle d'une illusion (Conlutas, 2010). En ce qui concerne le besoin de réorganisation du mouvement syndical, son analyse tend également à évincer le rôle de la base : les critiques de l'action des autres centrales se portent sur la bureaucratie, la trahison des directions, et exemptent les bases de toute responsabilité dans le processus.

MALGRÉ LA DIVISION, UNE CERTAINE UNITÉ D'ACTION

Malgré la division organisationnelle du mouvement syndical et son soutien, dans l'ensemble, aux gouvernements du PT, on peut observer une certaine unité d'action entre les organisations alliées et opposées à ces gouvernements. L'unité d'action est justifiée comme une façon de renforcer la lutte des travailleurs, leur permettant de résister aux effets de la crise économique internationale, sans pour autant que cela efface les différences montrées dans la section précédente.

D'IMPORTANTES ACTIONS UNITAIRES

À titre d'exemple, entre 2009 et 2012, un premier ensemble d'actions concerne les revendications d'ordre général, pour la revalorisation du salaire minimum, la réduction du temps de travail et la lutte contre le chômage, avec des marches et des journées de mobilisation contre les licenciements et pour la stabilité de l'emploi pour tous les travailleurs.

Un second ensemble d'actions concerne les fonctionnaires, qui se sont mobilisés contre des projets de loi élaborés par l'exécutif fédéral, comme celui qui a institué les fondations publiques de droit privé, qui pourront engager des travailleurs selon les règles en vigueur dans le secteur privé pour réaliser des tâches qui ne relèvent pas nécessairement de la compétence exclusive de l'État ; la loi qui met fin à la retraite à taux plein intégral (100 % du salaire) des nouveaux fonctionnaires et qui met en place la retraite complémentaire ; ou encore des projets en discussion visant à restreindre le droit de grève dans le service public. Les centrales se sont opposées également à des projets provenant du pouvoir législatif, comme celui qui limite l'augmentation des dépenses de personnel et des charges sociales de l'Union pour dix ans, ce qui dans la pratique revient à geler les salaires des fonctionnaires. La réduction des dépenses que le gouvernement fédéral, déjà sous la direction de Dilma Rousseff, a effectuée sous prétexte d'équilibrer le budget en 2011 et 2012 a généré des protestations et des revendications quant au respect des accords relatifs aux augmentations de salaires et à la revalorisation de la carrière. La rupture d'accords conclus précédemment et l'absence de négocia-

tions effectives, malgré l'existence de canaux officiels dédiés, a donné naissance à des grèves importantes et prolongées, principalement dans le secteur de l'éducation, qui constitue une base importante de Conlutas et de l'Intersindical. Les grèves dans le secteur public ont atteint d'autres catégories telles que les travailleurs de la Poste, les employés de banque (publiques comme privées) et les salariés du secteur pétrolier. Toutefois, les positions des centrales syndicales ont été très différenciées en termes de conduite et de développement des grèves. La CTB accompagne généralement la CUT dans la priorité qu'elle donne à la négociation et à la signature d'accords destinés à suspendre les grèves, cherchant à minimiser les critiques au gouvernement alors que l'Intersindical et Conlutas insistent quant à elles pour les poursuivre, afin d'améliorer les propositions gouvernementales, dénonçant le « soutien au gouvernement » des centrales concurrentes.

Un troisième ensemble d'actions concerne les travailleurs du secteur privé. Parmi les différentes luttes enregistrées au cours de la période, on retrouve les grèves des travailleurs du bâtiment pour défendre de meilleures conditions de travail, des avantages sociaux et des augmentations de salaires en 2011 et 2012. Les grèves ont paralysé la construction de centrales hydroélectriques et de stades de football ; elles ont été déclenchées parfois malgré l'opposition des directions syndicales. Ces grèves concernant de nombreux travailleurs, et affectant les grands travaux inclus dans le « Programme d'accélération de la croissance » (PAC), elles ont abouti à des négociations entre le gouvernement, les

entreprises et les centrales syndicales et ont donné lieu à la conclusion d'un grand accord tripartite, que Conlutas, malgré ses critiques au processus, a approuvé.

LES SYNDICATS À L'ÉCART DES MANIFESTATIONS DE JUIN 2013 ?

Cette unité d'action s'est maintenue à la suite des grandes manifestations qui ont éclaté durant l'hiver brésilien 2013.

Il est toutefois significatif que le mouvement syndical ne fasse pas partie des organisateurs des manifestations, déclenchées par un mouvement pour le transport gratuit et dont les demandes ont par la suite été généralisées à l'amélioration des services publics ainsi qu'à la lutte contre la corruption (Pires, 2013). Le mouvement syndical n'a rejoint la contestation que tardivement, même si la participation de syndicalistes a pu être observée dès le 6 juin 2013.

En présentant un large éventail de revendications telles que la réduction de la durée du travail, l'augmentation du budget pour la santé et l'éducation publique, l'amélioration des transports en commun, la fin des ventes aux enchères des puits de pétrole, les centrales ont appelé à deux journées unitaires de débrayages et de grève le 11 juillet et le 30 août 2013, pour essayer de récupérer les manifestations – fort hétérogènes – pour la défense des droits sociaux et du travail.

Mais malgré leur caractère unitaire, les journées d'action syndicale n'ont pas atteint la même ampleur que les manifestations de juin 2013. Cette situation témoigne des difficultés rencontrées par les centrales syndicales tant pour mobiliser leur base que pour élargir leur sphère d'influence auprès des manifestants de

juin, majoritairement des jeunes étudiants de la classe moyenne ou des jeunes travailleurs précaires, deux groupes sans insertion syndicale.

L'assimilation de la majeure partie du mouvement syndical au gouvernement – lequel a été l'une des cibles favorites des accusations de corruption – est à la base des difficultés d'articulation entre le mouvement de juin et l'agenda syndical. À plusieurs occasions, des militants qui portaient des drapeaux des partis de gauche ou des centrales syndicales ont été pris à partie par les manifestants. Les alliés du PT essaient de protester sans mettre en danger la stabilité du gouvernement tandis que ses adversaires tentent au contraire d'amplifier le mouvement de contestation dans l'espoir de construire une alternative de gauche, mais sans trouver d'appui massif. La critique de la corruption et la demande d'une politique plus horizontale et participative renforcent le discours non partisan et la tendance à l'amalgame, ce qui peut expliquer les difficultés du syndicalisme radical – très lié aux partis de gauche – à se développer.

CONCLUSION

La division organisationnelle des syndicats brésiliens et l'appui apporté par la majorité d'entre eux aux gouvernements du PT ne se traduisent pas pour autant par une absence de dynamisme et de protestations. Mais la propension au partenariat social, même si elle n'exclut pas les grèves ni la conquête de gains matériels, favorise indéniablement la modération politique. La crainte de mobiliser les travailleurs contre un gouvernement allié a éloigné ce syndicalisme des rues, ce qui finit par res-

treindre leurs registres d'action et les possibilités qu'ils ont de s'opposer de façon systématique à des mesures qui promeuvent ou menacent d'entraîner la réduction des droits sociaux et des travailleurs.

D'un autre côté, le fait de ne pas tenir compte des changements des conditions matérielles obtenues éloigne les centrales minoritaires du quotidien et des aspirations des travailleurs, les rendant réfractaires à l'organisation et à la mobilisation autour de demandes politiques et sociales plus ambitieuses. Dans ce sens-là, même si ce syndicalisme radical garantit un espace de contestation et de critiques au gouvernement, il présente également des limites et des difficultés pour diffuser son projet et pour exercer le rôle qu'il se propose de jouer. ◆

SOURCES

- Agência Diap (2010), « Emprego formal ultra passa 200 mil em março, diz Lupi » 9 abril, http://www.diap.org.br/index.php?option=com_content&view=article&id=12735:emprego-formal-ultrapassa-200-mil-em-marco-diz-lupi&catid=45:agencia-diap&Itemid=204.
- Boito A., Marcelino P. (2010), « O Sindicalismo Deixou a Crise para Trás? Um Novo Ciclo de Greves na Década de 2000 » *Cadernos CRH*, vol. 23, n° 59, p. 323-338.
- Brandt R., Tosta W. (2008), « Era Lula consagra república sindical » *O Estado de São Paulo*, 6 abril.
- Conlutas (2010), « Informativo Especial da Secretaria Executiva Nacional Provisória eleita no Conclat » *Boletim informativo*, n° 1, segunda quinzena de junho.
- Connolly H., Darlington R. (2012), « Radical Political Unionism in France and Britain: A Comparative Study of SUD-Rail and the RMT » *European Journal of Industrial Relations*, vol. 18, n° 3, p. 235-250.
- CUT (2011), *Revista Jornada pelo Desenvolvimento com Distribuição de Renda e Valorização do Trabalho. Balanço 2011 e Ações 2012*, n° 2, dezembro.
- CUT et al. (2010). *Agenda da Classe Trabalhadora, Pelo Desenvolvimento com Soberania, Democracia e Valorização do Trabalho, Conferência Nacional da Classe Trabalhadora*, São Paulo.
- Damesin R., Denis J.-M. (2005), « SUD Trade Unions: The New Organisations Trying to Conquer the French Trade Union Scene » *Capital and Class*, vol. 29, n° 2, p. 17-37.
- D'Araújo M.C. (2009), « O compromisso sindical do governo Lula » *A elite dirigente do governo Lula*, Rio de Janeiro, Cpdoc/FGV.
- DIEESE (2008), « Balanço das Negociações dos Reajustes Salariais em 2007 » *Estudos e Pesquisas*, n° 38, março.
- DIEESE (2010), « Política de valorização do salário mínimo: considerações sobre o valor a vigorar a partir de 1° de janeiro de 2010 » *Nota Técnica*, n° 86, janeiro.

LE SYNDICALISME BRÉSILIEN, LA CUT ET LE GOUVERNEMENT LULA BILAN D'UNE DYNAMIQUE DE CONFRONTATION, D'OPPOSITION ET DE CONCILIATION

par Étienne David-Bellemare

Étienne David-Bellemare, qui fut président du Syndicat des étudiants et étudiantes syndiqué-e-s de l'Université du Québec à Chicoutimi (SEEE-UQAC), a écrit cet article en 2012. Après un « survol historique du syndicalisme brésilien » durant le XX^e siècle, il traite du développement de la CUT et de l'évolution du Parti des travailleurs, avant d'aborder la situation du mouvement syndical sous le gouvernement de Lula.

Bien que le Brésil ne soit pas passé pas inaperçu depuis les dix dernières années en raison de son expansion économique, il n'a pas échappé aux contradictions engendrées par les politiques paradoxales de son nouveau gouvernement. Au pouvoir depuis 2003, le Parti des travailleurs (PT) aurait tenté, dit-on, d'harmoniser les intérêts de la « société civile » et du patronat, dans l'optique de combiner la lutte aux inégalités sociales à la croissance économique. D'un côté, il oscilla entre une réforme agraire timide, la création de certains programmes de soutien aux plus démunies et des gestes mitigés en faveur des demandes syndicales. De l'autre, il reprit des pans importants de l'agenda néolibéral instauré par son prédécesseur, l'ex-président Fernando Henrique Cardoso. Constitué autour d'une volonté indéniable de s'appuyer sur l'entreprise privée et la flexibilisation du travail afin de stimuler l'économie du pays, le Brésil du PT en a surpris plusieurs. L'obéissance aux règles dictées par les institutions financières internationales, à commencer par le Fonds monétaire international, a conduit certains observateurs à qualifier le président Luiz Inacio « Lula » Da Silva et son bilan gouvernemental de « social-libéralisme »¹.

Dans ce contexte, le mouvement syndical brésilien, qui a été l'un des éléments moteurs dans l'accession au pouvoir de Lula (ancien syndicaliste chez les métallurgistes), a passé par différentes étapes de crises et de remises en question. Les dissensions ont entraîné la création de nouvelles organisations syndicales, constituées entre autres de militant-e-s ayant retiré leur appui au PT en cours de route. Qui plus est, face aux politiques économiques du gouvernement depuis les dix dernières années et en regard des espoirs déçus, d'importantes résistances sociales ont vu le jour. Le syndicalisme brésilien serait-il à la croisée des chemins ? Nous tenterons d'élucider cette question à partir de quatre grandes considérations. Premièrement, il s'avère nécessaire de compren-

¹ Antunes, Ricardo, « Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil, quelques défis passés et présents », *Actuel Marx*, n° 42, 2007, p. 107.

dre l'histoire sociale du Brésil afin de mettre en perspective les éléments de convergences et de divergences qui traversent les débats actuels au sein du mouvement syndical.

Deuxièmement, les transformations économiques qui affectent le pays depuis les vingt dernières années constituent des données essentielles à l'analyse des changements concernant les orientations idéologiques des organisations syndicales. Troisièmement, les différents régimes politiques qui se sont succédé au Brésil, en particulier lorsqu'il fut question de la dictature militaire, ont eu des effets considérables sur le développement du militantisme syndical. Les militant-es se trouvèrent dans une situation qui les força à adopter des stratégies d'organisation et de mobilisation en correspondance avec les limites et les possibilités qu'offraient les diverses conjonctures. Enfin, nous verrons que l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs a participé à la redéfinition des relations entre le mouvement syndical et l'État. C'est à travers ces différents éléments que nous tenterons de dresser un bilan du syndicalisme brésilien et de la présidence de Lula.

SURVOL DES ORIGINES HISTORIQUES DU SYNDICALISME BRÉSILIEN (1906-1988)

Afin d'appréhender certains enjeux fondamentaux qui animent actuellement le mouvement syndical au Brésil, il est nécessaire de garder à l'esprit l'héritage historique dont il est toujours porteur. Tout comme pour l'Uruguay et l'Argentine, l'anarcho-syndicalisme a été dès le début du XX^e siècle un courant politique dominant chez les travailleurs et travailleuses

organisé-es du Brésil. En 1906, la naissance du Congrès ouvrier brésilien (COB), dont les orientations révolutionnaires et les structures fédératives étaient directement inspirées de la Confédération générale du travail de France, va constituer la première centrale de tendance anarcho-syndicaliste². À son apogée, l'anarcho-syndicalisme regroupe plusieurs organisations dont la puissante Fédération des ouvriers de Sao Paulo (FOSP) : celle-ci constitue le fer de lance de la grève générale qui paralysa d'importants secteurs industriels en 1917. Le mouvement syndical d'obédience anarchiste continue d'être très actif jusqu'au début des années 1920, pour se voir ensuite contesté et concurrencé par l'émergence du Parti communiste brésilien (PCB) en 1922. Le déclin d'un syndicalisme radical culmine en 1930 avec l'arrivée au pouvoir de Getulio Vargas et de son « projet bourgeois nationaliste (...), dont la politique sociale est axée sur la cooptation de la classe ouvrière et sa subordination aux intérêts du capital et de l'État »³.

L'ère Getulio Vargas, communément appelée « gétulisme » ou « varguisme », marque le développement d'un modèle corporatiste dont la principale caractéristique est l'encadrement des relations de travail par l'État. Dans la foulée de l'industrialisation du Brésil et devant les pressions exercées par le mouvement syndical depuis des

2 Everett, Colin, *Organized Labour in Brasil 1900-1937: From Anarchist Origins to Government Control*, [http://libcom.org/history/organized-labor-brazil-1900-1937-anarchist-origins-governmentcontrol-colin-everett] 12 janvier 2011. p. 6.

3 Antunes, Ricardo, loc. cit, p. 98.

4 Idem.

5 Sarda de Faria, Mauricio, *Brésil: le « nouveau syndicalisme » dans le secteur public*, [www.laquestionsociale.org/LQS/LQS_1/QS1_11_bresil.pdf, p. 2.]



dizaines d'années, un important virage s'opère. À ce moment, Getulio Vargas juge nécessaire d'adopter une approche de réconciliation des conflits entre les classes pour construire un État moderne. Sous son premier règne (1930-1945), il commence par répondre à une série de demandes des travailleurs et travailleuses (exemple : congés payés, journée de huit heures et salaire minimum).

Durant cette période, le gouvernement adopte également une série de lois visant à définir les prérogatives et les champs de compétence du mouvement syndical et de l'État. En premier lieu, il accorde une reconnaissance légale aux syndicats et reconnaît le principe de l'unicité syndicale (le pouvoir de représenter tous les travailleurs-euses d'une catégorie socioprofessionnelle sur un territoire donné, sans égards à l'entreprise où ils et elles travaillent). Dans un deuxième temps, il implante les cotisations syndicales obligatoires pour tous les travailleurs et travailleuses membres ou non d'un syndicat et le droit pour les syndicats de financer des œuvres sociales (santé, éducation, loisir). Troisièmement, il reconnaît le droit de grève

auquel il greffe l'obligation de négocier une convention collective avec les organisations patronales. Enfin, il autorise l'intervention directe de l'État dans les syndicats (capacité de remplacer des dirigeants, de geler les fonds issus de l'impôt syndical ou de retirer une accréditation syndicale)⁴. Ce grand projet de réformes demeura toutefois muet quant à la possibilité d'implanter des syndicats sur les lieux de travail. Cette dimension locale de l'action syndicale, qui ne constitue pas à ce moment un enjeu significatif, sera éventuellement déterminante et contribuera à la remise en question du modèle syndical corporatiste. Sous cette première présidence de Getulio Vargas, les syndicats dans la fonction publique sont formellement interdits. En effet, « les travailleurs du secteur public ont, au maximum, le droit de créer des associations de type récréatif, mutualiste ou culturel. Et c'est précisément au sein de ces associations, en grande partie créées dans les années 60 et 70, que les fonctionnaires ont lentement et patiemment construit leurs luttes et leurs organisations de classe »⁵. Ces deux derniers volets du syndicalisme brésilien sont importants puisqu'ils seront associés de

près, comme nous le verrons plus loin, à la construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT).

Le coup d'État de 1947 et la répression qui s'ensuivit envers les dirigeants syndicaux issus du Parti communiste brésilien entraîna une transformation majeure et certainement inattendue du côté des nouvelles autorités politiques. En raison des contraintes liées à la dictature militaire fraîchement instaurée, la frange la plus radicale du mouvement syndical, associée au PCB ou autonome, décida de prioriser un nouvel espace militant : le lieu de travail. Malgré l'élection au suffrage universel de Getulio Vargas en 1950 et sa plus grande ouverture aux libertés d'association, le syndicalisme en entreprise et en usine ne sera toujours pas reconnu par l'État. En dépit de cet obstacle, ce nouveau type de syndicalisme est le moteur d'une mobilisation d'envergure en 1953 qui culmine avec le déclenchement d'une grève générale.

Cette culture syndicale axée sur le niveau local, préfigure des changements décisifs qui bouleverseront l'ancien modèle corporatiste. L'éloignement de la base ouvrière, qui caractérise une pratique syndicale représentative et bureaucratique, cède le pas à un « mouvement d'action collective, lancé en 1962 par les « commissions de fabrique » ou commissions d'usine, réprimé en 1968, [qui] se substituait à une structure syndicale défaillante⁶ ». Ce « nouveau syndicalisme » dit « authentique » prend son essor dans les années 1970 et se démarque du même coup sur le plan des modes d'action qu'il préconise. Dans l'esprit de revendiquer leur présence sur les lieux de travail, les commissions d'usine

vont dorénavant opter pour des tactiques de lutte où s'entremêlent, entre autres, les assemblées à l'intérieur de l'entreprise, les occupations d'usines ou les grèves « bras croisés » devant les machines. Qui plus est, afin d'obtenir le soutien de la communauté rapprochée, le « syndicalisme authentique » s'appuiera sur la mobilisation populaire dans les mouvements sociaux de quartier⁷. De 1964 à 1985, la longue dictature militaire qui contrôla la société brésilienne renforce la tendance autonomiste enracinée sur les lieux de travail. Ce virage dans le syndicalisme brésilien se cristallise en 1983 par la fondation de la CUT, une nouvelle centrale « qui s'inspire dès ses débuts d'un syndicalisme de classe, autonome et indépendant de l'État »⁸.

La fin du régime autoritaire et l'élection d'un gouvernement démocratique en 1985 donnent lieu à l'élaboration d'un projet de refondation qui culmine avec l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1988. Celle-ci modifie des pans importants du système de relations de travail, mais ne va pas jusqu'à remettre en question son cadre général ancré dans l'héritage corporatiste. D'un côté, des principes fondamentaux sont conservés tels que l'unicité syndicale, le pouvoir pour l'État d'expulser et de

6 Cabanes, Robert, « Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation », Tiers-Monde, tome 43, no. 171, 2002, p. 607.

7 Idem., p. 606.

8 Antunes, Ricardo, loc. cit., p. 103.

9 Boito Jr., Armando, « Politique néolibérale et syndicalisme au Brésil », Lusotopie, 1997, p. 57.

10 Voir nos recherches qui traitent entre autres du « péronisme » en Argentine. http://www.turmel.uqam.ca/sites/default/files/Recherche_Argentine.pdf et des « Conseils de salaire » en Uruguay (http://www.turmel.uqam.ca/sites/default/files/mouvement_syndical.pdf).

11 Ibid., p. 61.

nommer des dirigeants syndicaux et ou le régime de cotisations syndicales obligatoires. De l'autre, le gouvernement accorde une certaine indépendance au mouvement syndical en permettant la création de plusieurs centrales nationales et autorise les fonctionnaires à s'organiser légalement en syndicats. En définitive, « on peut dire que la réforme donne une nouvelle vie à la structure syndicale et cela en deux sens : elle survit à la fin de la dictature militaire mais elle prend un nouveau visage »⁹.

Pour conclure sur cette période historique et soulever d'éventuels questionnements en lien avec nos travaux précédents, il faut souligner les similitudes qui marquent les trajectoires du syndicalisme au XX^e siècle dans les deux autres pays qui nous ont intéressés, soit l'Uruguay et l'Argentine. Bien qu'il y ait plusieurs éléments spécifiques à ces deux autres cas, nous constatons que l'implantation des modèles syndicaux encadrés par l'État constitue un point de basculement des relations de travail dans cette région de l'Amérique du Sud. En effet, les élites politiques et économiques ont eu recours à des procédés similaires afin de satisfaire certaines demandes populaires, tout en limitant les actions de la classe ouvrière dans un cadre syndical rigide et contraignant¹⁰.

On peut penser que les négociations entre l'État, le patronat et le mouvement syndical donnèrent lieu à l'établissement des régimes corporatistes de relations de travail dans lesquels chacun allait trouver son compte. Ou encore que la création d'un État moderne n'aurait pu voir le jour sans une grande alliance nationale. Cette question demeure ouverte. Quoi qu'il en soit, il faut surtout retenir que les tensions entre

la participation aux institutions, la collaboration avec l'État et l'autonomie sont au cœur des réflexions politiques et stratégiques qui, comme nous le verrons dans les sections suivantes, animent constamment le mouvement syndical brésilien.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CUT (1983-2003)

Née dans la foulée des agitations sociales des années 1960 et 1970, la CUT parvient à rassembler les secteurs les plus mobilisés du mouvement syndical brésilien lors de sa fondation en 1983. Toujours sous l'emprise d'une dictature militaire qui limite sa capacité d'action, elle sera néanmoins à l'avant-plan des luttes populaires en s'opposant fermement au régime en place. Dans cet esprit, « durant les années 1980, la CUT a organisé quatre grandes grèves générales de protestation contre la politique économique des gouvernements du général Figueiredo et de José Sarney [premier président suite à la restauration démocratique en 1985] (...). La première réunit trois millions de participants, la quatrième, vingt millions »¹¹.

Dès lors, la présence de la CUT sur la scène syndicale et politique est incontournable. Elle représente ce nouveau « syndicalisme authentique » qui veut rompre avec le passé corporatiste en incarnant la démocratisation des structures syndicales, l'autonomie locale, l'indépendance envers l'État et l'alliance avec les mouvements sociaux. Le discours qu'elle promeut ne cache pas ses références aux grands changements sociaux voire au socialisme, même si ses positions de principe ne correspondent pas nécessairement au discours et aux actions pragmatiques de ses membres¹². Bien que la principale centrale



brésilienne soit effectivement traversée par des courants politiques d'extrême-gauche (trotskystes, socialistes, communistes), elle est largement portée par une idéologie social-démocrate et dans une moindre mesure, par des courants émancipateurs inspirés de la théologie de la libération. À la fin des années 1980, la CUT détient à elle seule davantage de membres que l'ensemble des autres centrales au niveau national en regroupant 89 % des employé-es du secteur public, 51 % des travailleurs au sein des entreprises nationales et 56 % chez les multinationales¹³.

Parallèlement à ces activités syndicales, la CUT participera activement à la campagne électorale du PT lors des élections de 1989. Ce n'est pas surprenant puisque le candidat du PT à la présidence du Brésil, Luiz Inacio « Lula » Da Silva, est depuis longtemps une figure de proue du mouvement syndical. Celui-ci sera défait de peu au second tour avec 47 % d'appui alors que son adversaire du Parti pour la reconstruc-

tion nationale, Fernando Collor, obtiendra 53 %. Néanmoins, cette percée historique d'un parti de gauche issu du mouvement ouvrier façonnera autant le comportement de la CUT que celui du PT dans les années 1990. En effet, à la jonction de ces activités politiques et syndicales naîtra une nouvelle approche, qui se concrétisera dans les années 1990 par le passage d'un « syndicalisme d'opposition » à un « syndicalisme de proposition »¹⁴. Pour la CUT, il faut désormais mettre de l'avant des solutions aux problèmes sociaux et économiques que vit le pays afin d'influencer la conduite des affaires gouvernementales. Ainsi les excellents résultats électoraux de Lula semblent influencer le mouvement syndical, qui se pose dorénavant en acteur crédible qui propose des alternatives viables. La crise économique et la désindustrialisation que vit le Brésil durant les années 1990 expliquent également les changements d'orientations stratégiques au sein de la CUT. Alors qu'il « (...) y avait dans l'ABC

Pauliste (les villes industrielles autour de la ville de Sao Paulo), à la fin des années 1980, approximativement 220 000 métallurgistes, ce chiffre a diminué autour de 110 000 à la fin des années 1990¹⁵ ». Le même genre de phénomène se produisit dans le secteur bancaire à travers l'automatisation des transactions, l'introduction des nouvelles technologies et la restructuration organisationnelle des établissements (notamment les programmes de qualité et les primes au rendement). Ainsi, « le nombre d'employé-es des banques passa approximativement de 800 000 à la fin des années 1980 à 410 000 au tournant de l'an 2000 »¹⁶. Considérant que les syndicats de l'industrie métallurgique et du secteur bancaire constituent deux des trois piliers de la CUT (le troisième étant la fonction publique), on ne saurait sous-estimer l'impact de ces données économiques sur les orientations politiques de la Centrale. De manière générale, il faut souligner l'ampleur du phénomène puisque entre « 1989

et 1999, les pertes d'emplois salariés atteignent 3,2 millions [et que] le nombre de sans-emplois passe de 1,8 million à 7,6 millions¹⁷ ». Ainsi, la restructuration du monde du travail au Brésil est un facteur incontournable à retenir lorsqu'il est question d'examiner l'évolution idéologique de la CUT, puisque la centrale sort de cette période grandement affaiblie sur le plan du nombre d'affilié-es et marquée par une pratique syndicale de protection des emplois existants.

À cette pression économique s'ajoute la rivalité politique et organisationnelle que la CUT entretient avec son principal concurrent, la centrale Force syndicale (FS). Issue du vieil héritage corporatiste et très près des gouvernements néolibéraux qui se succèdent dans les années 1990, la FS se réclame d'un syndicalisme pragmatique qui a pour objectif de relancer l'économie brésilienne. La centrale, étiquetée à droite, appuiera les privatisations des entreprises publiques et véhiculera un discours centré autour de la création de richesses. En termes d'action syndicale, la FS privilégie le recours à la discussion et à la coopération dans l'esprit de rechercher une bonne entente avec les « employeurs ». La présence de cette opposition syndicale aura des impacts sur la CUT, autant sur ses orientations politiques que ses stratégies de lutte. En effet, « cette dernière s'est vue, dans une certaine mesure, forcée à négocier et à abandonner sa ligne dure, si elle voulait obtenir des résultats positifs et se présenter comme un interlocuteur "responsable" » face aux autorités¹⁸.

Comme dans bien d'autres pays, la désindustrialisation, les fermetures d'entreprises et les délocalisations ont eu comme effet de camper les directions syndicales

12 Riethof, Marieke, « Changing Strategies of the Brazilian Labor Movement: From Opposition to Participation », *Latin American Perspectives*, 31: 31, 2004, p. 33.

13 Sandoval, Salvador A. M., « The Crisis of the Brazilian Labor Movement and the Emergence of Alternative Forms of Working-Class Contention in the 1990s », *Revista Psicologia Política*, 2000, p. 175.

14 Boito jr., Armando, loc. cit., p. 61.

15 Antunes, Ricardo, « Global Economic Restructuring and the World of Labor in Brazil: The Challenges to Trade Unions and Social Movements », *Geoforum*, 32, 2001, pp.455.

16 Ibid., p. 453.

17 De Oliveira, Fransisco, « Lula in the Labyrinth », *New Left Review*, No.42, 2006, p. 11.

18 Moreno Araya, Eduardo, Barria Traverso, Diego et Drouillas Carasco, Oscar, « Sindicatos et politiques publiques en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili et Venezuela. Bilan d'une décennie (1996-2004) », *Universidad de Chile, Departamento de Gobierno y Gestion Publica*, [www.cfdt.fr/content/medias/media18299_jffODQWlyFvdEMX.pdf], p. 68.

dans des stratégies de partenariat. Transformant les termes du conflit entre les classes, ces stratégies se concentraient sur la préservation des emplois et la rentabilité des entreprises, dans un contexte de nouvelle division internationale du travail et de concurrence mondiale accrue. Il est intéressant de noter que cette approche coïncide avec la réorientation idéologique du PT dans les années 1990, qui s'affiche alors comme une alternative au néolibéralisme tout en délaissant ses références au socialisme ou à la lutte des classes¹⁹. Au nom de la fin de la dictature et de la globalisation de l'économie, le pragmatisme, le développement économique national et l'établissement d'un gouvernement social-démocrate deviennent le *motus vivendi* de la CUT²⁰. En définitive, il s'agit dorénavant de démontrer aux travailleurs/électeurs brésiliens que les solutions élaborées par la CUT sont réalistes et que le PT est un parti politique responsable et apte à gouverner.

L'ÉVOLUTION DU PARTI DES TRAVAILLEURS (1980-2002)

Dans la foulée des nombreuses grèves qui agitent le pays en 1978-1979 et de l'ouverture démocratique du général Figueiredo (qui rompu avec le bipartisme instauré par la dictature en 1965), la frange gauche du mouvement ouvrier concrétisera son projet de mettre sur pied un véritable parti des travailleurs. En effet, « une résolution du Congrès des Métallurgistes de l'État de Sao Paulo en janvier 1979 appelait à la formation d'un "Parti des travailleurs", et en décembre 1980, le dirigeant syndical Lula et d'autres politiciens progressistes fondèrent le PT²¹ ». Ce nouveau parti se réclamait alors du « basismo », c'est-à-

dire d'une structure organisationnelle « de bas en haut », qui permettait de refléter l'opinion et les demandes des mouvements sociaux, tout en démocratisant la vie politique interne du parti.

Sur le plan programmatique, le PT s'inspirait de la doctrine du socialisme démocratique, tout en faisant la promotion du pluralisme idéologique autant sur la scène politique brésilienne qu'à l'intérieur de son appareil. L'indépendance vis-à-vis de l'État et la redéfinition du concept de « classe ouvrière » constituaient des piliers de son discours, comme le souligne son premier manifeste diffusé en 1980. De manière synthétique, celui-ci « affirmait le principe de l'autonomie politique pour les travailleurs et les mouvements populaires [désireux d'investir la politique], le refus d'être coopté par les grands partis dirigés par l'élite traditionnelle (même à gauche), et un engagement envers une définition large du "travailleur", qui incluait

19 Riethof, Marieke, loc. cit., p. 35.

20 Boito jr., Armando, loc. cit., p. 66.

21 Guidry, John A., « Not Just Another Labor Party: The Worker's Party and Democracy in Brazil », *Labor, Studies Journal*, 28: 83, 2003, p. 90.

22 Ibid., p. 93.

23 Ibid., p. 95.

24 Jakobsen, Kjeld Aagaard, « El PT en el gobierno o el desafío de mantener las convicciones », *Nueva Sociedad*, No.234, 2011, p. 66.

25 Boito jr., Armando, loc. cit., p. 59.

26 Hawkins, Daniel, « The Influence of Organized Labour in the Rise to Power of Lula in Brazil and Correa in Ecuador », *Labour, Capital and Society*, 44: 2, 2011, p. 30.

27 Ermida Uriarte, Oscar, « La política laboral de los gobiernos progresistas, el posneoliberalismo y el movimiento sindical », *Nueva Sociedad*, No.211, 2007, p. 52.

les syndiqués et non-syndiqués, cols-bleus, cols-blancs et professionnels »²².

Pendant vingt ans, le PT cumula les succès électoraux et sa présence à tous les niveaux de gouvernement sera en constante progression. Alors qu'en 1982 il ne détenait que 2 élus municipaux et 8 députés, ces chiffres passeront, en 2002, à 187 élus municipaux, 3 gouverneurs, 91 députés et 14 sénateurs²³. Au fil des ans, il développera une politique d'alliances avec les autres partis de gauche, mais également avec plusieurs partis situés au centre. En 2002, le PT ira même jusqu'à établir des liens de proximité très étroits avec le Parti libéral de centre-droite, qui présentera l'entrepreneur José Alencar en tant que candidat à la vice-présidence aux côtés de Lula. Dans l'ensemble, la stratégie de coalitions développée par le PT entraînera la modification de ses propres orientations politiques. Pour certains commentateurs, ce scénario était inévitable pour permettre l'expansion du PT et la prise du pouvoir présidentiel. En effet, « le sectarisme des premières années de construction du parti a contribué à démarquer idéologiquement le PT et ses valeurs, mais il est clair que ce fut l'ouverture au centre politique qui lui a permis de dépasser ces limites électorales »²⁴.

La victoire du PT aux élections présidentielles de 2002 sonna le glas de « l'ère Cardoso », le précédent gouvernement dont l'attachement au modèle néolibéral avait fait d'énormes dégâts dans la société brésilienne. En effet, Cardoso avait été un disciple rigoureux des institutions financières internationales durant sa présidence en privatisant plusieurs secteurs économiques importants (télécommunication, pétrole, électricité, etc.) et en s'attaquant

à certaines protections du travail²⁵. Tout en prenant ses distances face à l'ancien gouvernement, le PT de 2002 avait été largement transformé depuis sa création en 1980, influencé par les changements majeurs qui modifièrent l'économie et les luttes politiques brésiliennes. Ainsi, « les défaites électorales successives de Lula (1989, 1994, 1998), en temps de crise économique et de problèmes sociaux massifs, ont mené à la formulation d'une nouvelle stratégie électorale (...). En mettant de côté ses vieux discours sur l'autonomie de la classe ouvrière, Lula a pris le chemin des réformes modérées »²⁶. Qui plus est, sur le plan idéologique, l'hégémonie du néolibéralisme allait déplacer l'idée d'une rupture avec le capitalisme, vers la construction d'une alternative nationale crédible face à la globalisation des marchés. Pour Lula et le PT, cette option prit la forme d'un programme néo-développementaliste qui devait allier l'ouverture économique, la ré-industrialisation, la protection des emplois et la lutte aux inégalités sociales.

LE GOUVERNEMENT LULA (2003-2011) ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le changement de paradigme autour de l'élection de Lula entraîna des modifications importantes dans les structures politiques brésiliennes et tout particulièrement dans l'univers du syndicalisme. Comme l'indiquait un analyste du monde syndical latino-américain, « la présence d'un gouvernement ami peut apporter de la confusion quant au rôle du syndicat et mettre en danger un élément essentiel comme l'autonomie²⁷ ». À titre d'exemple, la polémique autour des fonds de pensions, dont Lula proposa la privatisation par-



tielle dès son arrivée au pouvoir en 2003, fut emblématique sur le plan des nouvelles relations entre la CUT et le gouvernement. Dans ce débat sur la réforme du système des retraites dans le secteur public, Joao Felicio, dirigeant du syndicat des enseignants du secteur public de Sao Paulo, président de la CUT de 2000 à 2003 et opposant à la réforme, a été habilement mis à l'écart. En effet, « en 2003, le président Lula est intervenu au moment des élections, proposant Luiz Marinho, ex-président du syndicat des métallurgistes de l'ABC, au poste de président de la CUT, ce qui a contrarié la tradition de la centrale, car son ex-président, Joao Felicio, n'a pas été réélu »²⁸. Dans cette même foulée, la réforme des retraites proposée par le gouvernement Lula provoqua également une montée de boucliers de la part des organisations syndi-

cales de la fonction publique. Cette réforme, qui incluait entre autres l'augmentation de l'âge et du temps de contribution nécessaire pour avoir accès à la retraite, entraîna une division sans précédent dans les rangs de la CUT. Les désaccords sur la ligne de conduite à adopter face à cette mesure d'austérité mise en place par le PT culminèrent sur le départ de plusieurs syndicats de la fonction publique et entraînèrent la création d'une nouvelle centrale syndicale. En effet, la naissance de la Coordination nationale des luttes (Conlutas²⁹), sonna le glas de l'unification historique qui rassemblait depuis une trentaine d'années la gauche syndicale brésilienne.

Un autre sujet allait enflammer les relations entre les organisations syndicales et le gouvernement. En effet, le processus de réforme syndicale et du travail entamé

en 2004 donna lieu à d'énormes débats dans le cadre d'une initiative tripartite orchestrée par Lula, le Forum national du travail (FNT). Les trois grands axes qui devaient être traités à cette occasion furent l'organisation syndicale, la négociation collective et le système de résolution de conflits³⁰. Dans une perspective de réconciliation et de construction nationale, il s'agissait de jeter les bases d'une nouvelle configuration des relations de travail par le biais de laquelle Lula croyait pouvoir asseoir un partenariat durable entre les organisations patronales et syndicales. Sur le plan de la représentation syndicale, contrairement à ce qu'elle avait défendu dans les années 1980 et qui fut le fer de lance de son expansion, la CUT se prononça en faveur de l'unicité syndicale, un des piliers du système corporatiste. Bien entendu, forte de sa position majori-

taire, elle ne voyait pas d'intérêt à modifier les termes de la représentation syndicale, en particulier face à sa principale concurrente de droite, Force syndicale. En somme, le processus associé au FNT ne donna pas les résultats escomptés mais enfonça le clou des divisions syndicales. Jugeant la tendance historique de Lula au sein de la CUT, la fameuse « articulation syndicale », comme une courroie de transmission entre le PT, la CUT et le gouvernement, plusieurs groupes politiques quittèrent la CUT entre 2006 et 2007³¹.

De manière générale, même s'il a maintenu le cap sur les grandes orientations macroéconomiques mises en place par son prédécesseur, le gouvernement de Lula a cherché à élargir les politiques sociales à travers différentes initiatives. Parmi les plus connus : les bourses de la famille, le microcrédit, l'accès aux collèges subventionnés, la hausse du salaire minimum, le soutien à l'agriculture familiale et la création d'un programme universel d'accès à l'électricité occupent une place importante³². Malgré cela, certains commentateurs ont continué d'affirmer que « la cooptation de la lutte des classes et des mouvements sociaux par les structures d'État a contrecarré les efforts en faveur de changements de grande envergure dans les relations sociales de pouvoir »³³. Autrement dit, l'arrivée au pouvoir du PT aurait été la consécration d'un important virage idéologique au sein des mouvements sociaux, les faisant passer d'une stratégie ouvertement confrontationnelle comportant une perspective de rupture radicale, vers une approche beaucoup plus modérée visant une transformation progressive de la société brésilienne.

28 Galvao, Andreia, « Syndicalisme et politique : la reconfiguration du mouvement syndical brésilien sous le gouvernement Lula », [actuelmarx. uparis10.fr/cm5/com/M15_Socio_Galvao.doc], 2007, p. 7.

29 www.cspconlutas.org.br/

30 Radermacher, Reiner et Melleiro, Waldeli, « El sindicalismo bajo el gobierno de Lula », Nueva Sociedad, No.211, 2007, p. 133.

31 Ibid, pp.138-139.

32 Fortes, Alexandre, « In Search of a Post-Neoliberal Paradigm: The Brazilian Left and Lula's Government », International Labor and Working-Class History, No.75, 2009, p. 113.

33 Flynn, Matthew, « Between Subimperialism and Globalization: A Case Study in the Internationalization of Brazilian Capital », Latin American Perspectives, Vol.34, No.6, p. 10.

CONCLUSION

En 2002, Robert Cabanes écrivait au sujet du syndicalisme brésilien que la structure corporatiste héritée de l'ère de Getulio Vargas a réussi à traverser les époques et à s'imposer dans l'appareil d'État ainsi que dans la culture syndicale. Ainsi, selon lui « les modifications anciennes ou récentes que lui apporte le clientélisme politique, le paternalisme individuel, voire le syndicalisme dit « authentique » ne la modifient pas au fond. Le corporatisme continue à opérer l'unification de la classe ouvrière en dépit des forces en faveur d'autres stratégies d'unification ; il se renouvelle en s'adjoignant nombre de travailleurs du tertiaire public et privé, dans les secteursaylorisés comme dans les autres³⁴ ».

Après plus d'une dizaine d'années de gouvernement du PT, nous constatons que les forces syndicales qui ont porté le président Lula au pouvoir ont rapidement procédé à l'établissement de nouvelles passerelles

entre leurs organisations et l'appareil gouvernemental. Autrement dit, si le corporatisme avait déjà été critiqué en raison de la mainmise qu'exerçait l'État sur les syndicats, il serait plus juste de dire que c'est compte tenu des orientations idéologiques du régime en place que ce système de relations de travail était contesté, et non pas en vertu du modèle à proprement parler. Sans nous prononcer sur le bien-fondé du corporatisme, sur ses avantages et ses inconvénients, nous avons néanmoins pu observer les ressemblances entre l'ère Getulio Vargas et celle de Lula, tous deux associés à l'image du « père des pauvres ». Nationalistes, populistes, plus ou moins sociaux-démocrates, développementalistes, les deux régimes n'apparaissent pas si loin l'un de l'autre. Pourrait-on parler d'un renouveau syndical au Brésil ? Comme nous l'avons vu,

de grands changements sociaux et politiques ont bouleversé la société brésilienne contemporaine et nous renvoient l'image d'une société civile en pleine ébullition. À ce titre, les nouvelles solidarités tissées entre les organisations syndicales et les mouvements de paysan-ne-s sans-terres, de femmes, d'étudiant-es et de travailleurs et travailleuses précaires, pointent en direction de l'élargissement de l'espace public en faveur des groupes sociaux auparavant exclus-es et marginalisé-es. L'initiative du Forum social mondial lancée à Porto Alegre en 2001 et réitérée en janvier 2012, qui rassemble des milliers de personnes provenant du mouvement syndical et de divers mouvements sociaux, constitue la preuve vivante que de nouvelles alliances se constituent dans une optique de convergence des luttes. C'est probablement dans ce registre que le renouvellement des discours et des pratiques des organisations syndicales apparaît le plus frappant. Il faut également mentionner que d'autres initiatives originales émergent dans des milieux qui ne sont pas associés aux secteurs traditionnels du mouvement syndical. À ce titre, le Mouvement national des catadores (collecteurs de déchets) consti-

tue un exemple intéressant d'organisations des travailleurs et travailleuses précaires et atypiques à l'extérieur des paramètres classiques de l'action syndicale.

Enfin, l'arrivée au pouvoir en janvier 2011 de la nouvelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff, ne semble pas avoir bouleversé fondamentalement l'agenda politique du PT et ses relations avec le mouvement syndical. En effet, dans l'esprit de stimuler la croissance économique brésilienne, la présidente s'est tout d'abord fait connaître par sa volonté de développer d'immenses infrastructures hydroélectriques (exemple : méga-barrage de Belo Monte), provoquant ainsi la colère des peuples autochtones d'Amazonie. Sur le plan syndical, Rousseff s'est également fait remarquer par son intransigeance dans le cadre de la grève lancée par les professeurs d'universités et suivie par des centaines de milliers de grévistes de la fonction publique durant l'été 2012³⁵. En définitive, il serait plutôt étonnant de voir Rousseff remettre en question les orientations générales du PT, bien que ce soit au terme de son mandat que nous serons en mesure d'évaluer l'ensemble de son œuvre. ◆

[Le texte a été écrit en 2012.]

34 Cabanes, Robert, « Perspectives de la classe ouvrière brésilienne », *Tiers-Monde*, 43 : 171, 2002, p. 621.

35 Bourcier, Nicolas, « Au Brésil, Dilma Rousseff fait plier les fonctionnaires », www.lemonde.fr/international/article/2012/09/07/au-bresil-dilma-rousseff-fait-plier-les-fonctionnaires_1757165_3210.html, 2012.



BIBLIOGRAPHIE

- Antunes, Ricardo, « Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil, quelques défis passés et présents », *Actuel Marx*, n° 42, 2007, pp.97-110.
- « Global Economic Restructuring and the World of Labor in Brazil: The Challenges to Trade Unions and Social Movements », *Geoforum*, 32, 2001, pp.449-458.
- Boito Jr., Armando, « Politique néolibérale et syndicalisme au Brésil », *Lusotopie*, 1997, pp.55-69.
- Bourcier, Nicolas, « Au Brésil, Dilma Rousseff fait plier les fonctionnaires », [www.lemonde.fr/international/article/2012/09/07/au-bresil-dilma-rousseff-fait-plier-les-fonctionnaires_1757165_3210.html], 2012.
- Cabanes, Robert, « Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation », *Tiers-Monde*, tome 43, n° 171, 2002, pp.601-616.
- « Perspectives de la classe ouvrière brésilienne », *Tiers-Monde*, 43: 171, 2002, pp.617-638.
- De Oliveira, Fransisco, « Lula in the Labyrinth », *New Left Review*, No.42, 2006, pp.5-22.
- Ermida Uriarte, Oscar, « La política laboral de los gobiernos progresistas, el posneoliberalismo y el movimiento sindical », *Nueva Sociedad*, n° 211, 2007, pp.37-55.
- Everett, Colin, *Organized Labour in Brasil 1900-1937: From Anarchist Origins to Government Control*, [<http://libcom.org/history/organized-labor-brazil-1900-1937-anarchist-origins-government-control-colin-everett/>], 12 janvier 2011, pp.1-19.
- Flynn, Matthew, « Between Subimperialism and Globalization: A Case Study in the Internationalization of Brazilian Capital », *Latin American Perspectives*, Vol.34, n° 6, pp.9-27.
- Fortes, Alexandre, « In Search of a Post-Neoliberal Paradigm: The Brazilian Left and Lula's Government », *International Labor and Working-Class History*, No.75, 2009, pp.109-125.
- Galvao, Andreia, « Syndicalisme et politique: la reconfiguration du mouvement syndical brésilien sous le gouvernement Lula », [actuelmarx.uparis10.fr/cm5/com/M15_Socio_Galva_o.doc], 2007, pp.1-21.
- Guidry, John A., « Not Just Another Labor Party: The Worker's Party and Democracy in Brazil », *Labor Studies Journal*, 28: 83, 2003, pp.83-107.
- Hawkins, Daniel, « The Influence of Organized Labour in the Rise to Power of Lula in Brazil and Correa in Ecuador », *Labour, Capital and Society*, 44: 2, 2011, pp.27-49.
- Jakobsen, Kjeld Aagaard, « El PT en el gobierno o el desafio de mantener las convicciones », *Nueva Sociedad*, No.234, 2011, pp.61-73.
- Lang, Karen et Gagnon, Mona-Josée, « Brazilian Trade Unions: In (In) Voluntary Confinement of the Corporatist Past », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol.64, n° 2, 2009, pp.250-269.
- Moreno Araya, Eduardo, Barria Traverso, Diego et Drouillas Carasco, Oscar, « Sindicatos et politiques publiques en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili et Venezuela. Bilan d'une décennie (1996-2004). », *Universidad de Chile, Departamento de Gobierno y Gestion Publica*, [www.cfdt.fr/content/medias/media18299_fffODQWlyFvdEMX.pdf], 182 pages.
- Radermacher, Reiner et Melleiro, Waldeli, « El sindicalismo bajo el gobierno de Lula », *Nueva Sociedad*, No.211, 2007, pp.124-143.
- Riethof, Marieke, « Changing Strategies of the Brazilian Labor Movement: From Opposition to Participation », *Latin American Perspectives*, 31: 31, 2004, pp.31-47.
- Sader, Emir, « El enigma Lula: La difícil caracterización de su gobierno », *Metapolitica*, No. 65, 2009, pp.26-33.
- Sandoval, Salvador A. M., « The Crisis of the Brazilian Labor Movement and the Emergence of Alternative Forms of Working-Class Contention in the 1990s », *Revista Psicologia Política*, 2000, pp.173-195.
- Sarda de Faria, Mauricio, Brésil: le « nouveau syndicalisme » dans le secteur public, [www.laquestionsociale.org/LQS/LQS_1/QS1_11_bresil.pdf], pp.1-7.

BRÈVE PRÉSENTATION HISTORIQUE DU BRÉSIL





La colonisation portugaise au Brésil commence à l'aube du XVI^e siècle. En 1494, le traité de Tordesillas attribue les terres les plus à l'est du continent latino-américain à la couronne portugaise, les limites étant repoussées plus tard vu les revendications de celle-ci et l'étendue des terres découvertes. Dès les débuts de la colonisation, le Portugal met en place l'exploitation du bois et de la canne à sucre au Brésil, réduisant en esclavage des tribus autochtones et des populations noires, amenées de force d'Afrique, à partir de 1530 dans des conditions inhumaines. Au XVII^e siècle, le Brésil est le plus important producteur et exportateur de sucre au monde, les grands propriétaires terriens gèrent le commerce triangulaire qui s'est mis en place avec l'Afrique et contrôlent la vie politique et économique, ne rendant que peu de comptes à la couronne portugaise.

En 1807, avec la menace d'invasion du Portugal par les troupes napoléoniennes, le roi João VI transfère la cour royale à Rio de Janeiro. C'est à cette époque que le Brésil obtient la libéralisation du commerce avec l'étranger, la possibilité de création de manufactures, et que sont fondées la première université et la première maison d'édition d'Amérique Latine. L'Angleterre, rivale de Napoléon, devient alors son premier partenaire commercial

et son protecteur militaire et naval. En 1822, notamment par l'action de Pedro I^{er}, fils de João VI, arrivé à l'âge de 9 ans au Brésil et devenu régent de cette partie du royaume après le retour du roi au Portugal, le Brésil devient indépendant. La guerre contre le Paraguay, de 1865 à 1870, et les sacrifices qu'elle engendre pour la population brésilienne, participent fortement à l'émergence des vellétés républicaines au Brésil. La République est proclamée en 1889, agrémentée d'une constitution inspirée par la constitution américaine et l'idéologie de la Révolution française, faisant du Brésil une république fédérale.

De 1890 à 1930, la première république (appelée República Velha) est une république oligarque, principalement centrée autour des États de São Paulo et de Minas Gerais. Ces États étant les principaux producteurs de café et de lait du pays, la vieille

république a également été qualifiée de « République café au lait ». Durant cette période, le changement a été impulsé par la classe moyenne brésilienne grandissante. De nombreux immigré-es venus d'Europe s'installent sur les côtes brési-liennes, faisant grandir les villes telles que Porto Alegre, Rio de Janeiro et São Paulo. C'est ensuite l'accroissement du commerce pendant la première guerre mondiale (durant laquelle le Brésil se range aux côtés des alliés) qui permet le lent développement d'une classe moyenne qui reste soumise à l'oligarchie cafetière, tout en s'y opposant sur les questions sociales et politiques. Cependant dès 1922, avec la chute des prix des matières premières, le Brésil entre en crise économique ; la crise de 1929 ruine le pays et sème le discrédit sur l'oligarchie propriétaire et son gouvernement. En 1930, un coup d'État militaire



porte au pouvoir Getúlio Vargas. Devenu président puis dictateur, celui-ci représentera l'avènement de la classe moyenne, son insertion sociale et politique.

De 1930 à 1945, Vargas alterne élections démocratiques et régime dictatorial. Il monopolise la tête de l'exécutif. Il met en place un État fort, plus centralisé, élargit le droit de vote (il autorise en 1932 le vote des femmes) et instaure le vote à bulletin secret. En raison des politiques inclusives mises en œuvre, de son style charismatique et de ses positions d'affirmation nationale, Vargas a été qualifié de dirigeant populiste (du moins pour la période 1930-1937, avant qu'il n'instaure la dictature de l'Estado Novo). La république revient en 1945, avec la première période du multipartisme brésilien (1945-1964). Après un retour de Getúlio Vargas au pouvoir par les urnes (de 1950 jusqu'à son suicide en 1954), les présidences de Kubitschek puis de Jânio Quadros prolongent la politique développementaliste mise en œuvre dans les années 1930. Face à une nouvelle crise politique, l'ancien ministre

du Travail de Vargas, João Goulart, assume le pouvoir (1961).

Les réformes sociales entreprises et l'usage politique de la crainte du communisme permettent à l'armée (avec le soutien de l'oligarchie traditionnelle et des instructeurs de la CIA) d'organiser un nouveau coup d'État en 1964. Mais cette fois-ci, et pour la seule fois dans l'histoire du Brésil, l'armée ne renverse pas un président pour jouer un rôle de pouvoir modérateur et placer un civil au pouvoir. Une junte militaire s'empare du pouvoir, pour le conserver jusqu'en 1985 (avec une phase de durcissement de 1964 à 1968, une phase dictatoriale de 1968 à 1974, puis une phase d'ouverture de 1974 à 1985). À partir de 1964, l'état de droit est anéanti. Commence alors une période de répression, arrestations arbitraires, tortures, violation systématique des droits de l'Homme, obéissant à la doctrine de la « sécurité de l'État » apprise à la triste célèbre Escuela de las Americas sous la dictée de Washington. Le coup d'État en 1964 au

Brésil sera suivi par ceux en Uruguay, au Chili et en Argentine, homogénéisant ainsi le cône sud dans la terreur. Les militaires vont se maintenir durablement au pouvoir. Le régime militaire ne cède qu'en 1985, au terme d'une longue période de transition contrôlée, entre affirmation des velléités de démocratisation d'une frange grandissante de la population et profonde crise économique. Les grèves historiques menées par la CUT dans l'ABC paulista¹ vont être cruciales dans la chute du régime.

Nouvelle preuve de l'importance des forces négociatrices dans la vie politique du Brésil, c'est le modéré Tancredo Neves (ancien ministre de la Justice de Vargas) qui est désigné par le Congrès premier président civil depuis 1964. Mais Tancredo Neves succombe d'une foudroyante maladie le 21 avril 1985 avant même d'assumer le pouvoir. C'est alors José Sarney qui assume la pouvoir et la tâche d'assurer la consolidation démocratique du Brésil, dans un cadre économique et institutionnel très fragile. Une assemblée constituante est élue en 1986, en charge de rédiger une nouvelle constitution. Patchwork d'intérêts particuliers, cette constitution très détaillée et inclusive est votée en 1988. Elle autorise notamment le droit de vote des analphabètes. De 1985 à 1989, Sarney doit affronter de nombreuses difficultés héri-

¹ ABC paulista : région métropolitaine dans l'Etat de São Paulo très industrielle dans laquelle se trouvent les plus importantes industries du pays. Le A pour Santo André, le B pour São Bernardo do Campo et le C pour São Caetano do Sul.

² Consensus de Washington : ensemble de mesures économiques, inspirées par l'école de Chicago, appliquées à partir de 1989 aux pays en difficultés face à leur dette par le fonds monétaire international et banque mondiale soutenues par le Trésor américain.

tées de la période de dictature, dont la dette extérieure, l'inflation galopante et la corruption. Corruption qui poussera dehors, quelques années plus tard, le premier président élu au suffrage universel de la nouvelle République, Fernando Collor de Mello.

Elu en 1989 au second tour (face à Luis Inácio Lula da Silva), le jeune président (40 ans) affiche une nouvelle manière de faire la politique, désinvolte, médiatique et tape-à-l'œil, tel un Carlos Menem en Argentine. Embourbé dans des scandales familiaux, il est poussé à la démission lors d'un processus d'impeachment réalisé à son encounter par le Congrès fédéral. Fernando Collor quitte le pouvoir en 1992. C'est son vice-président Itamar Franco qui assurera la transition du pouvoir jusqu'aux élections de 1994, imposant à son gouvernement un style plus austère et des pratiques politiques plus « raisonnables »

En 1993, Fernando Henrique Cardoso (PSDB), alors ministre de l'Economie, met en place le Plan Real, qui permet de juguler une inflation alarmante (6 000 % en 1993) face à laquelle plusieurs ministres étaient tombés. Les résultats de sa politique économique furent aussi rapides qu'efficaces. Fort de cette stabilisation économique, il se présente à l'élection présidentielle de 1994, qu'il remporte dès le premier tour. Il poursuit les politiques de rigueur budgétaire inspirées par le Consensus de Washington², pour être réélu en 1998 après avoir fait voter un an auparavant une réforme constitutionnelle autorisant la réélection des chefs de l'exécutif. En 2002, Luis Inácio Lula da Silva succède à Fernando Henrique Cardoso à la présidence. Après trois candidatures infruc-

tueuses (1989, 1994 et 1998), le candidat du Parti des travailleurs a retravaillé son image et adouci le programme politique du PT. Présentant un compromis de centre-gauche (libéralisme social, mêlant continuité de la politique économique de son prédécesseur et plus grande redistribution des richesses), Lula remporte facilement l'élection au second tour face à José Serra (PSDB, ancien ministre de la Santé de F.H. Cardoso). Le gouvernement de coalition de Lula doit affronter d'importants défis sociaux (réduire des niveaux de pauvreté et d'inégalités alarmants) tout en assurant la prospérité économique d'une puissance cherchant à s'affirmer sur la scène internationale. Des défis d'autant plus importants que la population place d'immenses espoirs dans la présidence de cet « homme du peuple ». Ouvrier métallurgiste de formation, né dans une région très pauvre du Brésil, Lula s'est formé par le syndicalisme. Il incarne pour de nombreux brésiliens l'avènement du peuple au pouvoir.

Pris entre les engagements économiques et les demandes sociales, Lula doit donc faire preuve d'équilibrisme pour entretenir la patience populaire. Lula fait le pari de la gouvernabilité et se lance dans de larges jeux d'alliances pour pouvoir réformer le pays en douceur. Ces choix de convergences génèrent la désillusion de la partie la plus à gauche de son électeurat. Celle-ci dénonce un manque de courage politique et la transformation du PT, accusé de se désidéologiser et de sombrer dans des pratiques politiques qu'il dénonçait jusqu'alors. En 2005, la mise à jour du mensalão (système de pots-de-vin mensuels versés par le gouvernement à des

parlementaires de l'opposition pour s'assurer de leur soutien au Parlement et faire voter des lois) implique directement l'aile gouvernementale du PT. Epargné par cette affaire, Lula se place alors au-dessus du PT... Il prend peu à peu ses distances par rapport à son parti.

En dépit du scandale du mensalão, le pari de la gouvernabilité porte ses fruits, puisque Lula est réélu sans difficulté au second tour des élections de 2006. Il devance le candidat de l'opposition Geraldo Alckmin (PSDB), qui restera dans l'histoire électorale pour avoir obtenu moins de suffrages au second tour qu'au premier... Sur fond de bonne santé économique, la réélection de Lula est notamment liée au développement d'un ambitieux plan de redistribution et d'assistance (le programme Bourse Famille, qui bénéficie à plus de 39 millions de familles). Au pouvoir pour quatre années supplémentaires, Lula peut poursuivre et approfondir sa politique de libéralisme social, tout en préparant sa succession. ◆



L'HISTOIRE DU BRÉSIL EN QUELQUES DATES...

- 1500** Pedro Alvares Cabral débarque à Porto Seguro (sud de Salvador de Bahia).
- 1501** Amerigo Vespucci rapporte en Europe du bois brasil.
- 1530** Début des cultures de canne à sucre.
- 1532** Arrivée des premiers esclaves venus d'Afrique (3,5 millions d'Africains emmenés au Brésil...).
- 1548** Programme de colonisation du nouveau territoire décidé par João 3. Un gouvernement général du Brésil est créé et confié aux grands seigneurs pour maintenir la cohésion des colonies.
- 1549** Salvador de Bahia devient capitale (avec Tomé de Sousa) jusqu'en 1763.
- 1565** L'expédition française est expulsée de la baie de Guanabara par les Portugais.
- 1567** Création de Rio de Janeiro. Période d'agressions anglaises, hollandaises (qui contrôlent Bahia en 1624/1625) et françaises (comme à São Luis de Maranhão où les Français capitulent en 1615).
- 1630** Révoltes d'esclaves (*quilombos*).
- 1690** Découverte des premiers gisements d'or (Minas Gerais).
- 1760** Expulsion des jésuites, économiquement puissants et politiquement influents.
- 1763** Nouvelle capitale : Rio de Janeiro. Abolition de l'esclavage des indiennes.

- 1789** Soulèvement populaire. Inconfidência Mineira (Joaquim José da Silva Xavier, Tiradentes).
- 1808** La famille royale du Portugal s'installe à Rio de Janeiro.
- 1815** Proclamation du Royaume-Uni de Portugal, du Brésil et des Algarves
- 1816** João VI devient roi.
- 1821** Retour du roi João 6 au Portugal. Son fils Dom Pedro (qui a grandi au Brésil) assume le pouvoir dans la colonie.
- 1822** Le 7 septembre, Dom Pedro déclare l'indépendance du Brésil, et se proclame empereur le 12 octobre. Début des migrations européennes (notamment vers le sud du Brésil).
- 1824** Le 25 mars, la première constitution brésilienne entre en vigueur (d'autres suivront en 1891, 1934, 1937, 1946, 1967, 1988).
- 1825** Jusqu'en 1827, guerre entre Argentine et Brésil, pour le contrôle de la Plata (création de l'Uruguay, Etat-tampon, en 1828).
- 1831** Dom Pedro abdique en faveur de son fils Dom Pedro II (âgé de 5 ans, né au Brésil) ; il s'ensuit une période d'instabilité politique. Dom Pedro II assumera le pouvoir en 1840. Alternance pacifique entre clans politiques au pouvoir (libéraux et conservateurs).
- 1847** Premières exploitations de café.
- 1865** Guerre contre le Paraguay, jusqu'en 1870.
- 1871** Affranchissement des enfants nés d'une mère esclave.
- 1881** Suppression du vote des analphabètes. Le corps électoral passe de 10,8% (1872) à 0,8% de la population (1886).
- 1888** Le 13 mai, loi Aurea (loi d'Or). La princesse Isabelle (régente) abolit l'esclavage.
- 1889** Le régime de Dom Pedro II est renversé par l'armée (Manoel Deodoro da Fonseca, soutenu par les fazendeiros). Proclamation de la République « café com leite » (domination économique de São Paulo et Minas Gerais).
- 1891** Nouvelle Constitution, création des États-Unis du Brésil (république laïque et fédérale). Décentralisation du pouvoir. Manoel Deodoro I^{er} président élu. Dissolution de l'Assemblée et instauration d'une dictature.
- 1906** Crise économique (baisse prix café et caoutchouc), jusqu'en 1914.
- 1922** Nouvelle crise économique de grande ampleur, qui dure jusqu'en 1930.
- 1930** Le 4 octobre, coup d'État de Getúlio Vargas qui renverse la dictature et prend le pouvoir. Déchéance de l'oligarchie cafetière. Recentralisation.
- 1932** Droit de vote des femmes. Introduction du vote secret. Montée des classes moyennes.
- 1934** Getúlio Vargas est élu président de la République. Nouvelle constitution.
- 1937** Coup d'État. Fermeture du Congrès. Getúlio Vargas impose une dictature corporatiste : l'*Estado Novo*. Nouvelle constitution.

- 1942** Le Brésil déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Italie.
- 1945** Le 30 octobre, Getúlio Vargas est déposé par un groupe de généraux. Le général Dutra est élu président.
- 1946** Nouvelle Constitution démocratique et fédéraliste. 1950. Getúlio Vargas est réélu président de la République.
- 1953** Création de la Petrobrás.
- 1954** Getúlio Vargas est impliqué dans une tentative d'assassinat politique. Il doit démissionner sous la menace d'un coup d'État militaire, et finit par se suicider.
- 1955** Juscelino Kubitschek est élu président de la République.
- 1960** La capitale est transférée dans la ville nouvelle de Brasília. Jânio Quadros est élu président de la République brésilienne.
- 1961** Jânio Quadros renonce et le vice-président João Goulart lui succède. Il accepte le régime parlementaire.
- 1963** Retour au régime présidentiel, par référendum accepté en 1962.
- 1964** João Goulart est renversé par un coup d'État militaire et doit s'enfuir en Uruguay. Le maréchal Castelo Branco assume le pouvoir.
- 1965** Dissolution des partis politiques et instauration par la junte militaire d'un bipartisme obligatoire : ARENA (parti officiel) et MDB (seul parti d'opposition toléré).
- 1967** Le maréchal Costa e Silva devient président de la République. Nouvelle constitution.
- 1968** Acte institutionnel n° 5 qui donne des droits dictatoriaux au président. Suppression des droits fondamentaux et des garanties constitutionnelles.
- 1969** Costa e Silva tombe gravement malade, et une junte assume le pouvoir. Puis le général Garrastazu Médici est désigné président.
- 1974** Choc pétrolier. Le général Ernesto Geisel devient président.
- 1978** Crise économique. Premières grandes grèves ouvrières. Importantes manifestations contre le régime, malgré la répression. Lula est à la tête du syndicat des métallurgistes de l'ABC paulista.
- 1979** Le général João Figueiredo prend le pouvoir. Confirmation de la phase d'assouplissement contrôlé par le régime. Loi d'amnistie et retour des exilés politiques.
- 1980** Retour au multipartisme. Création de nouveaux partis dont le Parti des travailleurs (PT).
- 1983** Création de la Centrale unique des travailleurs (CUT), liée au PT.
- 1984** Création du Mouvement des sans-terres (MST).
- 1985** Tancredo Neves est élu président de la République, mais meurt avant sa prise de fonction. Le vice-président José Sarney assume la présidence.

- 1986** Election d'une Assemblée constituante.
- 1988** Nouvelle constitution promulguée le 5 octobre. Elle instaure la « République fédérative du Brésil » et établit un régime présidentiel et le suffrage universel avec vote obligatoire.
- 1989** Fernando Collor de Mello devient président de la République brésilienne au suffrage universel. Il bat Lula au second tour.
- 1991** Traité d'Asunción. Création du Mercosur.
- 1992** Procédure de destitution de Fernando Collor de Mello, accusé de corruption financière. Itamar Franco assume la présidence de la République.
- 1993** Fernando Henrique Cardoso est nommé ministre des finances. Mise en place du Plan Real contre l'inflation. Chute de l'inflation et stabilisation économique.
- 1994** Fernando Henrique Cardoso est élu président de la République au premier tour.
- 1997** Amendement constitutionnel permettant la réélection des chefs de l'exécutif.
- 1998** Fernando Henrique Cardoso est réélu au premier tour pour un deuxième mandat.
- 2002** Luís Inácio Lula da Silva est élu président de la République au second tour avec 61 % des suffrages.
- 2003** Janvier : « Faim zéro ». Ce programme se propose d'éradiquer, en 4 ans, la malnutrition qui frappe 46 millions des 170 millions de Brésiliens.
- 2004** Septembre : Le Brésil fait officiellement acte de candidature à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu.
- 2005** Mai : Plus de 12 000 paysans «sans terre», marchent vers Brasilia pour protester contre la lenteur de la réforme agraire entreprise par le président Lula. Juin-juillet : série de scandales de corruption, démission de José Dirceu, secrétaire général de la présidence, et du président du Parti des travailleurs, José Genoïno. Scandale du mensalão¹. Accusations de corruption contre le PT. Lula est épargné.
- 2006** Avril : le président Lula annonce l'autosuffisance pétrolière du Brésil en inaugurant une nouvelle plate-forme d'extraction en eau profonde de la compagnie Petrobras. Octobre : Lula est largement réélu avec 60,8 % des suffrages contre 39,2 % à son adversaire social-démocrate Geraldo Alckmin. Poursuite des programmes sociaux (dont la *Bolsa Família*).
- 2007** Août : le gouvernement reconnaît la responsabilité de l'État dans les crimes commis pendant les années de la dictature.
- 2008** Mars : l'Église catholique lance une offensive contre l'avortement. Elle entend empêcher le Parlement d'approuver une législation moins

¹ Le scandale des « mensualités » est le nom donné à la crise politique qu'a traversé le gouvernement brésilien en 2005.

répressive sur l'IVG, qui n'est autorisé qu'en cas de viol ou de danger pour la vie de la mère. Mai : la ministre de l'Environnement, Marina Silva, démissionne, lassée par cinq années de lutte contre les intérêts économiques qui privilégient les exportations agricoles, l'élevage et les agrocarburants. Octobre : élections municipales ; la coalition du président progresse dans la plupart des villes du pays sauf à Sao Paulo où le maire sortant Gilberto Kassab (droite) est réélu avec 60 % des voix.

- 2009** Mars : un évêque brésilien excommunié pour cause d'avortement la mère d'une fillette de 9 ans, enceinte à la suite d'un viol, et les médecins qui ont pratiqué l'IVG. La conférence nationale des évêques du Brésil annule cette décision qui fait scandale. Juin : le gouvernement accorde un prêt de 10 milliards de dollars au Fonds monétaire international. C'est une revanche pour un pays longtemps dépendant des prêts accordés par le FMI. Décembre : le président Lula s'investit dans les négociations sur le climat à Copenhague en annonçant vouloir réduire de 38 % à 42 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Le chef de l'État annonce la création d'une Commission vérité chargée d'enquêter sur les crimes de la dictature.
- 2010** Avril : un consortium brésilien remporte l'appel d'offres pour la construction en Amazonie d'un gigantesque barrage, infligeant une défaite aux écologistes qui ont tenté jusqu'au bout de s'opposer à ce projet. Mai : une pétition signée par plus de quatre millions de Brésiliens est à l'origine d'une loi anti-corruption ; toute personnalité politique condamnée en première instance pour corruption électorale devient inéligible pendant huit ans. 3 octobre : élection présidentielle. La grande favorite de Lula, Dilma Rousseff devient la première femme présidente du Brésil.
- 2011** Mai : La chambre des députés vote l'assouplissement des restrictions sur les territoires préservés de l'agriculture, et fait craindre l'élargissement de la déforestation en Amazonie. Juin : Les forces de sécurité pénètrent dans l'un des plus grands bidonvilles de Rio de Janeiro. C'est une des actions les plus dures à l'approche de la Coupe du monde de 2014, et des Jeux Olympiques de 2016. Juin : Antonio Palocci, chef de cabinet ministériel de Dilma Rousseff démissionne, soupçonné d'enrichissement illicite et de trafic d'influence. 6 juillet : le ministre des transports, Alfredo Nascimento démissionne, il aurait surfacturé des travaux publics et exigé des pots-de-vin lors des appels d'offres.
- 2012** Mai : une « Commission de la vérité » est créée pour enquêter sur les crimes commis lors de la dictature militaire (1964-1985). Octobre :

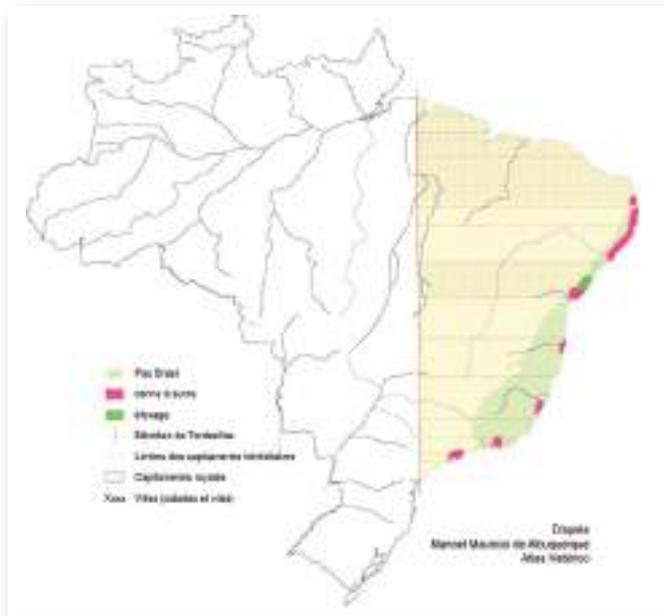
La Cour suprême reconnaît coupables de « corruption active » trois des hommes les plus proches de l'ex-président Lula, dans le cadre d'un procès-fleuve portant sur l'achat de députés au Parlement entre 2003 et 2005.

- 2013** Initialement cantonnée à Porto Alegre à la suite de l'annonce de la hausse des tarifs d'autobus, les manifestations se sont étendues à l'ensemble du Brésil et ont débouché sur un mouvement aux revendications plus larges, critiquant la politique du gouvernement et en particulier les dépenses liées à l'organisation de la Coupe du monde de football de 2014, jugées inutiles par les protestataires, estimant qu'elles pourraient et devraient plutôt être consacrées au social, à la santé ou l'éducation. Réunissant jusqu'à un million de manifestants, ce mouvement initié par le *Movimento Passe Livre* (mouvement pour la gratuité des transports en commun) est le plus important depuis 1992 au Brésil.
- 2014** Mai-juin : grandes mobilisations contre la Coupe du monde fortement réprimées et encadrées par un arsenal répressif important épaulé par une loi sur mesure dans laquelle toute grève, manifestation avant et pendant la coupe du monde sera considérée d'acte terroriste. La grève des travailleurs et travailleuses du métro de Sao Paulo fut l'apogée de ce mouvement de protestation avec un coût très élevé pour les travailleurs et travailleuses puisque 43 sont toujours licenciés-es.
- 2015** Le Brésil coincé entre scandales politiques et crise économique. Le 2 décembre le président de la Chambre des députés, Eduardo Cunha, lance une procédure d'impeachment contre la présidente Dilma Rousseff
- 2016** Après tout un processus, la destitution de Dilma Rousseff a lieu le 31 août. Son vice-président Michel Temer lui succède.

APERÇU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



LES CYCLES ÉCONOMIQUES



L'économie et le territoire au XVI^e siècle

LE « CYCLE » DU BOIS DE BRAISE

Le bois de braise ou *pau brasil*, dont on tirait une teinture rouge fut le premier produit d'exportation, à destination de l'Europe, de cette nouvelle terre qui allait en prendre le nom. Ce bois, présent sur le littoral atlantique de l'actuel Nordeste était dans un premier temps, exploité par des Portugais qui ne purent garder le monopole devant l'arrivée d'autres Européens comme des Français. L'exploitation de cet arbre, activité de pure cueillette, ne permit pas de fixer et d'enrichir suffisamment les populations qui cherchèrent d'autres débouchés plus lucratifs à partir de 1560-1570. Le mot de cycle figure entre guillemets dans le titre puisqu'en réalité, le bois de braise n'engendra pas une véritable assise économique pour le Brésil.

Le bois de braise n'engendra pas une véritable assise économique pour le Brésil.

LE CYCLE DU SUCRE

La canne à sucre fut introduite par les Portugais sur le littoral nordestin dès le milieu du XVI^e siècle. Cette première économie de plantation s'imposa facilement aux Portugais tant le produit était rare et cher et tant son transport était aisé. Très vite, la monoculture de cette plante prit des proportions importantes et fit rapidement du Brésil le premier producteur mondial de sucre. Le développement de cette culture était promu par un maître de

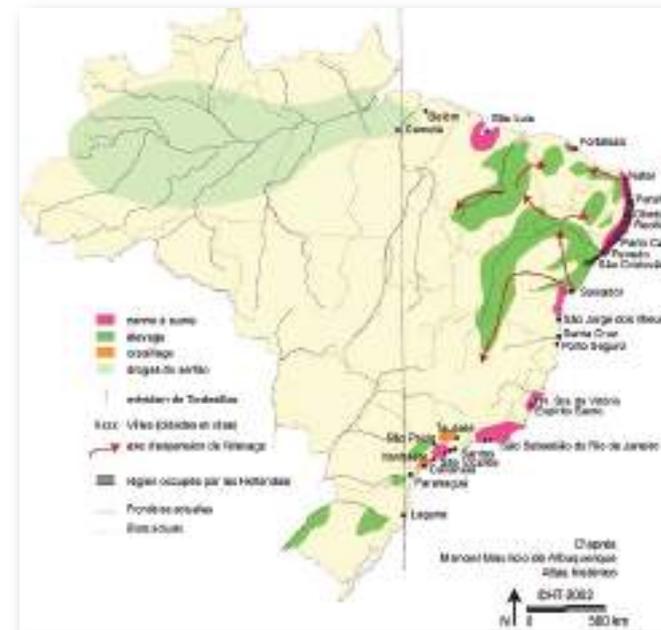
domaine d'origine portugaise, capable d'investir dans l'activité et de faire venir une main-d'œuvre nombreuse, par le biais de l'importation d'esclaves africains.

Un vrai système économique et social vu le jour : un maître de domaine cultivait la canne à sucre, par esclaves interposés, et la transformait dans son moulin à sucre afin de vendre un produit fini, avec une valeur ajoutée. Des activités parallèles apparurent à côté de celle du sucre, permettant de parler de cycles secondaires d'accompagnement. Il fallait en effet nourrir cette population asservie, d'où la nécessité de produire des cultures vivrières à l'intérieur des terres et fournir des animaux de trait capable de faire fonctionner les moulins à sucre. Le système colonial était à son apogée dans le fonctionnement d'une telle activité. Jusqu'en 1670, le sucre

assura la richesse de cette région nordestine, mais la concurrence antillaise mit fin au monopole sucrier brésilien plongeant ainsi la région dans d'importantes difficultés. Il n'en reste pas moins que ce premier cycle économique permit à la fois d'enrichir le pays, d'y développer des activités agricoles et proto-industrielles et de relier le littoral et l'intérieur d'une même région. Cependant, la fin de ce cycle signifiait aussi la fuite d'une partie des habitants et des capitaux issus du sucre.

LE CYCLE DE L'OR

Devant la crise économique nordestine et vu l'esprit pionnier des bandeirantes (de bandeira, drapeau derrière lequel se regroupait une expédition désireuse de découvrir de nouvelles ressources à travers le territoire brésilien) ce nouveau



L'économie et le territoire au XVII^e siècle

cycle voyait le jour au XVIII^e siècle. Lors d'interminables expéditions, les banderantes trouvèrent de nombreux gisements de pierres et de métaux précieux dans une région qui devint le Minas Gerais (littéralement les « mines générales »). Les espoirs de fortune suscitèrent un afflux de population vers ces zones intérieures du Brésil. Beaucoup de colons quittèrent alors le Nordeste déprimé par la vallée du Rio Sao Francisco afin de tenter leur chance dans cette ruée vers l'or qui, de plus, nécessitait peu de capitaux au départ. Ces anciennes villes minières devenues aujourd'hui touristiques grâce à la splendeur de leur patrimoine, témoignent du prestigieux passé qu'elles ont connu. Là encore, la surexploitation et l'épuisement des gisements furent synonymes de difficultés entraînant la région dans une longue léthargie.

Bien que cycle essentiellement minier, le cycle de l'or s'accompagna d'un développement de l'élevage. Ce dernier permettait d'avoir des animaux de trait, de transport, de boucherie, au point que l'on put parler, non pas d'un cycle du bétail, mais d'une véritable économie pastorale. L'élevage fut aussi un important vecteur de l'occupation de l'espace puisqu'à côté des villes minières se développaient des campagnes intégrées à l'espace économique régional. Cependant, cette activité ne permit pas de conserver capitaux et populations à l'approche de la fin du cycle de l'or.

LES CYCLES DU CAFÉ, DU COTON, DU CAOUTCHOUC

Ils touchèrent le Brésil sur l'ensemble du XIX^e siècle mais pour la première fois de son histoire, ils concernaient trois produits différents sur trois régions différentes :



L'économie et le territoire au XVIII^e siècle

- L'Amazonie connut l'éphémère cycle du caoutchouc.
- Le Nordeste crut sortir de sa léthargie grâce au cycle du coton.
- Le Centre-Sud imposa sa suprématie grâce au cycle du café.

Le cycle du caoutchouc permit le peuplement et le développement de l'Amazonie. La production de latex tiré de l'hevea brasiliensis se multiplia avec la découverte du procédé de vulcanisation, faite par Goodyear, et avec l'essor de l'automobile. Les villes de Belém et de Manaus connurent une croissance sans précédent et attirèrent une bourgeoisie avide de gains rapides. En effet, en Amazonie l'hévéa existe à l'état naturel et le saigner ne représente pas d'investissements conséquents. À la base, le seringueiro, souvent très pauvre recherchait les arbres, les saignait et récoltait le latex. L'extraction du latex appartient donc aux activités de cueillette ne nécessitant pas de capitaux importants. Ce système connut son apogée tant qu'il n'y eut pas la concurrence asiatique, en Malaisie plus particulièrement. La production du Sud-Est asiatique plus régulière et moins coûteuse plongea durablement l'Amazonie dans une crise prolongée, à partir de 1920.

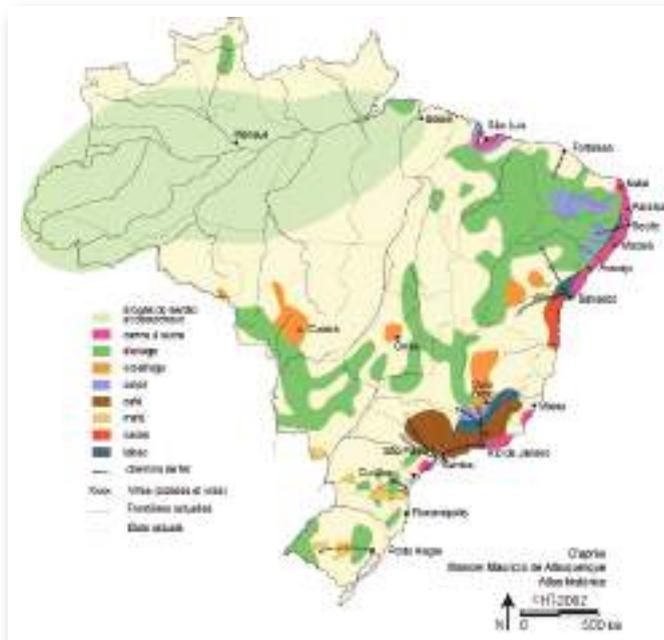
Le cycle du coton fut un sursaut dans l'histoire du Nordeste. Cette région déprimée depuis la fin du cycle du sucre sut profiter de l'occasion quand les États-Unis étaient plongés dans la guerre de Sécession. L'effacement de la concurrence nord-américaine favorisa le développement de plantations de coton. Cependant, à la fin de la guerre, une série de grandes sécheresses montrèrent de nouveau que cette activité n'apportait pas de revenus suffisants pour

fixer une population stable et développer la région nordestine. La région du Nordeste avait échoué à nouveau dans ses tentatives de redressement.

Le cycle du café fut celui qui laissa et laisse encore le plus de traces dans la géographie et l'économie du Brésil. Ce fut une véritable déferlante économique dans l'actuelle région du Sudeste. Venu de Guyane, le café, plante délicate, fut introduit au Brésil sous les meilleurs auspices climatiques et justement quand cette boisson connaissait un succès croissant sur la scène internationale. D'abord développée dans la vallée du Paraíba, au nord de Rio de Janeiro, la culture du café se propagea à l'ouest, près de Sao Paulo et au nord du Paraná. Les sols fertiles de ces régions et le dynamisme des paulistas ont contribué à l'essor de la région Sudeste. À l'inverse des autres régions par le passé, celle-ci a su prendre des initiatives avec, par exemple, en organisant la construction de voies ferrées (par des compagnies britanniques), l'aménagement du port de Santos et le développement des cultures commerciales. Devant l'importante demande internationale, la production s'était accrue très rapidement faisant de cette région le fer de lance du Brésil.

Le café a profondément transformé l'économie et la société brésilienne. Il permit à la région Sudeste d'affirmer son hégémonie et plus particulièrement celle de Sao Paulo. Même si cette culture a connu différentes crises, elle représentait, à l'époque jusqu'à 90 % des exportations. Les planteurs, comme nulle part ailleurs au Brésil, devinrent des vrais entrepreneurs qui surent investir dans d'autres secteurs d'activité. L'aventure caféière put se prolonger dans d'autres domaines grâce aux capi-

L'économie et le territoire au XIX^e siècle



taux qui n'étaient pas exclusivement réinvestis dans ce qui aurait pu devenir une monoculture et donc une monoactivité. Ce furent les prémisses et les fondements de l'industrialisation du Brésil. Dorénavant le Brésil n'exportait plus uniquement des produits bruts, agricoles ou miniers mais exportait aussi des produits incorporant une certaine valeur ajoutée, signes d'un développement s'inscrivant dans la durée.

LE CYCLE DE CONSOLIDATION ET LA MAÎTRISE DE L'ESPACE.

Le XX^e siècle fut celui de l'industrialisation du Brésil qui permit d'ailleurs de parler de « miracle économique brésilien », du développement des axes de communication et des transports. Ces cycles que nous venons d'évoquer ont profondément marqué l'histoire et la géographie du Brésil. La struc-

ture régionale de ce pays en provient, ainsi que du choix du développement à partir de celui du café.

Ils montrent aussi combien l'agriculture et l'élevage servirent de bases économiques au développement de l'industrialisation du Brésil. Hormis pour le cycle de l'or, toutes les autres régions furent le théâtre d'économies de cueillette, agricoles et pastorales. Le poids agricole du Brésil fut (et reste encore) vital. L'agriculture et l'espace agricole évoluent toutefois : les cultures se sont diversifiées, les techniques culturales se sont modernisées, les transformations des productions se sont amplifiées faisant apparaître un géant de l'agriculture mondiale. Le Brésil est une grande puissance agricole en mutation constante dont la place dans l'économie et dans l'espace varie sans cesse. ◆

BRÉSIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

par Bruno Lautier

Le Brésil a longtemps été l'un des pays les plus inégalitaires du monde : l'indice de Gini des revenus familiaux était de 0,607 en 1998. Si ces inégalités se réduisent rapidement (0,547 en 2009, 0,519 en 2012, soit la 16^e place mondiale), elles demeurent très élevées, en ce qui concerne les différences interraciales, entre sexes, entre régions, entre ville et campagne, entre catégories socioprofessionnelles. Toutes ces sources d'inégalités tendent à se renforcer mutuellement, même en période de forte croissance économique.





L'ampleur et la permanence des inégalités sont très fortement ancrées dans l'histoire. Celle de l'esclavage, tout d'abord : le Brésil est le pays qui a reçu le plus grand nombre d'esclaves africains (3,5 millions soit 10 fois plus que les États-Unis, autant que toutes les Antilles) ; et il a aboli le plus tard l'esclavage (1888). L'histoire des relations entre régions ensuite : les activités motrices (de la canne à sucre au café, puis à l'industrie manufacturière et au soja) se sont déplacées du Nord-est vers le sud-est du milieu du XIX^e siècle à la fin du XX^e, en même temps que le pays s'urbanisait (le taux d'urbanisation atteint 84% en 2010). L'histoire politique enfin : les inégalités ont tendu à s'accroître dans les périodes marquées par un régime autoritaire, pour se stabiliser dans un premier temps avec la démocratisation (années 1990) avant de se réduire fortement depuis 2002.

Les inégalités de revenus sont très importantes : les revenus des 10% les plus élevés sont 39 fois supérieurs à ceux des 10%

les plus bas (au recensement de 2010) et le premier décile perçoit 44,5% du revenu national contre 1,1% pour le dernier. Les 1% les plus riches perçoivent 32 salaires minimum en moyenne, alors que la moitié de la population a un revenu par tête inférieur à 375 reais, le salaire minimum étant, en 2010, de 510 reais (fin 2010, un real valait 0,45€).

Les inégalités en matière de distribution des revenus sont la conséquence de nombreuses autres formes d'inégalités : entre régions, entre ville et campagne, entre types d'emploi (formel-informel) et catégories professionnelles, en matière d'accès à l'éducation, entre sexes, entre catégories « raciales ». Les inégalités entre « races » sont particulièrement importantes. Les Noirs ne perçoivent en moyenne que 53% du revenu des Blancs (les Noirs – les statistiques mêlent sous cette appellation les Noirs et les mulâtres – forment 50,7% de la population en 2010, contre 47,8% pour les Blancs, 1,1% pour les « Jaunes » et 0,4% pour



les Amérindiens). Cela est lié à leur surreprésentation dans certains secteurs d'emploi à bas revenu – agriculture, bâtiment, service domestique –, mais aussi à leur plus faible niveau d'éducation (deux années d'école de moins que les Blancs en moyenne). Certes, l'écart des revenus entre Blancs et Noirs se réduit : le revenu des Noirs a augmenté de 43% de 1999 à 2009 contre 21% pour les Blancs. À supposer que cette tendance se maintienne, il faudrait une quarantaine d'années pour que la différence disparaisse.

Les inégalités de revenus entre hommes et femmes sont très importantes : les hommes gagnent 42% de plus que les femmes. Les inégalités de revenus sont également fortes entre les petites agglomérations (moins de 50 000 habitants) et les grandes (plus de 500 000) : la moitié de la population des premières a un revenu per capita inférieur à un quart de salaire minimum, contre un quart de la population des secondes. Et toutes les formes

d'inégalités (entre sexes, entre races, en fonction du niveau d'éducation) sont plus fortes en milieu rural et dans les petites villes que dans les métropoles.

L'inversion de la tendance à l'accroissement des inégalités date du début des années 1990. Deux facteurs initient ce détournement. D'une part une réforme monétaire, le « plan Real » (en 1994) stoppe une hyperinflation qui a pu atteindre 3 000% par an. Or celle-ci est particulièrement préjudiciable aux revenus les plus bas. D'autre part, le débat politique lancé lors de l'élaboration de la constitution de 1988 permet l'adoption d'un revenu minimum dès lors considéré comme un droit du citoyen et ceci se traduit par l'instauration de retraites égales au salaire minimum pour tous les anciens paysans (1991) et l'instauration du « Bénéfice de prestation continue » (BPC) destiné aux personnes âgées sans ressources et aux handicapé-es, lui aussi égal au salaire minimum (1993).

La réduction des inégalités a été sensible durant les années 2000. Malgré la multiplicité des seuils de pauvreté, on considère que celle-ci a diminué d'un tiers (de 37 à 24%) depuis 2003. Lula a mis en place en 2003 un programme de transferts conditionnels de revenus, la Bolsa familia (Bourse famille), destiné aux familles extrêmement pauvres, qui touche 12 millions de familles en 2013. Les conditions sont l'assiduité à l'école et le passage périodique des mères et des jeunes enfants dans un centre de santé. Le niveau des prestations est très bas (d'une cinquantaine à 110 dollars US par famille – soit 40% du salaire minimum –, selon le nombre et l'âge des enfants). Mais, malgré ce faible niveau, le Bolsa familia joue un rôle effectif dans la réduction de l'extrême pauvreté, particulièrement dans les régions pauvres du Nordeste et du Nord. Cependant, malgré la publicité faite à la Bolsa familia, celle-ci n'est pas la principale cause de la diminution de la pauvreté. Les causes de cette diminution sont (dans l'ordre décroissant) la croissance de l'emploi – le taux de chômage est de 4,9% fin 2012 – et sa formalisation, la hausse du salaire minimum et la généralisation des retraites minimales.

Ces modalités de la hausse des bas revenus réagissent sur diverses formes d'inégalités : par exemple, la formalisation du travail des employées domestiques (cinq millions au Brésil) tend à réduire les inégalités entre sexes et entre « races » (les domestiques sont en grande majorité des femmes noires).

Sur le long terme, différentes politiques ont été engagées pour réduire les inégalités. La forte hausse du salaire minimum a

des effets principalement sur les salaires des femmes et ceux des régions les plus pauvres. L'accès aux niveaux supérieurs d'éducation est par ailleurs l'objet de mesures de discrimination positive en faveur des Noirs. En effet, au Brésil, ce sont les universités publiques, gratuites mais très sélectives, qui forment les élites. Et l'on a très peu de chances de réussir le concours d'entrée (*le vestibular*) sans passer par des écoles privées, payantes et chères. Ces mesures devraient concerner 12,5% des places dans les universités fédérales en 2013, et, à terme, 50% en 2026.

Mais ces mesures de réduction des inégalités « par le bas » ne touchent ni les hauts revenus, ni la fiscalité directe ou indirecte (au Brésil, les titulaires de faibles revenus subissent globalement un prélèvement fiscal légèrement supérieur à celui des titulaires de revenus élevés du fait du poids des impôts indirects). L'absence d'une réforme fiscale de grande ampleur bloque l'avancée vers une réduction forte et irréversible des inégalités, et soumet cette réduction aux aléas de la conjoncture économique et politique. ◆

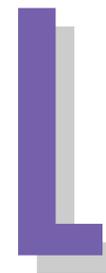
SOURCES

■ IBGE, 2010 *Indicadores Sociais Municipais*, consulté le 03.01.2013. www.ibge.gov.br/home/-presidencia/noticias/noticia_visualiza.php?id_noticia=2019&id

■ Lautier B., Marques Pereira J. (dir), 2004, *Brésil, Mexique : deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala.

■ Rocha S., 2011, « Transferts de revenus et pauvreté au Brésil », *Revue Tiers Monde*, Paris, Armand Colin, n° 205, p. 191-210 ; Théry H., 2012 (6^e éd.), *Le Brésil*, Paris, Armand Colin.

UNE ÉCONOMIE MISE AU SERVICE DU CAPITALISME INTERNATIONAL



LE BRÉSIL DÉPEND DU CAPITAL INTERNATIONAL

Pendant les dix dernières années le capital étranger a doublé et l'envoi des profits vers l'étranger a été multiplié par quatre. Le néolibéralisme a imposé au monde une nouvelle division internationale du travail. À travers ses multinationales, il a dominé et transformé la Chine en fabrique mondiale tout en spécialisant le Brésil et l'Amérique Latine dans la production d'aliments, matières premières et énergie.

Le Brésil dépend des exportations de minerai de fer, de soja et d'aliments vers la Chine. La production de minerai de fer est énorme mais le pays importe les rails de train dont le prix est 7 fois plus cher que la matière première. Le gouvernement Lula avait crié haut et fort que le Brésil était autosuffisant en pétrole. Cependant, en 2012, l'huile crue est exportée et du pétrole et ses dérivés importés à des prix bien plus élevés ce qui provoque un déficit de 35 milliards de dollars dans sa balance commerciale. Les grains de café sont exportés vers l'Allemagne qui en les industrialisant devient le plus grand exportateur de café au monde sans pourtant n'avoir pas un seul cafetier sur son sol. La cellulose est exportée pour importer des bibles en portugais « made in China ».

LES MULTINATIONALES DOMINENT L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE

147 compagnies, en majorité des banques (Barclays, J.P. Morgan, Goldman Sachs, BlackRock, etc.) contrôlent 40% de la richesse mondiale. Ces multinationales dominent également l'économie brésilienne : BlackRock, le plus important fonds d'investissement au monde, est propriétaire de Vale, Petrobrás, Embraer, Gerdau, AmBev PDG, Cyrela, Gafisa e MRV. 30 entreprises ont le monopole du secteur de l'agro-industrie, 70% sont des multinationales. Pour exemple, la BR-Foods est actionnaire de Perdigão, Sadia et du Groupe Pão de Açúcar. Dans le système financier, le gouvernement Lula a vendu 30% des parts de l'État dans la Banque du Brésil, Itaú, Bradesco. 55% du capital de Petrobrás est aujourd'hui privé ; parmi les actionnaires : The Bank of New York, BNY Mellon, BNP Paribas, Opportunity, Gap e Credit Suisse, Citi-bank, HSBC, Schroder, Asset Management, JP Morgan S.A, Santander, BlackRock associé à Barclays. À travers ces banques, les deux familles les plus riches au monde, Rockefeller et Rothschild, sont propriétaires d'une bonne partie de Petrobras.

LES RICHES SE SONT ENRICHIS

Les riches n'ont pas diminué leurs profits au bénéfice des pauvres : le partage des richesses n'a pas eu lieu. Les 165 000 Brésiliens et Brésiliennes riches, soit 0,08% de la population se sont enrichis. Lula s'en est réjoui : « Je suis satisfait du fait que ma relation avec les entrepreneurs brésiliens est bonne. Je n'ai aucun préjugé envers eux. Je suis conscient qu'ils n'ont jamais autant gagné que

pendant mon gouvernement. » Selon les données de la Banque Centrale du Brésil, les profits du système financier brésilien pendant les deux mandats de Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) ont été de 95 billions de R\$ et de 428 billions de R\$ lors des gouvernements de Lula (2003-2010) : le gouvernement du PT a permis aux banques des gains 5 fois plus importants que le précédent gouvernement ouvertement néolibéral.

EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES ET FISCALES

Le gouvernement a favorisé le patronat à travers des exonérations de cotisations sociales, des cadeaux fiscaux et d'autres mesures. Les exonérations atteignent 44 billions de R\$ en 2011, 72 billions en 2012 et 91 billions en 2013. Selon le gouvernement lui-même, les entreprises bénéficiaires de ces cadeaux auraient dû payer 21,5 billions de R\$ à la Sécurité Sociale (INSS) en 2013, mais n'ont réglé que 8,7 billions ; soit, une perte sèche de 12,8 billions pour la Sécurité Sociale. À l'inverse, les salarié-es doivent par exemple cotiser des années supplémentaires pour toucher leur retraite.

L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES

En 40 ans la production de richesses a été multipliée par 4, la productivité par 3 et le nombre d'emplois n'a pas bougé. En 1980, 133 000 métallurgistes produisaient 1 million de véhicules par an, 30 années plus tard, en 2010, 120 000 métallurgistes ont produit 3 millions de véhicules ; chaque travailleur ou travailleuse est passé de 7 véhicules par an à 28. Le chiffre d'affaires

a été multiplié par 3, la productivité par 4, et le nombre de salarié-es a diminué.

LE SECTEUR PUBLIC VENDU AUX ENCHÈRES

Pendant le gouvernement de FHC¹, la politique des privatisations était de plus en plus agressive. Elle inclut des concessions de services et une féroce répression essayant de faire taire l'opposition. La Vale do Rio Doce (entreprise minière) et la RFFSA (Réseau Ferroviaire Fédéral Société Anonyme), le secteur électrique, les télécommunications, etc., autour de 70 entreprises publiques sont privatisées. La vente aux enchères de la Vale do Rio Doce et du réseau Telebrás a provoqué de fortes manifestations de rue. Le PT dénonçait ces mesures et des syndicats la CUT formaient le pivot de cette mobilisation contre les privatisations. Des institutions financières internationales, associées aux banques ou groupes nationaux, se sont constituées en monopoles privés, là où il y avait auparavant des entreprises publiques. Aujourd'hui, la plupart des entreprises privatisées sont sous contrôle de grands groupes financiers internationaux. En effet, le gouvernement du PT a allègrement poursuivi cette politique :

- Vente aux enchères de puits de pétrole. Construction d'œuvres d'infrastructures, notamment des ports et des usines hydro-électriques, à travers les Partenariats Public-Privé².
- Concession aux entreprises privées de presque 20,000 km de routes fédérales. Renouvellement des concessions dans le secteur électrique ;
- Nouvelles concessions dans le réseau de télécommunications, principalement en téléphonie cellulaire.

■ Maintien des concessions dans le transport ferroviaire et politique de « décentralisation » de la Compagnie brésilienne des transports urbains.

- Privatisation des aéroports.
- Transferts de gestion de la santé vers des entreprises privées.
- Retraite par capitalisation pour les fonctionnaires.
- Financement des institutions privées d'enseignement supérieur, via le « crédit éducatif » et des exonérations fiscales.

LE PÉTROLE

La vente aux enchères des blocs de pétrole commença après la fin du monopole de Petrobras, sous FHC. Elles se sont accélérées sous le gouvernement de Lula. Le 22 octobre 2013 le gouvernement de Rousseff a organisé la vente aux enchères du Campo de Libra, le plus important champ pétrolier jamais découvert au Brésil ; ses réserves récupérables sont de 8 à 12 milliards de barils (équivalent de toutes les réserves de pétrole brésilien à ce jour).

LES CHEMINS DE FER

Le gouvernement Lula a aussi poursuivi la privatisation des chemins de fer et des routes commencée par FHC. Des 5,4 milliards dépensés pour la voie ferrée Transnordestina, à peine 13% viendront l'entreprise privée titulaire de la concession, CSN ; le reste provient de fonds

¹ Fernando Henrique Cardoso.

² Au Brésil comme ailleurs, les PPP sont une des formes modernes du principe capitaliste de « privatisation des profits et socialisation des risques ». Les pouvoirs publics garantissent les bénéfices des entreprises privées. Celles-ci encaissent ce que leur paie l'État, puis elles font payer les usagers. Et si les résultats ne sont pas à la hauteur des prévisions, l'État les « indemnise ».

LA QUESTION DE LA RÉFORME AGRAIRE

De par l'histoire et la géographie du pays, la réforme agraire est un des sujets importants dans la société brésilienne. Nous l'abordons ici avec trois articles. Tout d'abord, João Pedro Stédile contextualise l'absence de véritable agraire dans le pays. Ensuite quelques indications chiffrées qui confirment le constat négatif, enfin une interview d'Helena Silvestre qui parle des luttes pour le droit à la terre et aussi au logement.



publics. Les concessionnaires ferroviaires privées ne respectent pas les termes des contrats, mais les gouvernements successifs ont laissé faire : Selon le Ministère public fédéral, sur les 28 000 kilomètres de voies ferrées offerts par l'État au privé, 16 000 ont été abandonnées au mépris des engagements pris et même de la législation ! « Actuellement, le service public du transport de marchandises est sous contrôle exclusif du privé. Le système ferroviaire est devenu une affaire qui ne fonctionne que pour répondre aux intérêts économiques des grandes corporations » : c'est le ministère public fédéral qui l'avouait ; ce qui n'a pas empêché de continuer les cadeaux aux diverses entreprises privées.

Définitivement, privatisation rime avec corruption. Le scandale financier au sein du ministère des Transports sous le gouvernement Rousseff révèle que la privatisation du système ferroviaire et des routes n'est qu'une immense combine dans laquelle l'argent public bascule aux « initiatives privées » (grandes corporations et entreprises de construction) qui distribuent des pots-de-vin aux fonctionnaires du gouvernement à tous les échelons. Un des arguments en faveur de la privatisation était de dire qu'au sein des entreprises publiques, la corruption faisait loi et augmentait les tarifs. Or, une surfacturation de 28,7% effectuée par SPA Engenharia lors de la construction de la ligne ferroviaire Norte-Sul a été rapidement observée par le tribunal des comptes. Et ce n'est qu'un exemple...

LES ROUTES

Sous le gouvernement de Lula, la privatisation des routes brésiliennes a continué, sous forme, là aussi, de PPP. Les routes bré-

siliennes s'étendent sur 1,6 million de kilomètres ; 200 000 kilomètres sont des routes goudronnées, dont 14 000 administrées par le privé. 9% des routes brésiliennes sont privatisées quand la moyenne mondiale est de 2%.

LES AÉROPORTS

Le gouvernement Dilma Rousseff a commencé par privatiser ceux de Brasília et de Guarulhos/São Paulo, qui sont les plus rentables.

LA RETRAITE DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX

En 2012, le gouvernement a créé une retraite complémentaire par capitalisation pour les fonctionnaires fédéraux, alignant, par le bas, les règles sur celles du secteur privé.

UN BILAN DES PRIVATISATIONS

Afin de justifier les privatisations, les arguments étaient les suivants : l'État n'avait pas à s'occuper à produire de l'acier tant qu'il n'était pas capable d'éradiquer l'analphabétisme ; les entreprises publiques n'étaient que des planques de fonctionnaires ; en situation de monopole elles n'étaient pas efficaces ; leurs ventes allaient réduire les dépenses publiques et cet argent servirait à réduire la dette publique. Des décennies plus tard, le bilan est que le Brésil est toujours le pays d'Amérique du Sud ayant le taux d'analphabètes le plus élevé, le monopole public a été remplacé par le monopole privé, le nombre de postes obtenus par copinage a considérablement augmenté, la corruption est au cœur aussi bien des privatisations et la dette publique n'a pas été réduite. ◆

QUELLE RÉFORME AGRAIRE ?

par João Pedro Stédile

Économiste, fils de petits paysans de la province italienne de Trento, João Pedro Stédile habite aujourd'hui à São Paulo. Il est membre de la direction nationale du Movimento dos trabalhadores rurais sem terra. Depuis 1979, il participe aux luttes pour la réforme agraire au Brésil avec le MST, Via Campesina, le syndicat des travailleurs ruraux de l'État de Rio Grande do Sul.



A

u dernier recensement des terres, sur les 850 millions d'hectares de terres au Brésil, seuls 437 millions d'hectares figurent dans le cadastre. Il faut ajouter 241 millions d'hectares de réserves naturelles, aires indigènes et terres publiques. Il reste donc, 179 millions d'hectares de terres, non enregistrés dans les mains de grileiros¹. En sachant que 120 millions d'hectares ont été déclarés improductifs par leurs propres « propriétaires ». Par conséquent, il n'est pas étonnant de constater que les conflits pour la terre continuent. Le bilan « Conflitos no Campo 2010, da Comissão Pastoral da Terra² », révèle que 34 travailleurs ruraux ont été assassinés dans le pays en 2010, ce qui signifie un mort tous les 10 jours.

Durant les dix dernières années il n'y a pas eu d'avancée en termes de réforme agraire. On constate une concentration de la propriété de la terre et, pire encore, celle-ci s'effectue dans les mains de grandes entreprises de capital étranger et n'étant pas du secteur agricole. Le gouvernement de Dilma Rousseff n'a pas résolu le problème social des 150 000 familles qui campent, quelques-unes depuis cinq ans, au long des routes brésiliennes. Par conséquent, on peut dire que ce gouvernement a abandonné la réforme agraire, noyée dans le succès de l'agro-négoce qui produit, gagne de l'argent mais concentre la richesse et la terre augmentant ainsi la pauvreté à la campagne.

Le Brésil figure à la deuxième place dans la concentration de terres au monde. Plus de la moitié des 30 millions de personnes qui composent la population rurale est pauvre et misérable. L'agro-négoce domine tout le complexe agro-industriel brésilien, des graines aux machines, en passant par l'élevage et les aliments industrialisés, jusqu'aux grandes surfaces. En 2012 il a été le secteur le « plus dynamique » de l'économie, à hauteur de 33 % du produit

¹ Squatteurs.

² Bilan « conflits à la campagne 2010 » de la Commission pastorale de la Terre.



intérieur brut du Brésil; gère 37% des emplois et a été responsable de 42% des exportations, garantissant seul l'équilibre de la balance commerciale. Cet agro-négoce est le résultat de l'union des grands propriétaires terriens brésiliens avec les banquiers et les grandes multinationales. C'est la parfaite symbiose entre modernisation de l'agriculture capitaliste et le latifundio. Une trentaine d'entreprises dominent tout le complexe agro-industriel brésilien dont 70% sont des multinationales.

Le monopole de l'agro-négoce est dû à la vague néolibérale qui a englouti le monde en faisant du Brésil le fournisseur de matières premières, en aliments et énergie afin de développer le capitalisme mondial. La politique néolibérale mise en place à la campagne provoqua une modernisation de la production capitaliste qui a quintuplé la production tout en diminuant le nombre de travailleurs et travailleuses rurales.

Le vieux modèle colonial de monocultures pour exportation est de retour, expulsant les cultures traditionnelles populaires, au détriment de la souveraineté alimentaire: deux tiers des terres dédiées à l'agricul-

ture au Brésil sont occupées par le soja, la canne à sucre et le maïs.

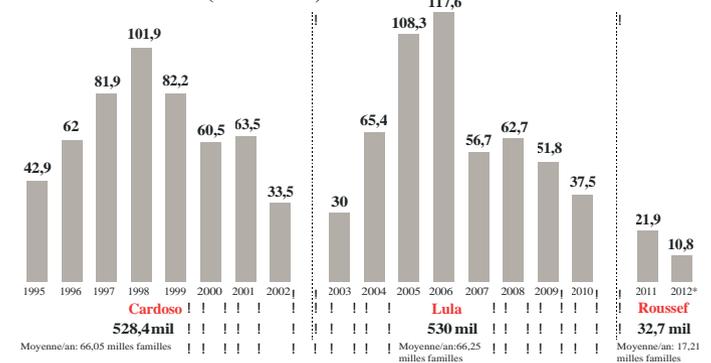
Par conséquent, l'agro-négoce fait perdre la souveraineté sur la production agro-industrielle du pays. Le Brésil est le plus important exportateur de viande et pourtant la population ne parvient pas à en acheter. Les haricots noirs³ viennent de Chine, la banane de Thaïlande, la pomme du Chili, les oignons d'Espagne et le citron d'Uruguay. Les prix des aliments sont déterminés par le marché mondial en dollars. Le prix de l'orange a augmenté de 100% en 2012, et des millions de tonnes d'oranges pourrissent dans l'arrière-pays de São Paulo. Un grand changement a eu lieu en milieu rural: la propriété est passée du capital national et familial aux grandes corporations multinationales, qui ont formé des oligopoles dans les divers secteurs de la chaîne de l'industrie agricole. ◆

³ Plat principal du pays...

LE PT ET LA RÉFORME AGRAIRE

La proposition de réforme agraire a toujours été présente dans les divers programmes du PT. En 1980, une des consignes était la « lutte pour la nationalisation de la terre »; en 1982, « une réforme agraire contrôlée par les travailleurs eux-mêmes »; en 1989, une agriculture qui « soit au service du marché interne: nourrir convenablement toute la population » et exigeant « le contrôle des oligopoles dans le secteur agroindustriel ». En 2002, la promesse était d'effectuer un million d'occupations en 4 ans c'est-à-dire 250 000 par an. La réforme agraire attendue amenant justice, distribution des terres en permettant de planter, cueillir et commercialiser s'est transformée en contre-réforme agraire. L'agro-négoce, les grandes propriétés et les multinationales ont bénéficié, au détriment des millions de travailleurs et travailleuses sans terre, du soutien du gouvernement. ◆

Familles installées (en milliers)



Source: INCRA. *2012: données jusqu'au 16/11. Elaboration ILAESE

À PROPOS DES LUTTES POUR LE DROIT AU LOGEMENT ET À LA TERRE

par Helena Silvestre

Helena Silvestre est militante de Luta Popular, mouvement pour le droit au logement affilié à CSP-Conlutas. Elle situe tout d'abord le contexte des luttes menées sur cette question dans les villes brésiliennes. Interview réalisé en juin 2015.



A

ujourd'hui, le mouvement s'organise principalement à partir de trois axes :

- Les luttes pour le logement à partir d'occupations urbaines aussi bien de bâtiments vides que de terrains.
- Les luttes dans les quartiers, organisées par des groupes de familles pour améliorer les conditions de vie : infrastructures, eau, poubelles, assainissement, électricité, transports, crèches...
- La culture, au sein duquel le hip hop est très fort et permet de toucher les jeunes des quartiers des périphéries (banlieues) et leur donner les outils pour s'organiser.

Pour le logement, on rencontre les familles au sein même de notre travail dans les quartiers. Nous constatons que les plus jeunes familles n'ont plus aucun espoir de trouver un logement ; les plans gouvernementaux d'accès au logement sont utilisés comme un instrument afin de soumettre ces familles aux gouvernements, partis politiques et autres barons locaux. Si elles ne s'y plient pas, elles en sont écartées et le mouvement finit par être leur seule alternative qui leur reste.

Au Brésil, le prix des loyers n'est pas réglementé et les familles sont totalement à la merci de la spéculation immobilière. Au cours de l'année 2013, nous avons souffert de la deuxième plus importante inflation immobilière au monde juste derrière les États Unis. Cela a créé une situation insoutenable. Les données officielles du gouvernement pointent 6 millions de sans toit au Brésil. Mais nous avons fait avec l'aide de chercheurs de l'Université de Brasilia une autre recherche qui prend en compte ceux et celles qui dépensent plus de la moitié de leur salaire en logement et alors nous arrivons à 62 millions de personnes. Dans un pays de 200 millions, c'est plus qu'un quart...

Ce chiffre se concentre au sein des familles jeunes, de personnes non blanches, chez les travailleurs et travailleuse les plus précaires ; c'est-à-dire les femmes dont le salaire est toujours moins important que celui des hommes, les mères célibataires, les travailleurs de la sous-traitance, etc.

Pour toutes ces raisons les occupations au Brésil sont très massives. Mais malheureusement, certaines d'entre elles rentrent dans cette logique de se soumettre aux gouvernements, aux partis et ainsi les mouvements perdent leur autonomie. Nous avons essayé au milieu de toute cette histoire de construire un mouvement qui soit autonome par rapport aux gouvernements et aux partis. Tout en sachant qu'on n'organise pas seulement la lutte pour le logement car la situation des « favelas » au Brésil montre qu'avoir un logement est une étape importante mais ne résout pas tout. Il n'y a pas longtemps, nous avons organisé une action à São Paulo contre le génocide de la jeunesse de la banlieue. Dans mon quartier, il y a un mois, la police a assassiné 15 personnes en une seule nuit. Nous avons alors construit avec d'autres groupes de jeunes, un comité qui s'appelle « Jeunesse et résistance ». Lors de l'enterrement au cimetière, nous avons pris la parole publiquement après avoir obtenu la présence du préfet de Sao Paulo. Et là, ce fut un moment difficile car les familles des jeunes assassinés étaient présentes. À un moment le préfet a dit : « Où j'habite, (il faisait référence au quartier dans lequel il habite qui est un quartier de classe moyenne haute) le taux d'homicides est bien moins important car là-bas nous nous organisons et vous, vous ne vous organisez pas. » Cette logique, qu'on retrouve d'ailleurs au sein

du Parti des travailleurs, est celle que le pauvre est coupable de sa pauvreté, que le travailleur est coupable de sa précarisation, que le mort est coupable d'avoir été assassiné... Cette logique-là doit être combattue par la lutte directe !

Au sein du mouvement nous traitons de tous ces éléments car nous avons un débat sur le « droit à la ville », sur un projet non capitaliste de la ville, et tous ces éléments doivent y être intégrés. Au-delà de la question de la propriété, qui certes est centrale, nous voulons développer une réflexion sur l'ensemble des éléments. Par exemple, à propos de la sécurité publique qui, au lieu de promouvoir que la ville soit habitée, vivante, occupée, est tout un système de sécurité privée, de police, de répression, qui ne fait que renforcer une guerre justifiée par une idéologie de la peur, le racisme, des préjugés de classe. Un discours bourgeois très clair qui bombarde la société sans arrêt.

Nous avons également essayé de construire petit à petit cette idée-là : quel genre de ville voulons nous construire pour les travailleurs et travailleuses ? Ceci, par rapport à la campagne, aux espaces de production d'aliments, et de tout ce qui est nécessaire à notre survie. Mais aussi plus largement : quelles sécurités pourrait-il y avoir dans une ville pensée à partir de la logique des travailleurs et travailleuses ? Quelles formes de gestion de la ville ? Quelle relation du territoire avec les espaces de production des lieux de travail ? En fait, nous démarrons des luttes basiques, mais en essayant de les insérer dans un contexte plus général.



QUESTIONS À HELENA SILVESTRE

Quel est ton avis sur le Mouvement des Sans Terre ; à l'étranger, il est perçu comme étant « le grand mouvement pour une réforme agraire ». Qu'en est-il aujourd'hui ?

HS Le Movimento de sem Terra a été très important pour tous les militants et militantes des mouvements populaires. D'une certaine manière, il a été notre école ; beaucoup d'entre nous y avons milité ou au moins considéré le Movimento comme notre grande référence pendant les années 90. Il a joué un rôle très important à ce moment-là. Tandis que lorsque le néolibéralisme se renforçait et frappait très violemment le mouvement syndical, le MST qui coordonnait les luttes à la campagne a été pendant des années un rempart de la résistance, avec une grande force et une vraie articulation à la base.

Malheureusement, lorsque que le PT est arrivé au gouvernement, il y a une grande confusion dans les rôles de chacun. Bien entendu chaque militant ou militante, chaque personne, est libre d'adhérer, ou pas, à un parti, de défendre un projet politique plus général ou pas, mais là, il s'est agi de transformer le mouvement en un outil de contention des luttes. Durant les deux premières années du gouvernement Lula, c'est le MST qui organise et articule un large front de mouvements sociaux pour construire une lettre que l'on a nommée « la lettre de la trêve ». Les mouvements s'engageaient à ne pas faire de luttes massives contre le gouvernement pendant deux ans, afin d'éviter une déstabilisation de ce qu'ils appelaient la « gouvernabilité de gauche ». C'est à ce moment-là, par exemple, que j'ai rompu avec le mouvement parce que ça n'avait aucun sens. Puisque c'était un gouvernement des travailleurs et des travailleuses, pourquoi devions-nous arrêter de lutter ? C'est un contresens absolu.

Mais c'est encore plus grave que ça : plus le temps s'écoulait, plus le gouvernement allait vers la droite, faisant chaque fois davantage des accords avec les secteurs les plus réactionnaires et rétrogrades, ceux du capital financier, de la bourgeoisie industrielle, du fondamentalisme religieux (les évangélistes). La justification était toujours la même : la stabilité du gouvernement.

Ceux et celles qui n'y croyaient pas étaient tous accusés d'être trop radicales et de faire le jeu de la droite. Au final, les illusions envers le PT s'achèvent ; mais cela a entraîné, malheureusement, la perte du MST. Il est devenu, le PT également mais peut être un peu moins, comme une étoile :



il y a des étoiles que nous voyons encore en train de briller depuis la terre mais en fait elles sont déjà mortes. Le MST a été une étoile qui a beaucoup brillé. À l'étranger il me semble qu'elle brille encore comme une référence mais ici au Brésil il ne représente plus un affrontement radical de classe contre le capitalisme, comme tel il est malheureusement mort.

Aujourd'hui au sein des mouvements populaires, la question de la réforme agraire est-elle posée ?

L'expérience qui me semble la plus intéressante aujourd'hui à la campagne, est celle des travailleurs ruraux organisés. Et je ne dis pas cela parce qu'ils sont proches de nous mais parce qu'ils proposent une vraie réflexion sur la réforme agraire. Je les avais rencontrés en 2008 quand ils étaient encore à la CUT. La réforme agraire, nous allons toujours l'exiger; mais eux, ils ont commencé à dire qu'une réforme agraire toute seule n'est pas suffisante. Ce sont des travailleurs et travailleuses ruraux et ont donc vécu dans leur chair l'avancé de

l'agro-business à la campagne, celle de l'agro-industrie, la multiplication des complexes industriels gigantesques implantés sur les terres. Ils et elles ont développé l'idée qu'il faut exproprier le parc industriel agraire et le mettre sous contrôle des travailleurs et travailleuses. Nous ne voulons pas systématiquement détruire la technologie que le capitalisme a mise en place à la campagne; nous voulons qu'elle soit mise au service de l'émancipation des travailleurs et travailleuses. Nous voulons la réforme agraire, mais pas la bêche à la main. Nous voulons toute cette technologie soit à disposition de la société pour produire sa subsistance. Et aujourd'hui les travailleurs travailleuses ruraux sont organisés au sein de leur syndicat; les coupeurs de canne à sucre, les ramasseurs d'orange, etc., sont dans leur grande majorité des enfants de paysan-nes ayant perdu leur terre. C'est aussi ce qui les a conduits vers une proposition qui me semble très radicale et nécessaire pour la campagne au Brésil. ◆

LE RACISME AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE

Là comme ailleurs, il ne s'agit pas de limiter l'analyse et le combat contre ce fléau à une question morale. Les trois documents qui suivent répondent à cette préoccupation : le premier est écrit par des syndicalistes locaux et rappellent quelques « évidences » trop souvent mises de côté; le deuxième est également un texte d'origine syndical et il montre que les évolutions vers l'égalité sont excessivement lentes; le troisième, est de l'historienne Silvia Capanema qui, pour *La Revue du projet*, revenait sur les liens entre esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil.



CAPITALISME ET RACISME CÔTE À CÔTE DEPUIS TOUJOURS

La globalisation n'est que la phase actuelle du capitalisme, le néolibéralisme, dont les théories et pratiques peuvent être résumées en une seule phrase : la soumission de tous les aspects de la vie – de l'économie à l'art ; de la politique au marché du travail – à la logique du marché et aux intérêts du secteur privé ; c'est-à-dire à celle du patronat, des banquiers et des gros propriétaires terriens. Si la globalisation accentue les inégalités et perversités du capitalisme, elle les a d'autant plus approfondies pour ceux et celles qui sont considérés depuis toujours « moins égaux ».

Le racisme est une idéologie qui est née au service de l'exploitation et l'oppression. Autrefois, sous une forme des plus honteuses, criminelles et impardonnables : l'esclavage. La bourgeoisie n'était alors qu'à l'aube de sa lucrative existence et accumulait son précieux capital dans l'ombre de la noblesse et de l'église catholique. Cette dernière contrôlait idéologiquement la société et a pioché dans la Bible les bases de construction du racisme. Dans la mythologie chrétienne racontée dans la Bible, Cam, fils de Noé, manquant de respect à son père a été maudit et condamné ainsi : « *Qu'il soit le dernier des esclaves de ses frères.* » (Genèse, 9:5-27) Selon le texte biblique, Cam aurait été marqué au visage par une tache sombre afin qu'il soit reconnu de tous. Cette idée fut reprise lors d'un congrès catholique au XVI^e siècle en Espagne, durant lequel fut débattue cette question : quelle population doit être soumise à l'esclavage ? Les options étaient les peuples indigènes du conti-



ment américain ou la population noire d'Afrique. Bien entendu, l'esclavage en tant que tel n'était pas remis en cause car il était essentiel à l'expansion du pouvoir économique de l'impérialisme européen. La conclusion fut que les peuples indigènes seraient descendants directs d'Adam et Eve puisqu'ils vivaient dans une sorte de jardin d'Eden... Les « Indiens » avaient donc une « âme intacte » et pouvaient être catéchisés. Par contre, les « noirs » eux avaient un « péché originel » ne possédant donc pas « d'âme » ce qui les situait au même niveau que les animaux et objets. Ils et elles étaient donc prédestinés à servir comme esclaves puisqu'ils et elles étaient d'une autre espèce que celle du reste de l'humanité. Ainsi naissait, le funeste concept de « races » au service de l'accumulation colonialiste et exploitation capitaliste qui permettait de justifier une supposée différence entre les colons blancs européens et le reste de l'humanité. L'esclavage existait depuis des siècles mais

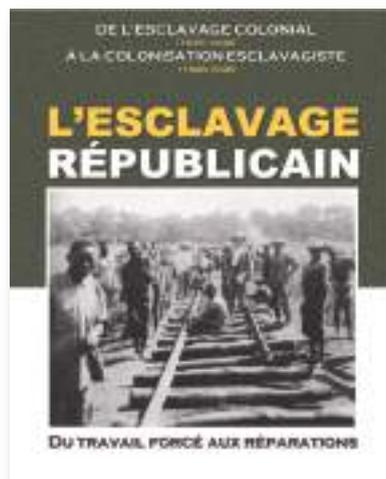
non sous cette forme. L'esclave n'était plus un ennemi fait prisonnier lors d'une guerre

LES BASES IDÉOLOGIQUES DU RACISME BRÉSILIEN

Pour comprendre la dimension du racisme au Brésil, il faut se plonger dans l'univers des idéologies et les justifications utilisées par la classe dominante afin de mieux surexploiter la population noire. Les idéologies européennes ont été suivies à la lettre puis adaptées en « versions nationales » comme la théorie du « blanchissement » et le « mythe de la démocratie raciale ». Au début de la colonisation, la thèse que les Africains étaient « maudits » cimentait la base du système « esclavocrate » en autorisant une violence sans limites. L'esclave était une marchandise de propriété privée à laquelle on niait sans cesse la possession des moyens de production, le contrôle sur son travail, la production et la reproduction.

**DE L'ESCLAVAGE COLONIAL
À LA COLONISATION
ESCLAVAGISTE :
L'ESCLAVAGE RÉPUBLICAIN**

L'Union syndicale Solidaires est coéditrice de cette petite brochure qui revient, de manière aussi courte et simple que pertinente et percutante, sur trois siècles d'histoire qui ne doivent tomber dans l'oubli. Un excellent outil de formation à destination de tous et toutes !



ou un serf appartenant à la terre (la formule n'était pas plus défendable, bien entendu). Les esclaves de la bourgeoisie se sont transformés en marchandises, pièces maîtresses de tout le système économique colonial du XVI^e au XX^e siècle.

Du point de vue strictement biologique et génétique, les races humaines n'ont jamais existé. Il n'y a pas de différences entre nous qui justifient cette classification. D'ailleurs, sur les 25 000 gènes qui forment l'être humain, les différences apparentes entre les groupes, telles que la couleur de peau, le type de cheveux, le format du nez, etc., sont déterminées par un groupe insignifiant de gènes : 0,005 % de notre ADN différencie un « noir africain » d'un « blanc scandinave ». De fait, il faudrait parler d'ethnies, voire de peuples et de nations qui sont toutefois des notions encore différentes, et bannir une fois pour toutes le concept de « races ». Mais les détracteurs de la loi des quotas utilisent cet argument en oubliant que ce faux concept de race

est concrètement utilisé tous les jours, contre la vie de milliards de non-blancs à travers le monde.

Afin d'obtenir une plus forte exploitation et de plus gros bénéfices, le concept de « races » parvient à partir du XIX^e siècle à sa forme actuelle s'appuyant sur la « science ». Les thèses eugénistes servent à l'absurde argumentaire des races présentées comme supérieures ou inférieures, à travers de bizarres et sinistres expériences sans aucune valeur scientifique ; comme la comparaison des tailles de cerveaux, l'analyse des capacités intellectuelles. Tout cela n'avait qu'une justification : montrer que les Européens amenaient « les bienfaits de la civilisation » à tous ces êtres ainsi définis comme inférieurs ! L'empire britannique, principale puissance coloniale de l'époque, a légitimé et propagé cette imposture, en instaurant au sein de son université la Société d'éducation eugéniste, vernissant ainsi « d'académique » et « d'intellectuel » le saccage impérialiste. ◆

LA TRÈS RELATIVE INTÉGRATION DE LA POPULATION NOIRE

A

u début des années 80, lorsque le PT est apparu, l'immense majorité des activistes du mouvement noir a vu le parti comme étant la possibilité de construire un « nouveau quilombo », un espace et un instrument pour faire avancer le processus de réorganisation de la lutte contre le racisme qui sur le tapis de la chute de la dictature avait fait d'importants pas, particulièrement avec la



création en juillet 1978 du Movimento Negro Unificado Contra a Discriminação Racial¹ (MNUCDR). Après dix années au pouvoir, malgré d'énormes attentes aujourd'hui encore nourries par la majorité de la population noire, cette perspective a été totalement enterrée par tout d'abord les alliances faites avec les secteurs les plus conservateurs et racistes de la société et la soumission à la logique du marché néolibéral.

L'INTÉGRATION MARGINALE DE LA POPULATION NOIRE

Au premier mandat de Lula, la seule mesure concrètement adressée à la population noire est le Programa Universidade para Todos – ProUni. Effectivement, les universités brésiliennes n'étant fréquentées que par 2 % de la population noire, un tel programme répondait à un besoin réel. Sauf qu'au lieu de garantir les quotas et d'élargir le nombre de places au sein du système public d'éducation ce programme finance les écoles privées à l'aide d'argent public. Autre grande fragilité de cette loi : aucune mesure n'est prévue pour garantir les bourses d'alimentation, le logement et le transport, sans lesquels les étudiants et étudiantes concernés ne peuvent étudier.

1 Mouvement noir unifié contre la discrimination raciale.

2 Statut de l'égalité raciale.



En 2003, une revendication historique du mouvement, l'enseignement de l'histoire et la culture afro-brésilienne (loi 10.639/03), a été approuvée mais avec un veto du président sur un point, avec une conséquence de taille : la disparition de l'article qui prévoyait le budget nécessaire à la formation des enseignants et enseignantes. De ce fait, aujourd'hui, tout cela ne repose que sur le volontarisme du personnel enseignant. En 2010, L'Estatudo da Igualdade Racial², dont la première version avait très largement été écrite par le mouvement noir, a été allégé, suite à un accord entre le gouvernement et les secteurs dirigeants de l'agro-négoce. Ont disparu, la réglementation des terres quilombolas, et toute mention aux termes de « race », « esclavage » et « identité noire ».

CROISSANCE INÉGALE ET MAINTENANCE DE L'ABÎME RACIALE

L'illusion de l'ascension sociale ne résiste pas à une analyse plus profonde de la réalité. Selon les données de l'Indice de développement humain (IDH), en 1999 le « Brésil blanc » était à la quarante-septième place parmi les nations plus développées, tandis que le « Brésil noir » était à la cent septième. Dix ans plus tard, après, l'abîme demeurait : les conditions de logement, santé, éducation et sanitaires de la population blanche la situait à la quarantième place, celles des noirs et noires à la cent quarantième. Selon les données du Secrétariat spécial de politiques de promotion de l'égalité raciale, au Brésil, un jeune noir âgé de 15 à 24 ans meurt de mort violente toutes les 25 minutes. En 2002, mourraient 45,8 % plus de noirs que de blancs de cet âge. En 2010, la proportion était passée à 139 %.

En plus de la violence physique la maintenance de l'abîme racial apparaît particulièrement dans les conditions de vie de la population noire. En 2010, 63 % des noirs et noires vivaient en dessous du seuil de pauvreté : l'oppression raciale est en lien avec l'exploitation capitaliste. Toujours en 2010, tandis que le salaire moyen des blancs atteignait R\$ 1.538,00, celui d'un noir ne dépassait pas de R\$ 834,00 et celui d'une femme noire à peine la moitié. Cette combinaison perverse, se répercute dans tous les aspects de la vie de la population noire. En 2010, l'analphabétisme parmi les blancs de plus de 15 ans était toujours de 5,9 %, mais parmi les noirs il atteignait les 14,4 %. Le chiffre est encore plus important pour les femmes noires, par ailleurs bien plus exposées à la violence, à la précarisation et aux conditions de vie bien pires. ◆

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE, RACISME ET CITOYENNETÉ AU BRÉSIL

par Silvia Capanema

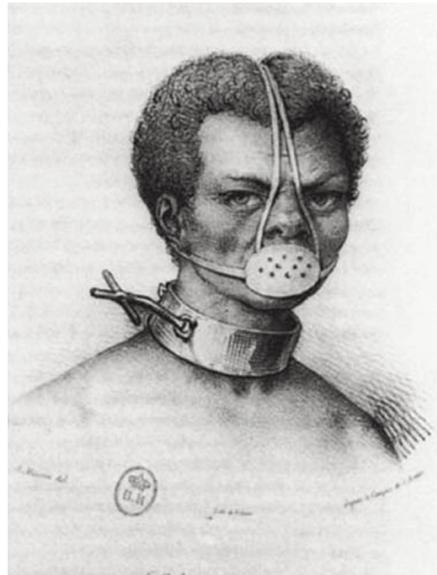
Silvia Capanema, historienne, revient, sur les liens entre esclavage, racisme et citoyenneté au Brésil. Texte paru dans *la Revue du projet*.



Le contexte particulier de la période qui précède et suit l'abolition de l'esclavage et les évolutions de la population brésilienne appellent aujourd'hui des changements structurels pour combattre des inégalités qui persistent entre noirs, métis et blancs. Après le retour du Brésil à la démocratie, la nouvelle constitution de 1988, suite aux demandes du mouvement noir et des secteurs progressistes, établissait le droit à la propriété des terres occupées par les populations originaires des quilombos (les villages ou communautés constituées, à l'époque de l'esclavage, d'esclaves marrons). L'accession du Parti des travailleurs au pouvoir en 2002 fut aussi accompagnée d'autres mesures entreprises par l'État brésilien dans le sens de la réparation des droits et de la mémoire des afro-descendants : l'obligation notamment des quotas raciaux et sociaux dans les universités publiques – qui sont, au Brésil, accessibles par concours – et de l'enseignement de l'histoire et de la culture d'origine africaine dans les programmes de l'éducation nationale. Mais pour mieux comprendre ce tournant et ce besoin de réparation, il nous faut remonter au contexte particulier de la période qui précède et suit l'abolition de l'esclavage.

L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

Le processus menant à l'abolition au Brésil ne peut pas se résumer à la loi signée par la princesse Isabel le 13 mai 1888, qui fit du Brésil le dernier pays à abolir l'esclavage aux Amériques. D'une part, de nombreuses familles de noirs et pardos (métis) vivaient

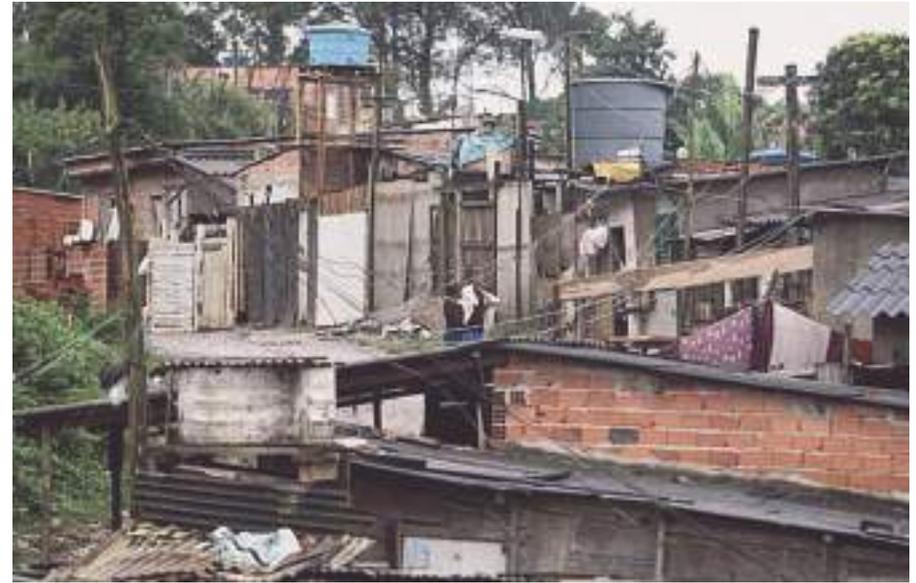


déjà en liberté avant l'abolition définitive, qui, selon l'historiographie, profita à 700 000 esclaves, soit environ 5 % de la population brésilienne. Des facteurs comme la reconnaissance, les liens personnels et familiaux et surtout les achats ont permis un grand nombre d'affranchissements et une augmentation du nombre de noirs et métis vivant en dehors de l'esclavage, notamment dans le milieu urbain. Cette augmentation de la population noire libre est encore alimentée par les nombreuses fuites et la création de quilombos, soutenus par la population favorable à l'abolition, en particulier à partir des années 1870. Une personne noire ou un parda, dans ce contexte, pouvait être esclave, mais aussi libre ou affranchie, comme l'indiquent les recensements de l'époque. D'autre part, il ne faut pas non plus voir

dans l'abolition l'accès plein à la citoyenneté. Même si, à partir de cette date, les codes, la législation ou les règlements institutionnels en général ne mentionnent pas de différence entre la population de couleur et les autres, la position sociale du noir et de ses descendants marqués par l'esclavage ne voit pas d'amélioration sur plusieurs générations. En l'absence de mesures d'intégration de cette population pauvre et pratiquement analphabète, la plupart des citoyens noirs et leurs descendants restent exclus de l'accès aux biens matériels et culturels.

Après le 13 mai 1888, plusieurs familles continuent à travailler comme main-d'œuvre dans les propriétés où elles avaient été esclaves. D'autres migrent vers les grands centres urbains, venant souvent grossir le nombre de sous-employés ou « désoccupés », pour utiliser un terme de l'époque, aggravant le phénomène des taudis et favelas formés dans ces villes. Cette liberté de mouvement est toutefois, pour les anciens captifs, un des premiers acquis de l'abolition définitive de l'esclavage. D'autres encore acquièrent une certaine conscience de leur situation et s'associent pour protester et réclamer de meilleures conditions de vie. Ainsi, assiste-t-on à la création de la Garde noire, sorte de milice composée de noirs censée protéger l'intégrité de la princesse Isabel, mais aussi à la constitution d'une presse d'identité noire, fonctionnant à la fois comme outil de dénonciation et espace de sociabilité pour cette population.

Malgré la réticence de certains acteurs, notamment les grands propriétaires qui attendaient une indemnisation de la part de l'État et cherchaient à gagner du temps



en utilisant l'argument du droit à la propriété, la fin de l'esclavage peut sembler inéluctable. Différents facteurs ont en effet contribué à l'abolition définitive de l'esclavage : les pressions internationales, la consolidation du capitalisme industriel, qui impliquait le besoin d'une main-d'œuvre libre et consommatrice, la diffusion des idées égalitaires issues des Lumières, l'action des esclaves eux-mêmes qui ont réagi de diverses façons, notamment en organisant des fuites, en formant des quilombos et en se rebellant au Brésil et partout dans le monde au cours du XIX^e siècle. La révolte de Saint-Domingue, actuel Haïti, en 1804, sema la terreur parmi les propriétaires brésiliens, ainsi que la révolte des esclaves en grande partie musulmans (connus sous le nom de malês) à Salvador de Bahia, en 1835. Enfin, mettre un terme à l'esclavage était une exigence du monde « civilisé » et

une donnée essentielle pour placer le Brésil sur le chemin du progrès, selon les idéaux de l'époque.

Les tensions entre les différents intérêts en présence expliquent pourquoi l'abolition brésilienne peut être considérée comme un processus. Une loi interdisant la traite a été signée en 1831, suite aux pressions britanniques, mais elle n'a pas été appliquée de manière catégorique et elle a bientôt été connue comme, littéralement, la « loi pour montrer aux Anglais ». La traite n'est abolie de façon définitive qu'en 1850. La fin du commerce d'esclaves avec l'Afrique entraîne alors l'amplification de la traite intérieure (le commerce entre les provinces), les ventes et transferts d'esclaves des propriétés du Nord-Est vers le Sud-Est devenant plus importants. Ce nouveau flux accompagne le déplacement de l'axe économique du



pays vers cette région, où se situent notamment les plantations de café. En 1871, la promulgation de la loi dite du « Ventre libre » – qui prévoit la liberté des descendants d’esclaves nés à compter de ce jour... lorsqu’ils atteindront leur vingt et unième anniversaire – malgré son caractère conservateur, rend évident que les jours de l’esclavage sont comptés. Pour autant, le « problème » de l’intégration des noirs dans la société brésilienne ne fait que commencer.

LE « PROBLÈME » DU BRÉSIL NOIR ET MÉTISSÉ

Le Brésil sera-t-il amené à devenir un pays de noirs et de métis? Serait-ce l’idéal pour un pays civilisé? Voici quelques questions autour de l’identité brésilienne que les intellectuels, médecins et scientifiques se posent à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Les notions d’infériorité et de supériorité raciales, en cours d’élaboration dans le monde durant la deuxième moitié du XIX^e siècle et mobilisées par les puissances coloniales pour justifier leur impérialisme, orientent les débats au Brésil au moment même où le système esclavagiste commence à décliner.

Pour le darwinisme social à la mode à cette époque, non seulement le noir est vu comme un être inférieur, mais le métis représente aussi un problème en soi. Certains théoriciens insinuent même que

le métis serait stérile, d’où le mot « mulâtre », terme originaire de la mule, animal hybride, non fertile, né du croisement du cheval et de l’âne. Idéologiquement, on essayait d’inhiber les rapports interraciaux. Mais, dans le cadre brésilien, le métissage était inévitable. Comme l’historiographie le démontre, le nombre de femmes blanches immigrées au Brésil était toujours inférieur à celui des hommes. Il fallait donc trouver un autre modèle applicable au Brésil.

Dans ce contexte, un des premiers à essayer d’identifier, de qualifier et d’examiner l’élément afro-brésilien fut l’écrivain, sociologue et juriste Sílvio Romero, qui estimait que le destin du peuple brésilien était de devenir blanc, dans la mesure où, d’après lui, dans le métissage, le type racial le plus nombreux a tendance à s’imposer. Ainsi, il croyait que la population blanche serait favorisée par la fin de la traite et l’augmentation de l’immigration des travailleurs européens. Un autre Brésilien à s’être penché sur cette question (dans ce contexte) est le médecin et anthropologue Raimundo Nina Rodrigues, qui conteste la thèse de Sílvio Romero. Selon lui, il est impossible de construire au Brésil une civilisation née du mélange entre le blanc, l’Indien et le noir. En effet, dans la mesure où ces deux derniers sont considérés comme inférieurs, ils ne peuvent pas contribuer à cet idéal de civilisation. Nina Rodrigues croit que le mélange entre les races donnera naissance à des individus faibles, qui ne pourront plus s’identifier à la façon de vivre d’aucune des trois « races ». Ce penseur, qui est aussi juriste, considère que l’État devrait légitimer les différences, afin de traiter de manière plus adaptée les « supérieurs » et les « inférieurs ».

Ces propositions n’ont pas été utilisées par la République de 1889 et n’ont été inscrites ni dans la Constitution de 1891, ni dans les Codes pénaux de l’époque, qui ont choisi de ne pas faire de distinction entre les couleurs. Tous étaient, selon la loi, des citoyens. Toutefois, l’exclusion prenait un autre visage : la pauvreté, le vagabondage, la mendicité et la pratique de la capoeira, infractions punies par les articles 391 à 404 du Code pénal de 1890. Pour le droit brésilien, il fallait lutter contre la présence d’une population sans travail, sans argent et sans domicile. Les individus se trouvant dans ces conditions pouvaient être dirigés vers différentes institutions, comme les colonies correctionnelles ou même vers l’armée de terre et la marine. Ce ne sont pas les courants du darwinisme social qui ont inspiré cette législation, même si la pensée hygiéniste et une volonté de mise en ordre ont pu influencer lors de la rédaction de ces lois. On observe, cependant, que l’incitation à l’immigration de travailleurs européens (Allemands, Italiens, Espagnols et Portugais en majorité) à cette époque s’explique en grande partie par l’idéologie du « blanchissement » de la population.

Dans les années 1930, tandis que les idées raciales reviennent sur le devant de la scène en Europe, au Brésil, une nouvelle vision de la société voit le jour : l’approche culturaliste. Plusieurs courants mettant en valeur le métissage existaient depuis les années 1870, mais ce n’est qu’avec le sociologue Gilberto Freyre que cette grille d’interprétation gagne une dimension plus importante. Dans son classique *Maître et Esclaves* (1933), celui-ci compose une histoire sociale et culturelle du Nord-Est agraire et esclavagiste pendant la période coloniale, caractérisé par la produc-



tion de sucre. Dans ce cadre, le petit nombre de femmes et le caractère conciliant du colonisateur portugais auraient favorisé le développement du métissage, ce qui aurait diminué l'écart entre la maison des maîtres et celle des esclaves. Le Mulâtre serait donc l'élément de conciliation entre les deux extrêmes et le métissage serait, de même, le principal trait de l'identité brésilienne, dans cette lecture positive de l'hybridation. On trouve là les bases des mythes de la « démocratie raciale » et du « Brésil des trois races », qui font aussi partie du mythe fondateur de la société brésilienne, bien accueillis aussi bien par l'État nouveau de Getúlio Vargas (1937-1945) que par la dictature militaire, dans les années 1960-1970. Il s'agit aussi d'une des images que le Brésil présente à l'étranger, même si elle est dénoncée, par les chercheurs et le mouvement noir notamment, comme fautive et cachant des violences et des inégalités depuis des décennies à l'intérieur du pays.

Des études récentes publiées par le « Bureau de promotion de l'égalité raciale » (SEPPPIR) montrent que les salaires des noirs et des métis restent inférieurs de 36 % à ceux des Blancs. La différence aux dépens des femmes noires pouvant atteindre 53,2 % par rapport à l'homme blanc (données de 2013). Le taux d'analphabétisme s'établissait, en 2009, à 5,94 % pour les Blancs et à 13,42 % pour les noirs, alors que le nombre d'homicides chez les jeunes noirs entre 18 et 25 ans était de 136 % plus important. La question raciale se combine donc à la question sociale. Si les inégalités restent encore très importantes, nous pouvons souhaiter que les mesures actuelles, fruit des luttes des mouvements sociaux, ne soient qu'un premier pas vers des changements structurels et qu'elles ne gardent pas uniquement une dimension « symbolique » ou cherchent à constituer à terme une élite noire se conformant au vieil ordre inégalitaire brésilien. ♦

L'OPPRESSION ENVERS LES FEMMES DEMEURE LA RÈGLE

Lors de sa prise de fonction, Dilma Rousseff a augmenté le nombre de femmes au sein de l'exécutif : 4 des 10 secrétariats nationaux et 4 des 25 ministères avaient à leur tête une femme. Ces changements ont pu contribuer à l'identification des femmes au gouvernement. Mais ceci s'est accompagné d'un ensemble de politiques dans lequel les programmes « en faveur des femmes » renforcent le rôle traditionnel de la femme dans l'ordre patriarcal : être responsable du soin des enfants et de la maison...



N

ous reprenons ici quelques éléments quant aux politiques publiques mises en œuvre par les trois gouvernements du PT qui se sont succédé au pouvoir en ce début de XXI^e siècle. Le bilan est peu probant.

EMPLOI ET SALAIRE

Sous gouvernements Lula et Rousseff, l'inégalité de genre n'a pas diminué mais au contraire augmenté pour certains aspects, notamment la différence salariale entre hommes et femmes. Selon le Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (DIEESE), entre 2000 et 2010, période pendant laquelle la croissance économique au Brésil était annoncée à grands coups de fanfare, la différence salariale entre les hommes et les femmes a augmenté dans plusieurs régions. S'ajoute à cela, le taux de chômage de 25 à 40% plus important chez les femmes que chez les hommes selon les régions.

En 2013 le DIEESE publia une nouvelle étude révélant que le chômage structurel touche particulièrement les femmes et les noires. Parmi les travailleurs et travailleuses en recherche d'emploi depuis moins d'un an, 53,9% sont des femmes et 53,3% des noires; ces taux passent à 63,2% et 60,6% lorsqu'il s'agit de plus d'une période de chômage supérieure à un an. En 1999, lorsque le taux de chômage était selon le gouvernement de 20%, les noires et les femmes représentaient près de la moitié des travailleurs sans emploi depuis plus d'un an. En 2012 avec un taux de chômage à 10,5%, ils et elles dépassaient les 60%.

LE PROGRAMME « BOURSE-FAMILLE

Un des programmes phares du gouvernement du PT était la « bourse-famille », allocation attribuée aux familles à bas reve-

¹ Un euro = 3 R\$.



nus de R\$ 70,00 pour chaque enfant scolarisé¹. 92 % des allocataires sont des femmes. Nous ne nions absolument pas l'importance des femmes à assumer le rôle de recevoir et contrôler le revenu, bien au contraire cependant l'argument du gouvernement est celui de l'idéologie dominante comme quoi la femme est plus responsable que l'homme vis-à-vis de la famille. Ainsi l'idée de « l'obligation » pour les femmes de s'occuper des enfants, de veiller sur leur scolarité et leur santé, renforce le machisme dans la société brésilienne. La femme porte, seule, sur ses épaules la responsabilité du bien-être des enfants et du bon fonctionnement de la maison et doit le faire avec un montant dérisoire; dérisoire par rapport aux besoins d'un enfant, mais

aussi vis-à-vis du budget de l'Etat: entre 2011 et 2012, R\$ 35 milliards ont été attribués à la « bourse-famille » alors que R\$ 1,461 trillion l'ont été au paiement des intérêts de la « dette ». C'est-à-dire 40 fois plus.

PROGRAMME « RÉSEAU CIGOGNE

La légalisation de l'IVG faisait partie du programme du PT des années 80; mais cette revendication des luttes des femmes a été oubliée. Sous Lula, 10000 femmes ont fait l'objet de procédures judiciaires pour « pratique d'avortement clandestin ». Le programme « réseau Cigogne » a été l'un des projets phare de la présidente Dilma Rousseff. Lancé en mars 2011, son objectif était de réduire la mortalité des mères dans le pays qui est de 64 pour 100 000

accouchements, bien plus élevé que celui retenu par l'Organisation mondiale de la santé qui est de 35 pour 100 000 et 5 fois plus élevé que dans les pays riches. Cependant, nulle part dans le programme, n'est prise en compte la question de l'IVG, quatrième cause des décès de femmes enceintes au Brésil.

BRÉSIL TENDRESSE

Il s'agit d'un complément financier pour les familles ayant au moins un enfant de moins de 15 ans et dont le revenu mensuel est inférieur à R\$ 70 par personne, c'est-à-dire en dessous du seuil d'extrême pauvreté : une distribution de doses de vitamine A aux enfants de 6 mois à 5 ans, de sulfate de fer, de médicaments contre l'asthme accompagnés de campagnes de vaccination ; une aide financière aux municipalités afin d'augmenter le nombre de

places pour les 0 à 4 ans. Or, un bilan effectué dans les premières années du gouvernement Rousseff faisait apparaître que, parmi les 100 municipalités accueillant 70 % des familles allocataires du « Brésil Tendresse », 56 n'avaient pas de crèche publique pour accueillir les 0 à 3 ans. Seulement 15 % des enfants de moins de 3 ans dont les familles bénéficient du programme Bolsa família sont pris en charge par une crèche publique.

LES CRÈCHES

En réduisant le budget attribué à l'éducation, les derniers gouvernements ont réduit le nombre de places dans les crèches, les écoles maternelles et primaires, et dans tout le système scolaire et périscolaire. L'absence de politique visant la construction de crèches fait que, pour 8 enfants sur 10, il n'y ait pas de mode de



garde si ce n'est celui de « la femme au foyer ». Par conséquent, un nombre très important de femmes n'accède au marché du travail que très tardivement, accentuant ainsi leur dépendance financière, forcée à accepter des contrats précaires et n'ayant pas droit à une retraite à taux plein. L'objectif fixé par le PT en 2003 était la construction de 12 000 crèches ; 8 ans plus tard, 221 avaient vu le jour.

LE RÉSEAU DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

En 2006, après une lutte acharnée des mouvements de femmes, la loi « Maria da Penha » a été promulguée. Cependant, sa mise en place rencontre énormément de difficultés à combattre réellement les violences faites aux femmes. Le manque de structures d'accueil est un des problèmes majeurs. Selon les données du secrétariat pour une Politique envers les femmes, moins de 10 % des municipalités brésiliennes ont un commissariat spécialisé (DEAm) et tout juste 1 % offre des « maisons d'accueil ».

En plus d'être en nombre très insuffisant, l'accueil et la prise en charge sont extrêmement précaires voire insécurisant pour les victimes. Les cas de harcèlement sexuel de la part des fonctionnaires de police lors de l'enregistrement des plaintes sont très élevés : 90 % des réclamations adressées au médiateur du Secrétariat des politiques publiques en faveur des femmes du gouvernement fédéral sont des plaintes sur des mauvais traitements infligés au sein des gendarmeries de la Police militaire, des commissariats traditionnels et même des commissariats spécialisés dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Le manque de personnel et de structures empêche de garantir la mise en place des mesures de protection. Parmi les femmes assassinées, seulement 20 % d'entre elles « bénéficiaient » effectivement de mesures de sécurité demandées par un juge. ◆

LA CARTE DE LA VIOLENCE 2015 : HOMICIDES DE FEMMES AU BRÉSIL

par Jacobo Waiselfisz

Nous reprenons ici une étude réalisée par Jacobo Waiselfisz de la faculté latino-américaine de Sciences sociales au Brésil.



1 Portot, M. S. G. A. A violência entre a inclusão e a exclusão social. VII Congresso da Sociedade Brasileira de Sociologia.

L'inquiétude de la société brésilienne vis-à-vis des divers types de violences qui frappent la population ne date pas d'hier. Bien qu'elle ne soit pas récente, la question aujourd'hui est sur les proportions inédites qu'elle prend. Chaque année, nous constatons avec horreur et indignation que le pays dépasse sans cesse ces propres indicateurs, dans une spirale de violence sans précédent. Ceci apparaît non seulement dans les bouleversantes statistiques publiées sur les différentes façons dont les violences agissent sur notre vie quotidienne, mais aussi sur les sondages de plusieurs institutions. Le sujet de la violence est de plus en plus présent dans tous les moyens de communication ; dans les analyses politiques et les programmes des différents partis politiques ; dans les publications et recherches universitaires l'abordant sous différents angles, dans la multiplication de propositions publiques et/ou privées pour lui faire face, limiter, diminuer ou éliminer le fléau. Finalement, cette croissante diversification exprime des tentatives collectives à façonner des sentiments diffus de mécontentement et impuissance face à la situation actuelle et le manque de perspectives à y voir une solution.

On se doit de souligner que cette éclosion, quantitative et qualitative, des indicateurs et approches intervient parallèlement à une reconceptualisation de notre compréhension de la violence. Aujourd'hui, le sens de la violence s'est élargi « [...] de façon à prendre en compte des événements qui autrefois étaient perçus comme des pratiques coutumières de régulation des relations sociales »¹, comme la violence intrafamiliale envers les enfants ou les personnes âgées, les formes diverses de violence symbolique ou physique envers des groupes, catégories sociales, ethnies, races/couleur et principalement la violence envers la femme.

Selon les registres du SIM/MS (Système d'information sur de la Santé), de 1980 à 2013, le pays a comptabilisé 106 093 meurtres de femmes. Ce quantitatif correspond à l'univers des filles et femmes de villes de la taille de Americana² ou Presidente Prudente, à São Paulo ; Macaé, à Rio de Janeiro ou Itabuna, à Bahia. En 2013, dernières données disponibles, 4 762 femmes ont été assassinées en sachant que cette même année, 2 451 municipalités du Brésil, soit 44 % du pays, avaient un nombre moins important de filles et de femmes au sein de leur population. Parmi ces municipalités Borá, à São Paulo, ou Serra da Saudade, à Minas Gerais, n'atteignent même pas 400 habitantes de sexe féminin. Le nombre de femmes assassinées en 2013 équivaldrait à l'extermination de toutes les femmes de 12 municipalités de la taille de Borá ou de Serra da Saudade. Cela provoquerait une commotion, une indignation à échelle internationale. Mais, comme ces femmes ont été victimes de façon dispersée dans l'ensemble du territoire national, une totale indifférence règne face à ces crimes transparents.

La gravité de la situation saute aux yeux lorsqu'on compare à d'autres pays. Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé, le taux de 4,8 homicides pour 100 000 femmes, met le Brésil en 5^e position, derrière El Salvador, la Colombie, le Guatemala et la Fédération russe, seuls pays qui présentent des taux encore plus élevés. Le Brésil connaît 48 fois plus de meurtres

de femmes qu'au Royaume Uni, 24 fois plus de meurtres de femmes qu'en Irlande ou au Danemark, 16 fois plus de meurtres de femmes qu'au Japon ou en Écosse.

Sur 83 pays analysés, le taux moyen est de 2,0 meurtres pour 100 000 femmes. Au Brésil, le taux de meurtres de femmes est de 4,8 pour 100 000 : il est donc 2,4 fois plus important que la moyenne internationale. Le problème est de taille. La moyenne nationale de 4,8 est celle d'un pays extrêmement hétérogène avec des régions bien plus violentes que d'autres qui dépassent la moyenne nationale : des Etats ont des taux qui dépassent largement la moyenne nationale, comme Roraima avec 15,3 pour 100 000 ou Espírito Santo avec 9,3 pour 100 000. Des capitales comme Vitória, Maceió, João Pessoa ou Fortaleza, ont des taux supérieurs à 10 meurtres pour 100 000 femmes. Dans certaines municipalités, comme à Barcelos-AM et à Alexânia-GO, ou à Sooretama-ES, le taux dépasse 20 pour 100 000 femmes.

Ce sont des territoires dans lesquels les conflits et les contradictions doivent être profondément étudiés afin de pouvoir déterminer les causes d'une telle violence envers les femmes. Certes, la situation actuelle caractérisée par des taux élevés de meurtres de femmes est très inquiétante mais la tendance historique qui signale une lente croissance mais constante de ce fléau, l'est bien davantage.

De 1980 à 2013, on est passé de 1 353 meurtres à 4 762, soit une croissance de 252 %. En prenant en compte l'augmentation de la population féminine de 111,1 %, le nombre de meurtres a augmenté de 2,3 % par an. De 2007 à 2013 ces taux passent de 3,9 à 4,8 pour 100 000, avec donc une augmen-



tation de 23,1 % en 6 ans. Cette augmentation si élevée en une période aussi courte doit nous inquiéter fortement d'autant que rien à l'horizon permet supposer la consolidation de mesures qui puissent, sinon éradiquer, au moins contenir les violences faites aux femmes. En utilisant des données de systèmes des Etats de la Fédération comme les plaintes déposées au commissariat, parmi d'autres sources, il a été possible d'établir une estimation du nombre de meurtres de femmes pour l'année 2014 : 4 918. Si notre estimation s'avère juste, on peut en déduire que l'augmentation du nombre de meurtres continue sur le même rythme accéléré observé de 2007 à 2013.

Aujourd'hui, face à l'absence de données ou sources spécifiques, il a fallu développer une méthodologie permettant d'estimer le nombre de meurtres de femmes

dans le pays, selon les définitions de la nouvelle loi 13.104/2015, qui qualifie de « crime odieux l'assassinat de femmes au sein du foyer et de la famille ». Grâce aux données du SINAN³, nous avons pu établir la proportion de femmes ayant subi des violences de la part d'un membre de la famille proche. En 2013, le nombre d'homicides de femmes se monte à 4 762 dont 2 394 (50,3 %) ont été assassinées par un membre de la famille proche de la victime. Ce qui fait 7 meurtres par jour. Parmi les membres de la famille proche, les conjoints et ex-conjoints ont assassiné 1 583 femmes, 33,2 % des homicides de femmes en 2013 : 4 morts par jour tout âge confondu. Mais, si on ne prend en compte que les victimes majeures, cette proportion grimpe à 43 % : plus de 4 sur 10 femmes majeures assassinées ont été victimes de leur conjoint ou ex-conjoint.

² Nombre d'habitants : 229 322 (2015).

³ SINAN : « sistema de informação de agravos de notificação » système d'information de notifications de préjudices.



QUESTION À JACOBO WASELFSZ

Quel est le profil type des femmes victimes d'homicide ?

JW Ce sont des filles et des femmes noires. Les taux des homicides de femmes blanches baissent de 2003 à 2013: de 3,6 à 3,2 pour 100 000, soit une baisse de 11,9%; tandis que les taux des homicides de femmes et filles noires passent de 4,5 à 5,4 pour 100 000, soit une augmentation de 19,5%. Par conséquent, la victimisation des noires qui était déjà de 22,9% en 2003, augmente à 66,7% en 2013. Autrement dit: en 2013, proportionnellement à la taille des respectives populations, meurent assassinées 66,7% plus de filles et femmes noires que de blanches; en une décennie, la victimisation des noires a augmenté de 190,9%; dans les états du Amapá, Paraíba, Pernambuco et Distrito Federal les taux dépassent 300%.

Ce sont des femmes âgées de 18 à 30 ans. À la différence des homicides masculins, les homicides féminins sont fréquemment dus à la force physique, objet coupant/pénétrant ou contondant et très peu aux armes à feu. L'agression au sein du domicile de la victime est, de loin, le cas le plus répandu pour les femmes, il est rare pour les hommes. L'agression est le fait de personnes connues de la victime femme, a contrario, très majoritairement, la victime homme ne connaît pas son agresseur. Tous ces éléments permettent d'affirmer que la violence domestique et familiale a une forte incidence sur les victimes de sexe féminin. Nombreux sont les facteurs qui expliquent la violence de genre et ses conséquences, cependant nous n'avons travaillé que sur un seul: l'impunité. Ce sujet n'a pas fait l'objet au Brésil d'études, raison pour laquelle il nous a semblé

important. Une première approche de la Estrategia Nacional de Justiça e Segurança Pública⁴ (ENASP) est établie dans le Relatório Nacional da Execução da Meta 2⁵, réalisé par le Conselho Nacional do Ministério Público⁶, le Conselho Nacional de Justiça⁷ et le Ministério da Justiça do Brasil⁸. En 2011, inquiets de la faible efficacité de la Justice au Brésil, ces trois organismes établissent une série d'objectifs visant améliorer le système.

Si l'impunité prévaut largement parmi les homicides odieux tout porte à croire qu'elle est la norme lors des cas d'homicide de femmes. La « normalité » des violences faites aux femmes dans l'horizon culturel du patriarcat justifie et même « autorise » l'homme à exercer cette violence afin de punir et corriger les comportements féminins qui transgressent le rôle attendu de mère, d'épouse et de maîtresse de maison. Cette même logique justificatrice se retrouve dans les cas de violence exercée par des inconnus sur des femmes considérées comme transgresseuses du rôle ou comportement culturellement

attendu et/ou imposé à elles. Dans tous les cas, on culpabilise la victime soit de ne pas avoir accompli le rôle domestique attribué soit d'avoir « provoqué » l'agression des hommes dans la rue ou les moyens de transport.

Une deuxième approche de l'impunité des agresseurs peut être faite à travers l'analyse de la population carcérale en croisant le nombre de personnes punies pour violences domestiques et le nombre de femmes victimes de violences enregistrées par le SINAN. Le dernier bilan de la population carcérale publié par le ministère de la Justice correspond au mois de juin 2014⁹. Dans ces relevés, la classification de crime de féminicide, sanctionné récemment, n'est pas encore prise en compte. Toutefois, dans le groupe de crimes contre un individu, 2450 personnes parmi lesquelles 2430 de sexe masculin et 20 féminin, ont été accusées de violence domestique (art. 129, § 9° du Code pénal¹⁰). Deux réserves doivent toutefois être émises: ces classifications pénales des crimes permettent qu'une même personne puisse être accusée de plusieurs crimes, par conséquent le nombre de crimes classifiés peut être le même ou supérieur au nombre de personnes incarcérées; les 2450 crimes correspondent aux 188 866 personnes pour lesquelles le département pénitentiaire national (DEPEN) a pu compléter les informations. Selon le même rapport, la population carcérale était de 607 731 personnes. Conservant les proportions, on en déduit que 7912 sont privées de liberté pour cause de violence domestique.

Mais, par le SINAN, il nous est possible de vérifier qu'en 2014, le nombre de filles et femmes victimes de violences de leur père,

4 Stratégie nationale de justice et sécurité publique.

5 Estrategia Nacional de Justiça e Segurança Pública. Relatório Nacional da Execução da Meta 2: un diagnostic des enquêtes d'homicides au Brésil. Brasília: Conselho Nacional do Ministério Público, 2012.

6 Conseil national du ministère public.

7 Conseil national de justice.

8 Ministère de Justice du Brésil.

9 Levantamento Nacional de Informações Penitenciárias Infopen. Juin 2014; Brasília, Departamento Penitenciário Nacional/MJ. 2015.

10 L'art. 129 § 9° du code pénal établit comme violence domestique la lésion corporelle qualifiée par la proximité du lien familial entre la victime et l'agresseur: tout parent proche – ascendant ou descendant jusqu'au second degré – frères, conjoint ou compagnon.

LE VIOL

Les données connues en 2011 permettent d'établir qu'au moins 527 000 personnes sont violées chaque année au Brésil ; à peine 10 % portent plainte. Les registres du Sistema de Informações de Agravo de Notificação do Ministério da Saúde¹² (SINAN) montrent que 89 % des victimes sont de sexe féminin avec un degré de scolarisation faible. 70 % sont des enfants et des adolescent-es. Les conséquences psychologiques, pour ces garçons et ces filles sont bien entendu dévastatrices. Pour la moitié des viols sur mineur-es, on constate une succession d'agressions sexuelles tout au long d'une période. Les agresseurs des enfants sont pour 24,1 % leur propre père ou beau-père, 32,2 % sont des « amis » ou des connaissances de la victime. Le nombre d'inconnus auteurs du viol augmente à mesure que l'âge de la victime augmente. Il représente 60,5 % des viols d'adultes. D'une manière générale, 70 % des viols sont commis par des parents, fiancés ou autres connaissances de la victime.

conjoint ou ex-conjoint, fils, frères est de 85 900. Il s'agit des agressions d'une telle intensité qu'il a été fait appel à des soins médicaux. On estime que 80 % des soins de santé sont pratiqués par le service dont sont issus ces chiffres ; par conséquent 107 000 filles et femmes auraient été victimes de violences domestiques. En prenant en compte qu'en 2013, 7 912 personnes se trouvaient en prison pour cause de violence domestique, condamnées ou en attente de jugement, on peut en déduire que 7,4 % des agresseurs domestiques, accusés d'avoir commis des violences relativement graves sur leurs victimes, ont été condamnés ou attendent le jugement. Récemment, Raúl Eugenio Zaffaroni, ministre de la Suprême Cours d'Argentine et directeur du département du droit pénal et criminologie à l'univer-

sité de Buenos Aires, disait dans une interview : « Chaque pays a le nombre de prisonniers qu'il décide politiquement. »¹¹ Je prends le risque d'ajouter à la tirade de l'illustre professeur : « Chaque pays a le nombre de femmes assassinées qu'il décide politiquement d'avoir ainsi que le nombre de condamnations pour agressions. »

Le taux d'élucidation des crimes d'homicide est très faible au Brésil. Selon les recherches faites, en 2011 il varie de 5 % à 8 %. Ce pourcentage atteint 65 % aux Etats Unis, 90 % au Royaume Uni et 80 % en France. ◆

¹¹ www.brasildefato.com.br/node/14487.

¹² Système d'informations sur les notifications à caractère grave du ministère de la Santé.

LES INDIENS AU BRÉSIL

Ce qui suit est un document de l'association Survival (www.survival-international.org), qui aide les peuples indigènes à défendre leur vie, protéger leurs terres et déterminer leur avenir. Survival défend activement les droits des Indiens du Brésil. L'organisation mène de nombreuses campagnes ; parmi les plus importantes figurent celles des Awá, des Guarani et des Makuxi. À un niveau plus général, l'association appelle le Brésil à reconnaître leur droit à posséder leurs terres, conformément aux conventions 107 et 169 de l'OIT qu'il a ratifiées en 1965 et en 2002.





Les Indiens du Brésil constituent des sociétés très diverses, parlant un grand nombre de langues issues de différentes familles linguistiques. Ils vivent dans des environnements aussi variés que des forêts tropicales humides, des savanes, des forêts d'épicaux ou des déserts. Depuis l'arrivée des Européens, les Indiens du Brésil ont subi un génocide à très grande échelle et ont été spoliés de la plupart de leurs terres. Aujourd'hui certaines d'entre elles sont toujours aux mains de propriétaires terriens, exploitées dans le cadre de projets industriels, ou bien envahies par des mineurs ou des colons.

Les Indiens sont aujourd'hui encore parmi les citoyens les plus marginalisés et les plus vulnérables du Brésil. Ils sont toujours victimes des maladies transmises par les envahisseurs, de malnutrition lorsqu'ils sont privés de leurs territoires de chasse, ou bien encore de la violence perpétrée par les hommes de main recrutés par les fermiers et les propriétaires terriens pour les chasser de leurs terres. Un racisme profondément enraciné vis-à-vis des Indiens est à l'origine de cette situation : ils sont toujours légalement considérés comme des mineurs.

L'exigence première des Indiens est de pouvoir exercer le contrôle de leurs terres : le Brésil est l'un des deux seuls pays d'Amérique du Sud qui ne reconnaît pas encore leurs droits à posséder la terre. Si les Indiens du Brésil étaient reconnus comme des propriétaires à part entière, cela leur apporterait une réelle protection contre les individus ou les entreprises qui les envahissent et détruisent leurs modes de vie et souvent leurs vies mêmes.

DÉMOGRAPHIE

On estime que 5 millions de personnes représentant au moins 1 000 groupes vivaient au Brésil lorsque les Européens y débarquèrent en 1500. Cinq siècles de massacres, de tortures, de maladies et d'exploitation ont ravagé cette population indigène. En moyenne, une tribu a disparu tous les deux ans durant le XX^e siècle. Réduits à environ 100 000 personnes à la fin des années 1950, les Indiens au Brésil sont aujourd'hui près de 350 000, répartis en 200 groupes dispersés dans quasiment toutes les régions de ce vaste pays, parlant un grand nombre de langues issues de différentes familles linguistiques.

Il n'existe pas de recensement officiel spécifique des Indiens du Brésil. Les estimations les plus récentes proviennent d'organisations gouvernementales (comme la Funai) ou non gouvernementales. Les estimations oscillent ainsi entre 345 000 personnes (Funai) et 399 000 (Funasa, Fondation nationale de la santé). Il faut ajouter à ces chiffres les Indiens urbanisés, mal connus des institutions, estimés entre 100 000 et 350 000 personnes. Les Indiens du Brésil représentent donc entre 0,2 et 0,4% de la population totale brésilienne.

La population amérindienne du Brésil compte plus de 200 ethnies :

- Une quinzaine compte moins de 50 membres, parfois même une dizaine seulement.
- Il y a au moins 50 groupes d'Indiens non contactés au Brésil, plus que partout ailleurs dans le monde
- L'immense majorité (plus de 70%) compte moins de 1 000 personnes
- Seuls sept peuples représentent plus de 10 000 personnes (entre autres les Yanomami) dont trois plus de 20 000 personnes : les Kaingang, les Tikuna et les Guarani.

Leur expérience de contact avec les Européens est également très variée : certains d'entre eux, comme les Guarani des terres arides du sud du Brésil, sont en contact avec les Blancs depuis 500 ans ; d'autres ne le sont que depuis très récemment ; enfin certains groupes demeurent encore isolés. La plupart des Indiens du Brésil vivent de chasse, de pêche, de cueillette, et d'agriculture itinérante, principalement en Amazonie. Seuls les groupes non contactés comme les Awá et les Maku d'Amazonie sont totalement nomades et vivent exclusivement de chasse et de cueillette.

LANGUES

On estime qu'environ 180 langues sont parlées au Brésil dont 140 uniquement en Amazonie alors que plus de 1 200 langues étaient parlées avant la conquête du pays. 110 langues indiennes ont chacune moins de 400 locuteurs. Ces langues sont mal connues et très peu ont fait l'objet d'études détaillées. La grande majorité des langues amérindiennes se distribuent en quatre grandes familles linguistiques : caribe, arawak et jê, seule grande langue strictement

brésilienne. Le reste des langues amérindiennes se répartit en une dizaine de petites familles, amazoniennes pour la plupart.

LE STATUT D'INDIEN AU BRÉSIL

Les Indiens sont, depuis 1973, soumis aux dispositions du Statut de l'Indien qui les place sous la tutelle de l'État, faisant d'eux des mineurs devant la loi. Un droit de « possession permanente » sur les terres qu'ils occupent depuis des temps « immémoriaux » leur est théoriquement accordé, à l'exclusion du sous-sol, l'État fédéral étant garant de l'exercice de ces droits en tant que propriétaire des terres.

Au début des années 1980, un document du gouvernement brésilien, soucieux de transformer le statut des Indiens, élaboré des critères d'« indianité » ; les individus définis comme « indiens » continuant à être privés de nombreux droits sociaux et politiques. Ceux qui n'étaient pas indiens d'après ces critères, notamment tous ceux qui parlaient le portugais, seraient « émancipés », c'est-à-dire ne seraient plus considérés comme mineurs devant la loi mais perdraient tout droit de vivre sur les terres indigènes et de les utiliser. Des protestations s'élevèrent du monde entier et le gouvernement dut faire marche arrière.

Le texte de la Constitution de 1988 offre une situation plus favorable aux Indiens. Elle indique que « les Indiens doivent se voir reconnaître leurs organisations sociales, leurs coutumes, leurs langues, leurs croyances et leurs traditions, ainsi que leurs droits originels sur la terre qu'ils occupent traditionnellement... ». L'assimilation n'est plus mentionnée et les droits historiques des Indiens sur les terres

qu'ils occupent reconnus. L'État a obligation de reconnaître légalement ces terres – qui demeurent néanmoins sa propriété – en procédant à leur démarcation et en garantissant les droits de possession permanente et d'usufruit exclusif des ressources qui s'y trouvent. La Constitution de 1988 prévoit également des mesures dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection des savoirs traditionnels indigènes sur la biodiversité.

LES INDIENS AU BRÉSIL DEPUIS 2002

En septembre 2002, le PT, parti actuellement au pouvoir au Brésil¹, s'était engagé, dans son manifeste électoral « Engagements envers les peuples indigènes », à « reconnaître et de garantir les droits à la terre et à l'autodétermination » des peuples indigènes du Brésil et à mener un « combat contre l'impunité de ceux ayant commis des crimes envers les Indiens ». Les Indiens avaient alors accueilli avec espoir ces engagements. Pourtant, les Indiens continuent de subir le déni de leurs droits territoriaux, l'invasion et l'occupation illégales de leurs terres, et sont toujours victimes de violences et du pillage leurs ressources. La Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) a vu son budget réduit de 8% en 2004, retardant encore un peu plus la démarcation et la protection des terres indiennes. Les auteurs de crimes contre des Indiens jouissent encore d'une totale impunité.

¹ Suite à la destitution de Dilma Rousseff, le PT n'est plus au pouvoir depuis août 2016.

Un grand nombre de projets de loi proposés au Congrès brésilien pourraient, s'ils étaient retenus, saper les garanties constitutionnelles portant sur la démarcation et la protection des terres indigènes et l'approbation par le Congrès d'un nouveau statut de l'Indien plus favorable se fait toujours attendre. Le Brésil a ratifié la convention 169 de l'OIT en juin 2002 et cette dernière est rentrée en application le 19 avril 2004. La convention stipule que « les gouvernements doivent en tant que de besoin prendre des mesures pour identifier les terres que les peuples intéressés occupent traditionnellement et pour garantir la protection effective de leurs droits de propriété et de possession » (article 14 alinéa 2). Malheureusement, le gouvernement a depuis démontré une regrettable propension à céder devant les groupes d'intérêts économiques et politiques.

LE DROIT À LA TERRE

Seulement un peu plus de la moitié des territoires indigènes ont été ratifiés par le gouvernement et environ 20% n'ont même pas été identifiées ou ne sont qu'au premier stade de l'identification, en violation flagrante avec la Constitution du Brésil qui stipule que tous les territoires indigènes devaient être reconnus au 31 octobre 1993. Plusieurs milliers d'Indiens vivent confinés dans des réserves surpeuplées, coupés de leurs terres ancestrales et sans aucun moyen d'assurer leur subsistance. Cette situation a conduit à des conflits internes qui se traduisent par le suicide, l'homicide et un très fort taux d'alcoolisme.

La plus tragique réaction à la spoliation de leurs terres et au déplacement forcé est l'exceptionnel taux de suicide qui sévit

parmi les plus jeunes. Entre 1986 et 1999, 304 suicides ont été enregistrés dans les communautés guarani. Plus de 1% de la population guarani a volontairement mis fin à ses jours, ce qui représente le taux de suicide le plus élevé au monde.

LE DROIT À LA VIE

La plupart des crimes perpétrés à l'encontre des Indiens restent impunis, leurs auteurs n'étant jamais présentés devant un tribunal ni même condamnés, et ce malgré l'engagement du gouvernement à mettre un terme à l'impunité qui règne. Marcos Veron, un leader guarani, fut battu à mort en janvier 2003 alors qu'il défendait sa communauté qui venait de se réinstaller sur sa terre. Malgré une brève enquête de police ainsi que plusieurs arrestations, aucune condamnation n'a, à ce jour, été prononcée. Durant ces trente dernières années, au moins 12 Makuxi ont été assassinés par les hommes de main des propriétaires terriens de la région. Personne n'a encore été poursuivi et condamné pour ces crimes qui restent impunis.

LE DROIT À LA SANTÉ

Plusieurs programmes de santé destinés aux indiens menés avec succès par des ONG ne sont plus financés et dans certaines régions, les répercussions sont catastrophiques sur le plan de la santé et de la mortalité. Faute de soins et de vaccination, huit Yanomami sont décédés entre juillet et novembre 2004 et 17 Indiens de la vallée du Javari entre 2003 et 2004. Selon la Fédération régionale indigène, le taux de mortalité infantile dans le haut Rio Negro est monté à 82,9/1000 en novembre 2004 alors que le taux natio-

International trade union network of solidarity and struggle
Réseau syndical international de solidarité et de lutte
Rede Sindical Internacional de solidariedade e de luta
Red sindical internacional de solidariedad y de lucha
Rede sindacala internacionala di solidariedade e di lotta

www.internationalist.org

Le Réseau syndical international de Solidarité et de Lutte exprime toute sa solidarité avec le peuple Kaiowa Guarani pour leurs terres ainsi celle de tous les peuples originaires

Les violences exercées à l'encontre du peuple Kaiowa Guarani par la DOF et les hommes de main des propriétaires terriens doivent cesser.

Malgré la demande d'intervention et protection, faite par les Kaiowa Guarani à l'État Brésilien, à travers le Président de la Commission de Droits de l'Homme de la Chambre des Députés à Brasilia, la DOF continue à attaquer les personnes avec l'aide des hommes de main.

Une démarcation immédiate doit être faite et toutes les revendications du peuple Kaiowa Guarani, ainsi que celles de tous les peuples originaires doivent être satisfaites

L'Etat Brésilien a l'obligation d'empêcher ce massacre et assurer les droits des peuples originaires!

**TOUT LE SOUTIEN À LA LUTTE GUARANI KAIOWÁ!
LA TERRE A CEUX ET CELLES QUI LA TRAVAILLENT !**

nal est de 27,5/1000. Dans trois communautés guarani visitées en décembre 2004, 31,7% des enfants souffraient de malnutrition et 14% de malnutrition grave. Ces taux élevés s'expliquent principalement par le fait que les Indiens ne peuvent survivre sur le peu de terre qu'ils occupent actuellement en attendant que la justice reconnaisse leurs droits territoriaux.

DEUX PEUPLES, DEUX DESTINS INDIENS AU BRÉSIL

Les Awá seraient au nombre de 350. 250 d'entre eux, précédemment contactés, vivent dans quatre territoires indigènes et la Funai estime que qu'encore une centaine

d'entre eux nomadisent. Au tout début du XIX^e siècle, les Awá ont abandonné la vie sédentaire et l'agriculture pour la vie nomade afin d'échapper aux violentes attaques des envahisseurs européens. Victimes des tentatives d'extermination, perverses et systématiques, de la part des fermiers et des colons, beaucoup d'entre eux ont été contactés par la Funai ces quinze dernières années. Quelques-uns vivent dans des postes gouvernementaux mais beaucoup sont encore nomades, sans contact connu avec l'extérieur. Tous assurent leur subsistance par la chasse et la cueillette; les groupes nomades, très mobiles, ne comportent pas plus de 20 ou 30 personnes.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (CSP-Conlutas) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (CGT) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (Solidaires) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (KPRI) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (Intersindical) - Etat espagnol.
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (SNAPAP) - Algérie.
- Batay Ouvrye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (USI) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (CNT SO) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (CO.BAS) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (OGTHI) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (SI COBAS) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (CNT-F) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (IAC) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (UGTSARIO) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (ESK) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (CNTS/FC) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (EFTTU) - Egypte.
- Sindacato Autorganizzato Lavorator COBAS (SIAL-COBAS) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (GFIU) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (CCT) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Perou

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT/TUC) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés - Confédération Syndicale Chrétienne (CNE/CSC) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (SINALTRAINAL/CUT) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (FGPTT/UGTT) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (SYNTRASEH) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Flocruz (ASFOC-SN) - Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (ORSA Ferrovie) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (CUB SUR) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (CUB Immigrazione) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (CAT) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (CUB SALLCA) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (SYTRAIL/UNTM) - Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (GIDA-İŞ/DİSK) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (SNPTTB) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (ANFACSS) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (CLA) - Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (CUB Trasporti) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (SESS) - Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (PPSWU) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (USE) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (STCC) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (Sinutapetrolgas) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (CUPW-STTP) - Canada.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (TUC Liverpool) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (ORMA Brescia) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (SUD Vaud) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (SU Metro) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (DERİ-İŞ Tuzla et Izmir) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (L'autre syndicat) - Suisse.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (CGSP/FGTB Bruxelles) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (IG Metall Berlin) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahía Blanca (-SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahía Blanca) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (UCU Liverpool) - Angleterre.

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (IWW)

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (TIE Germany) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (Emancipation) - France.
- Globalization Monitor (Gmo) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (CSR) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) - France.
- Basis Initiative Solidarität (BASO) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.

En 1982, le Brésil entreprit de cadastrer tous les territoires indiens de la région, condition imposée par la Banque mondiale à l'attribution d'un prêt finançant un projet industriel de développement; les fonds de la Banque mondiale ont été réservés à cette fin mais jusqu'à aujourd'hui le territoire des Awá n'a pas encore été cadastré et l'accroissement des empiétements de ce territoire par l'industrialisation, les fermiers et les colons expose les indiens à la violence et aux maladies. Les Awá resteront vulnérables tant que leur terre ne sera pas légalement protégée.

Les Guarani sont parmi les premiers peuples contactés par les Européens à leur arrivée en Amérique du Sud il y a plus de 500 ans. Environ 30 000 au Brésil, ils représentent la plus nombreuse population indigène du pays; d'autres Guarani vivent en Argentine, au Paraguay et en Bolivie. Les Guarani ont terriblement souffert du vol de presque toutes leurs terres, des milliers d'entre eux sont maintenant entassés sur de très petites parcelles, de plus en plus cernées par les fermes d'élevage et les plantations. La terre dont ils disposent n'est pas suffisante pour qu'ils puissent subsister de

leurs activités traditionnelles: la chasse, la pêche et l'horticulture. Ce qui cause leur exploitation, par les fermiers et les propriétaires, comme main-d'œuvre bon marché. Cette situation a conduit à de graves dépressions et une vague de suicide dans les communautés: 320 Guarani se sont suicidés entre 1986 et le début de l'an 2000, le plus jeune n'étant âgé que de neuf ans. Les Kaiowá, l'un des trois groupes guarani, ont résisté au contact avec les colonisateurs pendant plusieurs siècles, trouvant refuge dans les forêts luxuriantes de la région. En 2003, son leader Marcos Veron a été frappé à mort par des hommes de main à la solde des propriétaires terriens lorsque la communauté, après de nombreuses tentatives, était retournée sur la terre dont elle avait été expulsée dans les années 1950. Les membres de la communauté occupent actuellement une petite fraction de leur territoire depuis que le tribunal a décidé qu'ils pouvaient y rester jusqu'à ce que la Funai ait légalement « identifié » la zone. Peu de temps avant sa mort, Marcos avait déclaré: « Cette terre représente ma vie, mon âme. Si vous m'éloignez de ces terres, vous m'ôtez la vie. » ◆

LESBIENNES, GAYS, BISEXUEL-ELLES, TRANSSEXUEL-ELLES, TRAVESTI-ES ET TRANSGENRES

FACES DA BRASILIDADE

par Gabriel Teixeira

Gabriel Teixeira, psychologue et éducateur, est coordinateur LGBT du Coletivo de Entidades Negras de CSP-Conlutas. Il ouvre ce chapitre consacré aux lesbiennes, gays, bisexuelles, transsexuel-elles, travesti-es et transgenres.



La construction de l'identité repose, parmi d'autres nuances, sur la perception que chacun et chacune a de lui-même et de l'autre, tout en convoquant la perception de la signification d'être un individu, dont sa subjectivité est respectée dans une construction dialectique.

Bien que le Brésil soit connu, entre autres, par sa diversité culturelle, ethnique, religieuse, nous ne pouvons ignorer la difficulté de tous ceux et toutes celles qui composent cette diversité à intégrer « le vivre ensemble ». Les faits de racisme, d'intolérance religieuse, machisme, sexisme, misogynie, etc., sont si nombreux et violents qu'ils viennent à être banalisés au sein de la population brésilienne.

La réalité vécue par les Brésiliennes et brésiliens faisant partie de la population LGBTs, est extrêmement préoccupante. Dans toute la presse quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, au-

delà des programmes télé des émissions sensationnalistes, on constate un non-respect de leurs droits, de leur intégrité physique et une mise en danger de leur vie. Les viols et assassinats LGBTphobes sont quotidiens, hissant le Brésil au triste palmarès du pays dans lequel le nombre de meurtres de gays, lesbiennes, transsexuelles et travesti-es est le plus important au monde. Pour ces derniers et dernières, la moyenne de vie est d'à peine 34 ans : leurs rêves et projets sont interrompus par la violence.

Les discours de haine tenus par les religieux néo-pentecôtistes présents notamment au parlement brésilien sans aucun respect de la laïcité, pourtant garantie par la Constitution du Brésil, sont pour beaucoup responsables de cette ignoble violence.

Des militant-es et des universitaires qui défendent les droits humains exigent du pouvoir la criminalisation de tous les faits

considérés LGTBphobes ; cependant, cette lutte s'avère difficile car les préjugés sont trop nombreux. Toutefois, l'an passé, le gouvernement a signé un décret sur le nom d'usage et la reconnaissance de l'identité de genre des personnes travesties ou transgenre pour toutes les démarches administratives garantissant ainsi le respect de ces personnes en leur évitant une souffrance supplémentaire.

Le monde doit regarder le Brésil dans sa globalité sans s'arrêter « à la joie et à l'apparence festive de son peuple ». Tout en sachant que les aspects économiques ne peuvent être ignorés dans la construction du structurant des personnes, la préservation de la vie humaine est ce qui assure la préservation d'un peuple et de son histoire. La vie se transforme à chaque instant et préserve son identité diverse et singulière. « *Brésil ouvre tes bras et reçoit tes filles et tes garçons car tu verras aucun de tes enfants ne fuit la lutte.* » ♦

Traduction du titre :
Les facettes
du « se sentir brésilien »

ENTRETIEN AVEC CARLOS DANIEL, RESPONSABLE DU SECTEUR LGBT DE CSP-CONLUTAS

C

Carlos Daniel construit la sectorielle LGBT de la CSP-Conlutas. Il est fonctionnaire et travaille au sein de l'Agence brésilienne de l'environnement appelée Ibama. Il est syndiqué au syndicat des fonctionnaires fédéraux de l'État de São Paulo. Dans son syndicat, et tous ceux du secteur, avec ses camarades, ils construisent une politique LGBT de classe, ici au Brésil. Nous avons rencontré Daniel en juin 2015 lors du congrès de la CSP-Conlutas.

Carlos Daniel Mon histoire est un peu particulière et même drôle. Je ne connaissais pas mes parents pendant la période de dictature militaire. Je ne les ai rencontrés qu'au moment de la loi d'amnistie. Mes parents étaient, d'ailleurs mon père est encore, militant du Parti communiste du Brésil. Dès mon plus jeune âge, les questions politiques m'intéressaient. Je n'avais pas encore pris conscience de mon homosexualité. J'ai commencé à militer au sein de Jeunesses socialistes qui est l'organe des jeunes du PCdoB. À cause de la pratique stalinienne mise en place, il y avait énormément de préjugés et j'en ai beaucoup souffert. On m'a dit, dans les instances du parti, que l'homosexualité était une déviation petite-bourgeoise et qu'en tant que telle nous devions la combattre. Et même sans pouvoir vivre mon homosexualité en militant, je trouvais important que les travailleurs et travailleuses prennent le pouvoir. C'est pour cela que j'ai continué à militer.

Mais au moment de l'ascension de Lula au pouvoir porté par la Frente popular, nous avons constaté que toutes les revendications de la classe ouvrière se sont émiettées. Elles avaient été trahies.

Alors je me suis éloigné du mouvement en pensant que c'était fini, plus aucun espoir. C'est à ce moment-là que je réussis mon concours dans l'administration. Tout de suite après, on commence une grève et la direction du syndicat des fonctionnaires, affilié à la CSP-Conlutas, mène la lutte avec un grand respect des décisions de la base même lorsqu'elles ne vont pas dans le sens de leurs propositions. Tout cela a fait que je me rapproche du syndicat. Et dans le quotidien, je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas de souci avec notre orientation, notre identité de genre. Au contraire, cela faisait partie des revendications du syndicat lui-même, avec du matériel, même si encore balbutiant. C'est ce qui a fait que mon activité syndicale soit devenue mon travail militant central et la lutte LGBT dans le cadre syndical en plus des revendications économiques, des revendications de classe... Mon histoire a été à peu près comme ça...

Quelle est la situation des camarades lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transsexuel-e-s, aujourd'hui ?

CD Le Brésil vient de vivre un intense débat électoral et le point sur les droits civiques des LGBT a été central. Au premier tour des élections, les candidatures de gauche, notamment celle de la députée Luciana Genro do PSOL a su exprimer dans sa totalité le sentiment de combat aux préjugés, à la répression qui existe contre nous. Au second tour, nous avons eu de la part de la candidate à l'époque et au-

jourd'hui présidente, un positionnement bien défini avec l'assurance d'un cadre contre la criminalisation de la LGBT-phobie. Elle l'avait annoncé publiquement lors de débats. Obtenant ainsi le soutien d'activistes LGBT parmi lesquel-les le seul député fédéral brésilien ayant assumé son homosexualité Jean Wyllys. Ce dernier a même fait lors de la campagne au second tour un appel aux militants et militantes LGBT pour voter pour Dilma Rousseff car elle ferait plus pour les LGBT.

Que s'est-il passé lors de ce second mandat ? Un projet de loi qui attendait au parlement depuis huit ans, celui de PL 122, posait le débat sur la criminalisation de la LGBT-phobie qui, pour nous est essentiel. Au Brésil, il existe déjà des lois contre les préjugés, la discrimination et les violences faites aux femmes, également aux noir-es. Le crime de racisme est inscrit dans la constitution comme imprescriptible sans possibilité de caution. Mais il n'y a rien contre les crimes commis envers les LGBT. Pourtant ce projet de loi a été archivé, ce fut l'héritage du second mandat de Dilma Rousseff. Cette volonté politique va bien au-delà car a été nommé à la présidence de l'assemblée des députés, un député de la base alliée du PMDB Eduardo Cunha de l'état de Rio de Janeiro. Ce député a été élu sur un programme de criminalisation de l'avortement, et pourtant au Brésil le droit à l'IVG est minuscule, de loi sur le statut de la famille en tant qu'une union d'un homme et d'une femme et non de deux personnes. Ce qui est un projet très clairement LGTBphobe dans le sens qu'il essaie que l'État brésilien recule face à des conquêtes garanties non pas par le pouvoir législatif mais par le pouvoir judiciaire.

Un couple d'hommes ou de femmes peut se marier, et avoir plusieurs droits qui découlent de la constitution d'une famille. Car le pouvoir judiciaire brésilien à travers la plus haute Cour, la Cour constitutionnelle, comprend que la famille est l'union de deux personnes et non obligatoirement de deux personnes de différents sexes.

Un petit panorama de la conjoncture politique va nous permettre maintenant de comprendre la réalité. Depuis les années 2000, le Brésil commence, à travers une des ONG de LGBT, à comptabiliser les morts qui sont la conséquence de la haine et des préjugés, envers les LGBT. Malheureusement pour nous, au vu du nombre de morts comparé au niveau mondial, mon pays gagne la triste première place au palmarès des assassinats de LGBT. Selon ces données, 44 % de ces meurtres sont comptabilisés dans le monde, nous savons bien qu'un nombre important de morts des LGBT est invisible, et c'est particulièrement le cas au Brésil. Nous déplorons la mort d'un ou une LGBT par jour. Les assassinats de LGBT ne sont pas des assassinats simples. Je veux dire avec un coup de feu, un coup de couteau... Bien entendu, tout assassinat est terrible mais ceux des LGBT présentent un « raffinement » de cruauté. Pour les lesbiennes, dans beaucoup de cas on constate qu'elles sont d'abord violées, par un collectif d'hommes, pour qu'elles « apprennent » à aimer le pénis, ce qu'on appelle « viol correctif », et ensuite assassinées pour qu'elles ne puissent pas témoigner et identifier les agresseurs. Les travestis, qui proportionnellement connaissent le nombre le plus important d'assassinats, sont dans des situations de prostitution et de rue. Elles sont, ou rackettées par la police, qui est

l'appareil de répression de l'état, ou, souvent, elles sont renversées par des voitures, assassinées car étant dans des situations de prostitution, elles n'ont pas soldé leur « dette » envers ceux qui sont au bout de la chaîne de la prostitution, parmi lesquels nombre de membres de l'appareil répressif de l'état lui-même. Les homosexuels masculins, sont victimes d'assassinats ayant également un modo operandum bien particulier. Nombreux sont ceux qui meurent sous la « technique » de l'empalement. Je ne sais pas si ce n'est pas trop lourd... je suis désolé mais c'est la réalité.

Bien entendu continu, je suis juste impressionnée par le degré de violence

CD L'empalement comme tu peux l'imaginer consiste à introduire par l'orifice anal un manche en bois, souvent un balai, en sortant par la bouche de la victime. Parfois le visage de l'homosexuel masculin est défiguré par des coups de couteau. Nous constatons que dans les assassinats des LGBT au Brésil, il n'y a pas seulement une volonté de tuer mais de nous éliminer de la face de la terre. Aujourd'hui au Brésil, on voit que les nouvelles générations assurement leur homosexualité plus tôt et avec plus d'affirmation. Ils nous tuent, mais nous réapparaissons avec force.

Notre mouvement hiérarchise les priorités et la criminalisation est notre fer de lance; non pas qu'elle soit la solution miracle comme on peut le constater vis-à-vis des femmes, puisque la violence machiste est loin d'être finie, de même que celle contre les noirs, mais au moins elle inhibe. Car tant qu'on n'a pas un cadre de criminalisation, la même morale qui tue est celle qui fait les blagues. C'est la même morale qui associe notre orientation



sexuelle ou notre identité de genre à quelque chose de drôle, de ridicule, dont on peut se moquer. Cette morale qui se moque de nous est qui au bout nous tue, est palpable dans les medias. Il y a de très nombreuses émissions de télévision basées sur des blagues faciles sur notre allure, notre façon de parler, sur un travesti ou sur le harcèlement sexuel. Ces émissions sur des chaînes de grande écoute, nous considérons que ce sont des concessions de l'État parce qu'elles peuvent être émises avec des satellites nationaux, mises à disposition par l'État brésilien. C'est-à-dire, que l'absence d'un cadre régulateur, présuppose la présence de l'état dans la politique LGBT-phobie, non seulement par omission mais parce qu'il fournit les conditions conduisant à ce que cette LGBT-phobie puisse avoir lieu chaque fois que nous allumons la télé ou écoutons la radio. Cela va encore plus loin. Au Brésil, les temples de quelconque culte utilisent fréquemment l'association de notre identité de genre ou orientation sexuelle à quelque chose de sataniste. Ceci à une conséquence indirecte qui ne rentre pas dans les 44 % d'assassinats à l'échelle mondiale, cette conséquence est le suicide des LGBT.

Souvent, ils et elles viennent de familles croyantes et le sont aussi. Du coup, ils et elles n'arrivent pas à concilier la foi qui leur a été enseignée avec leur essence, c'est-à-dire leur identité ou orientation et le nombre de suicides au sein des LGBT est extrêmement élevé. Nous exigeons également que toute religion ou temple de quelconque culte, qui propage un message négatif sur les LGBT soit puni de façon exemplaire. On ne peut confondre liberté d'expression avec un discours de haine et de génocide. Ce cadre légal existe déjà dans certains pays d'Europe qui sont passés par le joug du nazisme mais au Brésil il n'existe pas.

Quelle jonction y a-t-il entre ta lutte LGBT et ta lutte de syndicaliste ?

CD La question est excellente. Toutes les LGBT sont opprimées mais toutefois dans la société de consommation dans laquelle nous vivons, les LGBT qui arrivent à payer des sommes importantes, qui d'ailleurs ne sont pas accessibles à la plupart de la population, peuvent exercer leur activité et leur sexualité dans des ghettos. On utilise une expression connue dans le monde entier c'est le pink money. C'est une toute petite frange mais les autres, les LGBT de la classe ouvrière sont frappées à la fin des manifs, agressées dans la rue. Le premier cas connu au Brésil a été celui d'un maître-chien assassiné par un groupe de skinheads néo-nazis en 2000. Soit dit en passant, nous sommes la cible préférée des néo-nazis comme nous l'avons été des nazis eux-mêmes. Il sortait d'une zone LGBT de la ville, le Largo do Arouxo, et a été frappé par 10 skinheads jusqu'à la mort. Par les données, nous voyons que ceux et celles qui meurent, qui souffrent le plus

sont les LGBT de la classe ouvrière car ils et elles ne peuvent pas se protéger derrière l'argent. Cette oppression est utilisée par le système capitaliste pour que nous gagnions moins, pour que nous n'ayons pas de plein-temps et que, du coup, nous soyons une force de travail affaiblie. Les LGBT qui sont dans le marché du travail formel au Brésil, occupent souvent des sous-emplois dans un nombre de secteurs limités (télémarketing, sous-traitance, dans le nettoyage, sécurité)... Ces LGBT-là, sont celles qui gagnent moins. Imagine le cas d'un couple de deux lesbiennes : déjà la femme gagne 30 % moins que l'homme donc quand on additionne leur salaire ce sera toujours moins que pour un couple hétérosexuel. Et en plus ces femmes de la classe ouvrière vont être la cible d'attaques machistes, de viols... Et là, les syndicats, qui sont une identité de classe faite par les travailleurs et les travailleuses, sont essentiels ; ce sujet doit y être présent, car la LGBT-phobie est présente au sein même des lieux de travail. Elle est souvent la porte d'entrée du harcèlement envers toute la classe. Car c'est une revendication de classe.

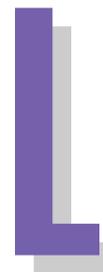
Il est inadmissible de croire que je suis le seul à souffrir de la mort, par exemple, de la travestie qui, on vient de l'appendre a été tuée hier dans l'état du Nordeste avec toute la cruauté qui caractérise les assassinats de LGBT. Nous pensons que toute la classe ouvrière doit souffrir avec, parce que c'est une travailleuse de plus qui est assassinée à cause de la genèse du capitalisme qui est de nous diviser pour mieux nous exploiter.

Par rapport aux luttes qui sont nombreuses au Brésil, parmi celles-ci laquelle te semble la plus importante la plus urgente ?

CD Ta question me fait penser aux revendications. Il y a deux points. Au Brésil aujourd'hui, la population remet en cause le pouvoir mis en place. La population avait envahi les rues il y a deux ans contre l'augmentation du billet de bus mais il y avait aussi d'autres revendications. La première, c'était contre l'augmentation, la deuxième pour la santé publique de qualité, la troisième pour l'éducation et la quatrième était contre un projet – qu'ils essaient toujours de faire passer – « la cure gay ». On promettait que des professionnels médicaux allaient « soigner » notre homosexualité. On ne peut pas oublier qu'en 1919, en Allemagne, la dispute était forte entre ceux et celles qui voulaient une société plus juste et ceux et celles qui voulaient le nazisme.

Donc nous voulons vraiment travailler sur la conscience de classe pour que les revendications contre les oppressions soient des revendications de la classe ouvrière. Il est inadmissible que les syndicats soient aujourd'hui ce qu'ils sont très souvent, des espaces hostiles aux LGBT, aux femmes. On veut changer la conscience de la classe. Du point de vue des revendications tactiques, c'est la criminalisation de la LGBT-phobie. L'omission de l'État fait que derrière chaque coup de couteau souffert par une LGBT il y ait la main de l'État qui assassine les LGBT au Brésil par l'impunité. La revendication principale est celle de la criminalisation de la LGBT-phobie sans laquelle nous enterrons tous les jours des LGBT tués impunément. ◆

LES GOUVERNEMENTS DU PT ET LES LGBT



LE PROGRAMME « BRÉSIL SANS HOMOPHOBIE » ET LA CONFÉRENCE NATIONALE LGBT

Ce programme a été mis en place lors du premier gouvernement Lula. Ce projet n'a jamais atteint ses buts ; mais il a permis de coopter les leaders du mouvement dans le soutien gouvernemental et de donner à l'étranger une image de politiques publiques au service des LGBTs... sans pour autant faire avancer les droits. En 2008, le gouvernement a convoqué la première Conférence nationale LGBT, censée déboucher sur la formulation de politiques publiques en faveur des LGBTs, suite aux discussions à échelle municipale et des Etats de la Fédération ; ceci, pour tous les secteurs de la vie de la population : éducation, santé, sécurité publique, logement, travail et emploi, sécurité sociale. En réalité, il en est sorti une « lettre de recommandations » dont quasiment toutes les propositions n'ont jamais été prises en compte par le gouvernement.

DILMA ROUSSEFF, LA « LETTRE AU PEUPLE DE DIEU », L'INERTIE ET LE SILENCE DU GOUVERNEMENT

Le second tour des élections de 2010 fut marqué par le recul du PT quant aux combats contre les oppressions. Face à des accusations de la droite et de la presse, Dilma Rousseff a non seulement pris position contre l'avortement mais publié une lettre intitulée « Lettre au peuple de Dieu », dans laquelle elle s'engageait

LA DESTITUTION



à ne faire aucune proposition qui puisse froisser les secteurs évangéliques et catholiques, comme la légalisation de l'avortement ou le mariage entre personnes du même sexe. Cette lettre provoqua un mécontentement général des mouvements féministes et LGBTs. Le kit *Escola sem Homofobia*¹, seule proposition issue de la première Conférence nationale à être prise en compte, a eu droit au veto de la présidente face à la menace des homophobes du Congrès d'exiger la déposition du ministre Palocci sur des questions de corruption. Palocci est tombé quelques jours après, mais le veto du kit a été maintenu. Le mécontentement envers le gouvernement et une vague de violences homophobes, d'ailleurs toujours d'actualité, ont fait qu'en 2011, la criminalisation de l'homophobie a été reconnue dans la loi.

Sous pression, Dilma Rousseff a convoqué la deuxième Conférence. Le climat était bien différent de celui de la première. La

présidente n'était pas présente. Au début de 2013, le PT s'est retiré de la Commission des droits humains et des minorités de la Chambre des députés (CDHM), laissant l'espace libre aux secteurs les plus réactionnaires. L'élection du pasteur Marco Feliciano (PSC/SP) à la présidence de cette commission a indigné les mouvements sociaux et une vague de protestations dans tout le pays avec un écho à échelle internationale.

DOUBLE JEU AU NOM DE LA « GOUVERNABILITÉ »

D'une part, le gouvernement fédéral du PT a aligné des discours accompagnés de propositions politiques jamais mis en place. D'autre part, lorsque le groupe parlementaire homophobe exerce une pression, le gouvernement reculait pour ne pas perdre leur soutien au Congrès ! Les camarades de CSP Conlutas l'affirment : « C'est la rue mobilisée qui permet les avancées sociales et sociétales. Lutter contre le capitalisme c'est lutter contre l'oppression qui aiguise et intensifie l'exploitation. Nous devons combattre l'homophobie au quotidien, dans tous les espaces : *Para combater a homofobia, a luta é todo dia*² » ! ♦

1 Ecole sans homophobie.

2 Pour combattre l'homophobie, la lutte c'est tous les jours.

L'actualité politique brésilienne de ces derniers mois a été marquée par le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff. Nous publions plusieurs textes, qui se rejoignent sur bien des points, s'opposent sur quelques-uns, mais dont la globalité permet de mieux saisir la réalité brésilienne. Certains datent du printemps 2016, d'autres de l'été ; ce sont des moments différents dans le déroulé institutionnel, mais tous aident à comprendre ce qui s'est joué, ce qui se joue.



LE VICE-PRÉSIDENT REMPLACE LA PRÉSIDENTE

D

epuis huit mois, le Brésil vit au rythme des rebondissements politico-judiciaires impliquant la classe politique au pouvoir. Le dernier épisode de cette lamentable novela (feuilletons télévisés à rebondissements, très populaires au Brésil) s'est joué mercredi 31 août 2016 au Sénat par un vote scellant l'impeachment (la destitution) de Dilma Rousseff : 61 pour et 20 contre. La veille, l'ex-présidente y avait tenu un discours soulignant l'absence de légitimité des accusations sur les irrégularités fiscales. Il est indéniable que la Droite brésilienne a orchestré une campagne de déstabilisation de la présidente en place, sans lésiner sur les moyens ; campagne totalement malhonnête, mais comment pourrait-il en être autrement alors que les accusateurs et accusatrices sont corrompus jusqu'au cou ! Corruption dont Dilma Rousseff ou Lula ne sont certainement pas les champions, mais qu'ils ont laissée prospérer sous leurs présidences successives.

En affirmant avoir mené une politique favorable aux travailleurs et aux travailleurs, à la population pauvre, Dilma Rousseff ment. Un exemple, celui de l'éducation : le Brésil, c'est 14 millions d'analphabètes absolus, 29,5 millions d'analphabètes fonctionnels ; des fonds publics ont été distribués mais sous forme de chèques-éducation qui ne sont utilisables que dans les entreprises d'en-

seignement privées ; l'objectif du « plan national éducation » n'a jamais été de renforcer le service public de l'éducation, bien au contraire. On peut aussi parler des nombreux syndicalistes licenciés, des paysans sans terre, des innombrables personnes sans logement, du racisme particulièrement présent au sein des forces répressives de l'état, etc.

Durant son mandat, Dilma Rousseff s'est alliée aux plus effroyables forces politiques de Maluf, leader du mal nommé Parti progressiste (héritier de l'ARENA, le parti au pouvoir durant la junte militaire de 1964 à 1985) à Collor, président de la République de 1990 à 1992 qui fut l'objet d'un impeachment pour corruption ; du groupe parlementaire évangéliste qui se revendique contre l'égalité raciale et de genre, contre l'avortement, contre l'euthanasie, contre le mariage entre personnes du même sexe, contre la criminalisation des violences et discriminations envers les homosexuels et des châtiments corporels imposés par les pères aux enfants et épouses, au Parti du mouvement démocratique brésilien, successeur du Mouvement démocratique du Brésil, l'un des deux partis qui existait sous la dictature militaire.

Dilma Rousseff n'a nullement remis en cause ces alliances, ni fait la moindre auto-critique de sa politique ; pourquoi ? Tout simplement car elles sont encore d'actualité : malgré leurs accusations qui ont abouti à l'impeachment, le Parti des Travailleurs continue à faire liste commune avec ce qu'il appelle lui-même des « partis golpistes » (*golpe* : coup d'État) pour les prochaines échéances électorales de novembre !

Dilma Rousseff ne s'est sans doute pas enrichie personnellement, à la différence de ceux et celles qui la condamnent ; cependant, elle maintient ses accords avec les corrompus, avec les oligarques, avec le système politique auquel elle s'est adaptée et qu'elle a alimenté. Le retour de la Droite réactionnaire à la présidence de la République aura des conséquences effroyables pour la majeure partie de la population ; mais il est la conséquence de la politique menée par le PT.

Celui-ci a joué le rôle que tout ce beau monde pouvait espérer de lui : neutraliser les mobilisations populaires en verrouillant, depuis le 1^{er} gouvernement Lula en 2003, la Centrale Unique des Travailleurs, principale organisation syndicale du pays, en réduisant le mouvement social à un vivier électoral. Cela a d'ailleurs abouti à la création de nouvelles forces syndicales (CSP-Conlutas, Intersindical), au renforcement de l'opposition au sein de la CUT, mais globalement le mouvement social a été affaibli par les gouvernements du PT. Après qu'il ait répondu aux exigences de la bourgeoisie et de ses représentants et représentantes, en promouvant les bénéfices des prédateurs de l'agro négoce, des minerais et du capital financier, en élaborant et mettant en place une législation répressive digne fille de la dictature de 1964, le PT se fait jeter sans ménagement par le grand capital. Il a été pris à son propre jeu et cet impeachment n'est qu'une intrigue de palais entre alliés de classe. La présidente est remplacée par le vice-président qu'elle avait choisi... ♦

Cet article de Nara Cladera a paru dans le journal quotidien *Le Progrès social* du 2 septembre 2016, au lendemain de la destitution de Dilma Rousseff.

BRÉSIL : APRÈS LE COUP

par Pierre Beaudet

Pierre Beaudet est professeur à l'École de développement international et de mondialisation (université d'Ottawa). Dans ce texte écrit au lendemain de la suspension de la présidente Rousseff, il revenait sur les causes de la situation ainsi créée.



La présidente Dilma Rousseff maintenant suspendue de ses fonctions, la crise politique brésilienne va probablement s'étendre sur plusieurs mois. Cette situation dramatique résulte de plusieurs facteurs.

L'ÉCONOMIE EN PANNE

Depuis 2002, le Brésil a connu une assez bonne période du point de vue économique. Le gouvernement de Lula (2002-2010) était stable. L'économie a connu une embellie, essentiellement à cause de l'augmentation des prix des matières premières dont le Brésil est un grand exportateur. Grâce à ses programmes sociaux, le gouvernement disposait également d'une importante base d'appui parmi les couches populaires. Divers grands travaux ont été entrepris. Les institutions scolaires post-secondaires ont connu un afflux d'étudiant-es. En Amérique du Sud et même dans le monde, la politique extérieure activiste faisait du Brésil un chef de file des pays du sud. C'est tout cet édifice qui a commencé à se fissurer depuis quelques années, en bonne partie dans le resac des prix des matières premières. Choissant le chemin de l'austérité pour faire face au déclin des revenus, le gouvernement de Dilma a sabré dans plusieurs programmes sociaux pendant que les coûts de certains services (transport) et du logement explosaient. C'était difficilement acceptable pour une grande partie de la population dans un pays qui compte parmi les plus inégalitaires au monde. En 2015, il est devenu clair que le Brésil entrait dans une période de déclin prolongée.

UN SYSTÈME POLITIQUE DYSFONCTIONNEL

La démocratie brésilienne est relativement jeune, le pays ayant vécu plusieurs régimes militaires jusque dans les années 1980. L'obtention du droit de votes pour tous, arrachée par de grandes manifestations, ne s'est cependant pas accompagnée d'une réforme de la constitution, ce qui aurait permis de réparer un système politique totalement non fonctionnel, manipulé par des clans familiaux et des grands médias (qui appartiennent au même 1%). Par exemple, le financement des partis n'a jamais été réformé de manière à assurer transparence et équité. Les partis traditionnels de droite, le PSDB et le PMDB, sont restés attachés à cet héritage. Cependant le PT, qui avait pourtant promis de nettoyer les écuries, n'a jamais été en mesure de le faire, en partie parce qu'il ne dispose pas de la majorité au Parlement (congresso). Sous la présidence de Lula, on a donc dû s'accommoder d'un fonctionnement basé sur les prébendes, la corruption et les échanges de faveur. Pour faire adopter des projets de loi, le gouvernement a fait comme ses prédécesseurs en achetant, littéralement, les votes des parlementaires. Ce système de paiements clandestins (mensalão), s'est ajouté à d'autres pratiques nébuleuses, notamment dans l'al-

location des contrats publics, la répartition des postes et de manière générale la corruption généralisée pratiquée depuis des décennies par la quasi-totalité de la classe politique. Sans être aussi corrompu que ses adversaires de droite, le PT a été incapable de se dégager de ce système dans lequel plusieurs de ses responsables se sont eux-mêmes engouffrés.

L'OFFENSIVE DE LA DROITE

Avec la Lava Jato (scandale impliquant des responsables du gouvernement dans l'échange de sommes d'argent pour l'obtention de contrats publics), la droite a pensé que le moment était venu de déclencher une grande offensive. Elle s'est alors appuyée sur des mouvements anti PT comme Vem Pra Rua et Movimento Brasil Livre, issus principalement des classes moyennes, qui ont organisé d'importantes manifestations, avec l'appui des puissantes Églises évangéliques, dont l'influence est importante sur le PMDB et plusieurs autres partis. L'opinion est révoltée, à juste titre, sur l'ampleur de la corruption qui affecte l'ensemble de la classe politique, y compris le PT. Dans cette saga qui continue, le centre de gravité s'est déplacé de la scène politique vers l'institution judiciaire. Présentement, 316 politiciens sont sous enquête. Dans le contexte de la perte de crédibilité des acteurs politiques, les magistrats apparaissent au-dessus de la mêlée aux yeux de la population. Mais on ne peut être certains jusqu'où l'impartialité des tribunaux peut tenir le coup. Il ne va pas sans dire que la grande majorité des magistrats et des juges viennent de la même élite qui occupe le dispositif du pouvoir à tous les niveaux.



L'INÉVITABLE CONFRONTATION

La confrontation actuelle va sans doute continuer longtemps. Dans les conditions actuelles, le vice-président actuel, Michel Temer (leader du PMDB) va hériter du pouvoir jusqu'aux prochaines élections de 2018. Mais il est également accusé, comme plusieurs de ses collègues, de malversations diverses. Du côté de la droite, des signaux semblent indiquer la possibilité d'une radicalisation. On parle de la nécessité d'« éradiquer » le PT et surtout les mouvements sociaux qui l'ont appuyé, notamment les syndicats et le puissant Mouvement des travailleurs sans terre (MST). Du côté de la gauche, le désarroi se mêle à la colère. Les mouvements sociaux s'opposent à ce qui est de facto un coup d'État constitutionnel, puisque le retour éventuel de la droite au pouvoir pourrait signifier une grande offensive contre les acquis sociaux, et peut-être même la cri-

minalisation de la dissidence et de l'action sociale, comme cela était la norme avant l'élection de Lula en 2002. D'autre part, ces mêmes mouvements sont dans une posture inconfortable. Ils réclamaient sous Lula et Dilma un changement de politique ainsi que des pratiques vigoureuses pour assainir la gestion publique.

TUER L'ESPOIR

Il est encore tôt pour prédire si le PT pourra se « réinventer » ou s'il faudra ériger d'autres projets politiques répondant aux attentes de la majorité populaire, mais cela risque de prendre passablement de temps. Au-delà de ses graves erreurs, le PT a représenté l'espoir de changement. On peut donc dire que l'objectif de la droite en renversant constitutionnellement la présidente est en fait de détruire cet espoir. ◆

BRÉSIL, UN GÉANT FRAGILE, GRAVEMENT MALADE

par Beatrice Whitaker

Beatrice Whitaker a participé au collectif La coupe est pleine. D'origine brésilienne, elle nous avait livré son analyse de la situation au printemps 2016.

Brésil, cet immense pays au sud de l'Amérique latine, vit une situation de profonde polarisation de la lutte de classes, marquée par les élections de 2014. Après les deux mandats de Lula et de Dilma Rousseff, candidats du Parti des travailleurs (PT), la présidente réussit à être réélue en 2014 avec une étroite victoire sur le Parti de la sociale démocratie brésilienne (PSDB), principal parti d'opposition au gouvernement. Depuis, son impopularité s'accroît toujours plus, dans un cadre ostensiblement anti-Dilma : au milieu des huées, casseroles – symbole de protestation à droite –, des meetings ou de manifestations massives, en faveur de l'impeachment, la procédure de destitution, promue par des élus de droite, des personnalités liées au grand capital, des opportunistes envisageant de continuer les systèmes de corruption, initiés depuis très longtemps... Ils commencent à construire l'idée d'un troisième tour électoral par tous les moyens. Cependant, ce qui caractérise une telle insatisfaction est le cadre général de la société brésilienne : une profonde crise politique, et des problèmes économiques crescendo conjugués aujourd'hui à une crise institutionnelle, sociale, et environnementale, la plus importante depuis la fin de la dictature. Dilma est accusée d'avoir réalisé des irrégularités dans la gestion fiscale, de « maquiller » les comptes publics et de publier des décrets de crédit supplémentaire destinés aux dépenses du gouvernement, sans autorisation du Congrès. Cependant, ce sont des recours pratiqués par les gouvernements précédents, mais aussi par des maires et par des gouverneurs d'État, y compris par Geraldo Alkimin, le gou-



verneur d'opposition de São Paulo, l'État plus riche du Brésil. Selon les accusations de la droite, il faudrait donc destituer tout ce beau monde...

OÙ SONT LES IRRÉGULARITÉS ?

Le contexte mondial de l'économie contribue à l'aggravation de la crise commencée en 2009 au Brésil, dont le gouvernement réussit à retarder avec les effets des politiques anticycliques, au moment où la récession se manifeste. Ainsi, le gouvernement institue un méga-programme d'accélération du développement (PAC), en engageant une série d'ouvrages d'infrastructure ; en créant un programme d'un million de logements sociaux, qui promeut l'augmentation du niveau d'investissement et l'emploi dans le secteur du bâtiment ; en offrant des subsides aux entreprises... En même temps, il s'efforce à maintenir certaines politiques sociales, de façon à atteindre aussi les populations pauvres. Cette politique réussit pendant quelque temps, non pas avec des réformes, mais avec des procédures et des manèges budgétaires.

Une telle situation ne peut continuer longtemps. Après les élections, le gouvernement doit choisir et la présidente opte pour les sacrifices des investissements

sociaux et publics de l'économie, et conséquemment, en sacrifiant la perception des impôts, ce qui fait accélérer la récession. Résultat, à l'époque de Lula, la croissance atteint 4,1% tandis que celle de Dilma 2%¹. Malgré la croissance pendant les premières années du gouvernement du PT, le processus de flexibilisation et de précarisation des relations du travail ne cesse de s'aggraver. Pendant les douze années de gouvernement petiste, la moitié des emplois existants ne sont pas déclarés et quelque 95 % des emplois créés le sont avec des niveaux de salaires très bas².

Ces années se caractérisent par des gouvernements composés par des « alliés » représentants des intérêts du grand capital financier et productif. Malgré le discours petiste de « justice sociale », et quelques mesures d'amélioration des niveaux de vie des classes populaires, tels que l'augmentation du SMIC, des prestations des retraites, des indemnités scolaires aux familles, il s'agit d'un « réformisme, presque sans réformes », selon Valério Arcary³.

L'impopularité de Dilma s'approfondit au fur et à mesure qu'elle défend des mesures antisociales, normalement approuvées par les alliés de la droite, qui à leur tour contribuent à ternir sa réputation. Gel des salaires dans le service public, annulation des réajustements, suspension d'une grande quantité des concours publics, coupes budgétaires dans le secteur de la santé, de l'éducation, multiplication des privatisations, augmentation de la sous-traitance dans les services publics, et l'adoption d'une loi anti-terroriste dont le but est de criminaliser les mouvements sociaux... sont les ingrédients du cocktail offert aux travailleurs.



LE COUP D'ÉTAT

Le Parlement brésilien est composé de 28 partis politiques mais le plus grand nombre de députés est issu du Parti des travailleurs (PT), du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et du Parti de la sociale démocratie brésilienne (PSDB). Le PMDB, parti de centre-droite, s'arrange toujours pour participer à des gouvernements en place depuis la fin de la dictature. Le PSDB est l'opposition résolue des gouvernements lulapetiste. Tous les trois, et un bon nombre des petits partis, ont des membres impliqués dans des procès de corruption. Les plus fameux corrompus du pays sont au centre du pouvoir, soit en tant qu'alliés du gouvernement petiste, soit en tant qu'opposants. Le président du Parlement est lui-même concerné par l'un des plus importants scandales politiques du pays – l'opération Lava Jato⁴, mais aussi dans le scandale du Panama papers, il est aussi compromis dans des affaires de banditisme à Rio.

Le dimanche 17 avril dernier, la Chambre de députés a voté majoritairement pour la destitution de Dilma : 367 pour, 137 contre. Les députés de droite se partagent les déclarations d'amour à la patrie, au peuple brésilien, de lutte contre la corruption, de remerciements à leurs enfants, à leurs

ville, à leurs partis, et, évidemment à Dieu. Ces personnages offrent le spectacle le plus décadent de l'histoire de ce pays on live. Pendant la séance de votation, parmi les 70 députés qui ont déclaré que la corruption était la principale raison de leur vote, 34 sont impliqués dans des affaires avec la justice et le Tribunal de comptes. Le comble est la déclaration d'un député qui a dédié son vote au tortionnaire de Dilma lorsqu'elle se trouvait prisonnière pendant les années de la dictature.

Ce processus masque un montage orchestré par la droite pour expulser le PT de toute responsabilité du destin du pays, surtout pour empêcher Lula de se présenter une nouvelle fois à la présidence de la République. Cette fois-ci, la bourgeoisie n'admet pas des mesures à caractère social. Néanmoins, il s'agit d'une situation créée par le PT lui-même : politique d'austérité durcie au fil des années, refus de combattre les inégalités et des privilèges des oligarchies, etc. Il s'agit bien d'un coup d'État institutionnel, promu par des individus dépourvus du moindre sens de leur rôle en tant que « représentants du peuple ». Guilherme Boulos, animateur politique et social du Movimento dos Trabalhadores Sem Teto (MTST), prévoit que « si

1 Sicsú, João, « Lula, Dilma e o PIB brasileiro », www.cartacapital.com.br/economia/lula-dilma-e-o-pib-brasileiro/

2 Sampaio Jr., Plínio de Arruda, (org.), « Jornadas de junho e revolução brasileira », in « Jornadas de Junho », São Paulo, éd. ICP, 2014, p. 94-95.

3 Arcary, Valério, « Um Reformismo quase sem Reformas », São Paulo, éd. Sundermann, 2014.

4 Il s'agit d'une enquête judiciaire sur des détournements et des blanchiments impliquant la Petrobras (firme brésilienne lié au pétrole), impliquant de très importants entrepreneurs et des politiciens.

l'impeachment passe, le gouvernement devra recomposer avec le borbier parlementaire».

ET LES PERSPECTIVES ?

Malgré les manœuvres de procédure de la part des différents partis, la destitution de Dilma sera probablement ratifiée avec le vote au Sénat. Le vice-président, Michel Temer, lui aussi très impopulaire et impliqué dans des affaires de corruption, devra assumer la présidence. D'ores et déjà, il négocie avec les partis de droite les postes d'un nouveau gouvernement, et annonce de nouvelles réformes antisociales. Le syndicat patronal des industries lui a rendu une « liste de 36 mesures indispensables » au secteur fiscal, et des actions à caractère structurel. S'il échoue à l'accession à la présidence, c'est le président du Parlement, Eduardo Cunha, un véritable bandit, qui devra assumer la présidence de la République !

Ces derniers mois, les manifestations organisées par la droite et celles organisées par le PT et alliés remplissent les artères des grandes villes au Brésil. Les politiciens de droite – candidats à la présidence du Brésil, gouverneurs, etc., avides de soutien des centaines de milliers de manifestants à São Paulo, se jettent dans la foule, mais sont reçus avec les cris de « dehors ! », « tire-toi ! », et ils doivent partir...

En 2015, trois coordinations surgissent du côté de la gauche. Le « Front Brésil populaire », animé principalement par le PT, le Parti communiste du Brésilien (PCdoB) et

de mouvements sociaux liés au gouvernement – la Centrale unique des travailleurs (CUT), la Centrale des travailleurs du Brésil (CTB), l'Union nationale des étudiants (UNE), dont le principal mot d'ordre est la « lutte contre le coup d'État ». Ce Front n'a aucune intention de changer le cours de la politique de Dilma. Ensuite, le « Front peuple sans peur » est lancé avec les mouvements sociaux avec le soutien des partis politiques d'opposition (le Parti socialisme et liberté – PSOL –, par exemple) au gouvernement et le positionnement sur la politique du gouvernement est la principale divergence avec le premier Front. « Espace unité d'action » est la troisième coordination substantiellement animée par l'Union centrale et populaire Conlutas-CSP, syndicat fondé par le Parti socialiste des travailleurs-unifié (PSTU) dont participent aussi des militants du PSOL.

En effet, étant donné l'actuelle conjoncture, « il n'est pas possible de faire un front dont les objectifs sont de défendre le gouvernement Dilma, même s'il s'agit d'une défense critique », selon João Machado⁵, économiste, professeur de la PUC de São Paulo. Les syndicats et les partis politiques de gauche sont divisés et doivent affronter l'immense crise du pays, sans beaucoup de marge de manœuvres pour sortir d'une telle impasse, à moins qu'un sursaut des travailleurs surgisse avec la volonté de prendre leur destin en mains. ◆

ENTRETIEN

DEUX BILANS PERSONNELS DES 14 ANS DU PT AU GOUVERNEMENT

R

éalisé par Helmut Weiss, de Labournet¹, voici l'interview de deux « pétistes² » de la première heure à Belo Horizonte dans l'Etat de Minas Gerais : Vicente Trindade, 65 ans, ingénieur informatique et membre de la direction du Syndicat du travail de données (Sindados) et Wilson Pereira, 61 ans, journaliste dans plusieurs moyens de communication de l'Etat de Minas Gerais, syndicaliste depuis les années 80. L'interview a été effectuée en avril 2016.

Helmut Weiss *Ecoutez les gars, vous faites tous les deux parties de cette génération qui a fondé le PT et la CUT, il y a plus de trente ans, dans les années 80. Plus de trente ans desquels presque la moitié dans le gouvernement et maintenant cette crise effroyable. Ma première question serait, quel est votre avis sur les causes de cette crise ?*

Wilson Je pense que le PT a fait plein de conneries durant ces dernières années, mais je ne pense pas que ces dernières soient la cause de cette crise. Si tu essaies de regarder de plus près les mani-

¹ www.labournet.de/

² Pétistes : se dit des adhérent-es du Parti des travail-

⁵ Machado, João, « Brésil, le gouvernement désavoué, la gauche divisée... » www.ensemble-fdg.org/content/bresil-le-gouvernement-desavoue-la-gauche-divisee.

festations à partir de juillet 2015, tu vas t'apercevoir de la grande différence avec celles de 2013 qui étaient sociales, populaires et car il est clair qu'à partir de 2015 il n'y a aucun objectif social direct. Aucune revendication contre les politiques d'austérité, elles ne sont contre rien excepté contre le PT, qui avec le soutien de la TV Globo³ est devenu synonyme de corruption. Je parle du peuple dans les rues, bien entendu et non des forces derrière ce mouvement qui, elles, n'ont pas de revendications sociales. Je n'ai pas encore parlé de l'augmentation des groupes qui manifestent en faveur d'un coup d'État militaire. Si ce n'était que la classe moyenne dans les rues, rien contre, je fais moi-même partie de cette classe moyenne, mais c'est également beaucoup de ceux et celles qui font partie des pauvres.

La classe moyenne mène dans la rue une campagne de haine, de véritable haine. Pour comprendre il faut savoir quels sont les résultats de la politique des gouvernements du PT. Tu peux dire que les changements de base ont été l'augmentation du salaire minimum – le montant n'est toujours pas suffisant pour subvenir aux besoins minimums mais tout de même

plus importants que sous les autres gouvernements; la création de la bourse famille pour que ceux et celles qui gagnent très peu puissent quand même envoyer des enfants à l'école – la scolarisation de ses enfants étant la condition d'attribution. Encore une fois ce n'est pas beaucoup, mais suffisamment pour obtenir une amélioration des conditions de vie des familles. Raison pour laquelle à chaque échéance électorale les voix du PT augmentent dans le Nordeste (région la plus pauvre du Brésil). Dans l'éducation, il y a eu la création de « chèques » et de bourses pour accéder aux établissements privés, qui a d'ailleurs été très critiquée par la gauche. Et, finalement l'augmentation des emplois avec des contrats de travail signés, c'est significatif dans un pays où la majorité travaillait sans contrat. Ceci a vraiment changé aujourd'hui. Alors faites-vous-même le bilan : ce sont toutes des mesures vraiment pas cher pour le budget fédéral (dans le sens de l'État fédéral). Toutes ces choses font que la classe moyenne a peur; peur de ces « moins que rien » qui arrivent en ville, occupent des places dans les universités qui devraient être réservées à la classe moyenne, et en plus, c'est cette même classe moyenne qui paie les impôts que le gouvernement donne à ces « moins que rien ». C'est l'expression très souvent utilisée par cette classe moyenne. Voilà la situation, elle vient de là cette crise économique et tout ceci bascule en violence.

Par conséquent, vous pensez que la classe moyenne ayant perdu avec le gouvernement du PT se révolte et que le capital national et international en profite ?

Vicente Ma vision de la situation est différente, pourtant laisse-moi ajouter un point

à ce que Wilson a dit. Il s'agit de l'introduction des droits – par exemple pour les employé-es domestiques qui sont très nombreuses au service justement de cette classe moyenne. Une journée de congé, la sécurité sociale, être défendu en cas de harcèlement sexuel et d'autres points, des plus naturels, rien d'extraordinaire mais qui coûtent un petit peu, un petit peu d'argent qu'une bonne partie de la classe moyenne doit déboursier.

Mais qui compose cette classe ? Et c'est là que commence ma divergence avec Wilson. Je ne vois pas de classe moyenne par là. Bien entendu, il y a les professions libérales donc les médecins, avocats, etc. Mais également les petits entrepreneurs, parfois ce sont les mêmes personnes mais pas toujours. Il n'y a aucune unité dans tout ceci. Les professeurs ? Très nombreux sont ceux et celles dont la rémunération est faible, qui doivent travailler énormément pour juste survivre sans pouvoir exercer leur métier comme ils et elles le souhaitent. C'est pour cette raison que le concept d'une classe moyenne me semble trop schématique, trop étroit, car il n'y a pas selon moi de points centraux en commun.

Par contre, la question qui pour moi est essentielle est : qui a réellement gagné avec le gouvernement PT ? Réponse : le grand capital national et surtout l'agro-négoce. Aujourd'hui, il n'y a plus beaucoup de fazendeiro⁴, l'administration des propriétés agricoles est devenue du capitalisme avec les projets de développement – parfois dingues comme celui de Belo Monte – les crédits à bas coût de la BNDES (Banco Nacional de Desenvolvimento⁵) et davantage... Ce que le peuple a reçu, comme toujours et de la

même façon que pendant des gouvernements sociaux-démocrates, ce sont des miettes, des centimes.

Je ne rejoins pas Wilson lorsqu'il dit que ceux et celles de tout en bas et ceux et celles de tout en haut ont gagné et ceux et celles du milieu ont perdu. Non, les seuls à avoir gagné sont ceux et celles du haut. Je ne partage pas non plus l'idée des camarades du MST, par exemple, qui disent avoir une grande différence entre le gouvernement de Lula et celui de Rousseff. C'est complètement faux. Lula, a assumé son objectif d'être un bon capitão do mato⁶ : l'esclave responsable de surveiller les autres, également de veiller à la nourriture certes, mais tout d'abord d'empêcher les esclaves de fuir. Car la façon de résister était justement de fuir vers les quilombos⁷, d'ailleurs il y en a encore des quilombos. Ce capitão do mato était cet esclave ayant toujours voulu devenir maître sans jamais y parvenir...

Alors toi, comme vieux pétiste, tu vois les gouvernements du PT comme étant néolibéraux, anti-ouvriers, et même réactionnaires ?

Vicente Non, non, ce n'est pas exactement ainsi. Tout d'abord parce que, comme je l'ai déjà dit, il y a certaines avancées sociales que les autres gouvernements n'avaient jamais réalisées. Ensuite, parce qu'il y a eu, du moins au début, une série de mesures démocratiques, parfois petites, mais importantes. Par exemple, l'attitude vis-à-vis des militants et militantes des médias alternatifs, qui avait bien commencé et finalement a été vendue à Microsoft. Même ainsi, il ne s'agit pas d'un autre gouvernement, d'une autre ligne politique.

Wilson Sur ce que dit Vicente, il y a également la législation mise en place en faveur

3 Télé Globo est le principal réseau de télévision au Brésil. Fondé le 26 avril 1965 à Rio de Janeiro par le journaliste Roberto Marinho, il appartient au groupe Globo. La chaîne a été créée par la dictature militaire, son orientation politique est de droite néo conservatrice ; c'est un outil de propagande puissant.

4 Fazendeiro : propriétaire de grosses exploitations agricoles ou d'élevage.

5 Banque National du Développement.

6 Capitaine de la brousse.

7 Quilombo : du kimbundu, une des langues bantoues parlées en Angola) désignait au Brésil une communauté organisée d'esclaves autoproclamés libres. Elle désigne aujourd'hui une communauté organisée de réfugié-es.

des quilombolas⁸, des indigènes et d'autres groupes de la population auxquelles ont été reconnu des droits malgré la confrontation avec l'agronégoce et la puissante industrie minière, surtout lorsqu'il s'agissait de délimitation de territoires.

Maintenant, alors pourquoi le capital – et je ne parle que du capital plus ou moins brésilien car du capital international on en parlera après – a-t-il souhaité la fin de ce gouvernement malgré la bonne entente ?

Vicente Un capital brésilien en tant que tel et séparé du capital international, n'existe pas et n'a jamais existé. Regardez les grandes usines de montage automobile, dans ce secteur ça saute aux yeux ; mais également dans l'exploitation minière, après

8 Quilombolas : les esclaves qui se réfugiaient dans les quilombos.

9 Vale anciennement Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) est une entreprise minière multinationale et aussi l'un des plus grands opérateurs logistiques du Brésil. Fondé en 1942 à Itabira par des capitaux publics, Vale est devenu leader dans la production et l'exportation du minerai de fer. Il est aussi un producteur d'envergne mondial de nickel, manganèse, alliage de fer, cuivre, bauxite, potasse, kaolin, alumine et aluminium.

10 FIESP : Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo, le MEDEF brésilien.

11 PSOL : Le Parti socialisme et liberté est un parti politique brésilien fondé en 2004 par une scission de l'aile gauche du Parti des travailleurs. Il est rejoint par de nombreux intellectuels et militants de gauche ainsi que par plusieurs courants de l'extrême-gauche brésilienne. Ayant autour des 1% il obtient 3 députés et 2 sénateurs.

12 Petrobras : Petróleo Brasileiro S.A - Petrobras est une entreprise brésilienne de recherche, d'extraction, de raffinage, de transport et de vente de pétrole. Son siège est situé à Rio de Janeiro. Elle est la première entreprise du pays. Fin 2014, début 2015, les actions de la société pétrolière s'écroulent à la suite de la révélation d'un scandale impliquant de nombreuses personnalités politiques J. Fin février, la société de notations financières Moody's place la dette de Petrobras, en catégorie spéculative.

13 FHC: Fernando Henrique Cardoso, président de 1994 à 2002.

14 L'opération *Lava Jato* (ou scandale Petrobras) est une enquête de la police fédérale du Brésil qui a commencé en mars 2014, concernant une affaire de corruption et de blanchiment d'argent impliquant notamment la société pétrolière publique Petrobras.

la privatisation de la Vale do Rio Doce⁹, les capitaux « brésiliens » et les capitaux « étrangers » n'en font qu'un. Le capital dans sa globalité a souhaité mettre une fin au gouvernement du PT. Il l'a annoncé publiquement, c'est un fait : la FIESP¹⁰ a dépensé des millions pour une campagne nationale contre le gouvernement Dilma Rousseff, c'est la *Globo* qui a eu l'exclusivité de la nouvelle. Pour compléter, des entreprises allemandes, des françaises, associées à la FIESP participent également à cette campagne.

Alors, laissez-moi modifier ma question : pourquoi le capital a-t-il voulu se débarrasser d'un gouvernement qui mettait en place une politique néolibérale avec juste quelques ingrédients sociaux ?

Wilson Un ami à moi du PSOL¹¹, ce parti fondé par ceux et celles ayant quitté le PT et souhaitant revenir sur les bases des années 80 – ce que je pense être d'ailleurs impossible – m'a dit ceci : « Ils renversent le PT parce qu'il est justement social démocrate et ça ne leur suffit plus. » Je trouve ça très juste, mais ça veut dire quoi ? J'ai déjà expliqué les mesures « sociales » qui ont un coût pour la classe moyenne, maintenant l'exemple de Petrobras¹² : le PT l'a fait petit-à-petit ; la sous-traitance s'est énormément développée pendant le gouvernement PT et ensuite il y a eu la vente aux enchères de l'exploitation du nouveau pétrole. Sauf que, les Chinois ayant raflé l'affaire, les forces traditionnelles mécontentes, les célèbres entreprises pétrolières des Etats-Unis, ont commencé à exercer une pression importante. Pression d'autant plus forte lorsque le prix du baril s'est écroulé, permettant d'acheter aussi bon marché que lorsque le voleur de FHC¹³ l'a vendu à prix de banane.

Et bien, puisque tu parles de la Petrobrás, je dois te poser une question sur le *lava jato*¹⁴, la corruption. Comment et qui est responsable ?

Vicente Quasiment la moitié des parlementaires est accusée ou suspectée ; de tous les partis, pas seulement du PT. Ce qui me semble le plus important de voir ici, c'est que c'est justement la privatisation qui ouvre la porte à la corruption. Qui veut bien faire ceci ou cela pour la Petrobras ? Tout le monde. Et c'est là que l'argent commence à couler. Le PT reçoit le résultat de la politique médiatique qu'il a faite.

Comment ça ?

Wilson Figure-toi, qu'il y avait des milliers de personnes au Brésil, et même des dizaines de milliers, qui avaient monté des radios communautaires, des chaînes de télé, des sites sur internet, des petits journaux, etc. En attendant que le PT change les lois qui favorisent les grandes entreprises privées. Le PT n'a absolument rien fait pour un changement, au contraire, il a favorisé la *Globo* qui aujourd'hui le remercie avec un coup de pied au derrière. Pourquoi n'y a-t-il pas une campagne contre cette organisation criminelle qui est la *Globo* ?

Vicente Je vais te dire pourquoi : parce que le PT est devenu un parti ne mobilisant que pour les urnes. Il est maintenant trop tard pour ce qu'il essaie de faire. Helmut, tu étais au Brésil lors de la première campagne électorale du PT en 89 ?

Oui, j'y étais et j'ai vu une campagne vraiment populaire.

Vicente Tout à fait, autour de 200 000 personnes avaient pris leurs jours de vacances pour faire campagne. Ils et elles partaient à 5 heures du matin, et tractaient, discutaient avec les gens, s'agitaient toute la

ournée. Je l'ai fait. À cette époque-là, j'habitais et travaillais à Ipatinga dans une entreprise de 5 000 salarié-es ; nous avons été 800 à prendre nos jours de congés payés pour la campagne. Pour la deuxième campagne, plus rien de tout cela : agence de publicité professionnelle, campagne tout à fait dans le moule d'un parti bourgeois. En quatre ans, juste quatre ans, tout avait changé.

Mais que pensez-vous de tout ce changement ?

Wilson Pour comprendre ce qui s'est passé il faut savoir que le parti depuis sa fondation avait plusieurs tendances : des socialistes, des sociaux-démocrates, des chrétiens, des communistes, des anarchistes, etc. Suite aux victoires électorales et par conséquent au besoin de former des coalitions avec les autres partis, car le système électoral au Brésil ne permet pas une majorité d'un seul parti et oblige une coalition, le courant social-démocrate l'a emporté. Le parti n'est devenu qu'un outil parlementaire, ce que par ailleurs je trouve très bien.

Vicente Et bien pas moi, je trouve ça déplorable. Je sais bien que le PT n'a jamais promis le socialisme lors des campagnes électorales et n'a pas été élu pour, puisque les gens l'ont plébiscité afin d'avoir des réformes, des avancées sociales et c'est tout. Ils ont voté et ont eu ce qu'ils attendaient, revoté et à nouveau. Cette gauche qui dit que le PT a trahi le socialisme ne tient pas debout, car il n'a jamais été question de socialisme. Par contre il y a un programme de mise en place des réformes, celles que le PT n'a pas encore faites. Aucune mesure n'a été prise en faveur de la réforme agraire, le PT a totalement domestiqué le MST. Il l'a d'abord fait avec

LE RETOUR DE L'EXTRÊME-DROITE AU POUVOIR

la CUT, alors que le MST regroupait encore un certain noyau de mouvements sociaux. Cependant, lorsque le PT a accédé au gouvernement, le MST s'est ramolli. Le PT n'a absolument rien fait vis-à-vis de la dette externe en croyant que la conjoncture était favorable, rien fait par rapport à la Police militaire, etc. Le PT n'a absolument rien changé. Il mérite toutes les critiques car il s'est comporté en parti opportuniste. Par contre les critiques comme quoi il a trahi le socialisme ne sont pas justifiées car il n'a jamais été un parti qui proposait le socialisme.

Laissez-moi vous poser la dernière question, en fait les deux dernières. D'abord, pourquoi êtes-vous tous les deux dans un même parti? Je vois que vous n'êtes absolument pas du même avis. Puis, comment vous voyez le futur proche avec un gouvernement Temer ¹⁵ ?

Wilson Je pense qu'il faut un parti ayant un champ commun avec des visions différentes. Il faut un parti car des collectifs, des réseaux ça ne suffit pas. Pour moi, des gens de la gauche radicale, comme Vicente, enrichissent le parti, le débat, les visions... Il nous les faut à l'intérieur du parti sinon celui-ci agoniserait. Ensuite en ce qui concerne un gouvernement Temer, il aura de grands soucis, d'ailleurs pourvu qu'il

les ait... Il va vouloir faire des coupes budgétaires dans le social, il va vouloir privatiser. Mais c'est la rue qui va décider pas le parlement, ni la chambre des députés, ni le sénat.

Vicente Franchement ce truc-là de parti, je ne sais pas... Il faut peut-être qu'il y ait autre chose, on va voir. Il se peut que le concept de parti soit dépassé. Si c'est le cas, il faut tout de même avoir une organisation mais je ne sais pas de quel type. Temer va se faire avoir, personne ne va voter pour lui. Ce que la droite va obtenir dépend de la résistance qu'on sera capable de structurer. Je suis inquiet car le PT ne réussit pas à redevenir une organisation capable de mobiliser massivement. Je suis prêt à tout acte de résistance, tout montre que toutes les formes sont possibles. ◆

¹⁵ Michel Miguel Elias Temer Lulia est un avocat, professeur de droit constitutionnel et homme d'État brésilien, membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et vice-président de la République fédérative du Brésil depuis le 1^{er} janvier 2011. Le 12 mai 2016, la présidente Dilma Rousseff, accusée d'avoir maquillé des comptes publics, est écartée du pouvoir par une procédure de destitution. Michel Temer assure dès lors les fonctions de chef de l'État. Dès le lendemain, face à la situation financière dégradée du Brésil, le gouvernement annonce une réduction des dépenses publiques tout en soulignant sa volonté de maintenir les programmes sociaux en faveur des plus pauvres.

La droite¹, décomplexée et confortée par son succès aux élections municipales du 2 octobre, n'hésite plus à tailler dans toutes les avancées sociales et éducatives des treize dernières années. Au menu du musée des horreurs, une répression de plus en plus violente des manifestations, la remise en cause de tous les droits des salarié-es avec l'autorisation des journées de travail de 12 h, la suppression du 13^e mois et des vacances réglementées, la vente à perte des droits d'extraction du pétrole côtier, l'augmentation de près de 40 % des salaires des hauts fonctionnaires de justice, la suppression d'une bonne partie des plans socio-éducatifs comme celui de l'alphabétisation des adultes, la généralisation d'annonces fracassantes et absurdes comme l'augmentation de l'âge de la retraite de dix ans d'un seul coup. Une réforme de l'éducation secondaire est également en cours avec la suppression entre autres de l'Histoire et de la philosophie obligatoires. De plus en plus de décisions de justice exonèrent les crimes de viol, de massacres de populations indigènes, de violences policières, d'apologie du fascisme, et sont disproportionnées pour des affaires de « lèse-majesté » ou des petits délits sans violence. Chaque jour amène encore des nouvelles affaires de corruption des alliés du nouveau gouvernement [...] Eduardo Cunha, celui qui a été le promoteur de la destitution de Dilma Rousseff a été écarté de la vie politique pour corruption (extrait d'un article paru dans *Le progrès social* du 11 octobre 2016).

¹ Ce qu'on appelle « la droite » au Brésil et dans une large partie de l'Amérique latine, est en fait l'extrême-droite...

LA BOURGEOISIE A DÉCLARÉ UNE GUERRE OUVERTE AUX TRAVAILLEURS



Plínio de Arruda Sampaio Junior, économiste à UNICAMP (université d'État de Campinas), dresse le projet économique, social et politique que tente de mettre en place le gouvernement de Michel Temer, suite à la destitution de Dilma Rousseff. Une mesure d'une ampleur sans précédent vient d'être prise : le blocage des dépenses publiques dans le secteur de la santé et de l'éducation, pour une période de vingt ans. Dans cet entretien – conduit par Gabriel Brito de la rédaction du *Correio da Cidadania* – Plínio de Arruda Sampaio Junior décrit l'exceptionnalité historique pour le Brésil d'une telle décision gouvernementale au plan constitutionnel. Il éclaire, de même, comment ont été mises en place par les gouvernements successifs de Lula et de Dilma Rousseff les préconditions favorisant une telle contre-réforme. Il termine cet entretien en replaçant les tâches de la gauche anticapitaliste dans un contexte « d'épuisement du modèle de domination institutionnalisé » datant de la sortie de la dictature. Cet entretien, paru dans *Correio da Cidadania*, le 5 novembre 2016, a été traduit et publié sur le site *A l'encontre.**

Le projet d'amendement constitutionnel PEC 241, qui fige le niveau des dépenses publiques pour les vingt prochaines années et qui va affecter principalement les domaines de la santé et de l'éducation, est le grand sujet du moment. Comment l'évaluez-vous en lignes générales ?

PASJ Le PEC 241 radicalise la Loi de responsabilité fiscale (LRF) et renforce le « drainage » de ressources stipulé par le célèbre mécanisme dit de Détachement de la recette de l'Union (DRU – qui permet de détacher jusqu'à 20 % – ou même 30 % – de recettes budgétaires d'un versement automatique vers la santé et l'éducation). Il s'agit de prendre aux pauvres, qui dépendent de politiques publiques, pour donner aux riches qui ne font que s'empiéfer sur le dos de la dette publique. Les effets sociaux du PEC, qualifié par beaucoup comme le projet « de la fin du monde », seront catastrophiques.

Si cet amendement est véritablement rendu effectif, cela signifierait une contraction des dépenses primaires du gouvernement fédéral de 20 % à 12 % du PIB. C'est une horreur qui compromettrait totalement les services publics. Si ce critère avait été adopté il y a vingt ans, les dépenses dans l'éducation auraient subi une contraction d'un tiers ; le Système unique de santé (SUS), selon l'Association brésilienne d'économie de la santé, aurait été rendu

non viable; quant au salaire minimum, qui régle le revenu de presque 50 millions de Brésiliens, il aurait, selon des calculs du Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques (DIEESE), subi une réduction de l'ordre de 42%.

Le gel des dépenses publiques sur vingt ans est une expropriation de fonds publics sans précédent dans l'histoire brésilienne. Seule une classe dominante d'origine esclavagiste, sans aucune préoccupation pour le futur de la Nation, est capable de proposer une mesure si absurde. Il semble que nous soyons en train de retourner à des niveaux de violence sociale de l'époque de l'accumulation primitive, au temps des débuts du capitalisme.

Lorsque l'on met cette mesure à côté des autres initiatives qui sont en train d'être mises en place par les classes dominantes – la Loi antiterroriste, l'École sans Parti¹, la privatisation des gisements pétrolifères et gaziers, la réforme de la sécurité sociale, l'attaque contre le droit de grève des fonctionnaires publics, la réforme sur le droit du travail qui mine le pouvoir des syndicats ou la «Loi gag» qu'est celle sur la fin de l'étude de l'impact environnemental pour des projets d'infrastructure considérés comme stratégiques – il apparaît évident que la bourgeoisie a déclaré une guerre ouverte aux travailleurs.

Considérant que nous nous trouvons de fait face à une crise fiscale, quelles en sont à votre sens les principales causes? Et face à la gra-

1 Mouvement réactionnaire qui vise à supprimer de l'école tout esprit critique et, en réalité, à promouvoir une société raciste, homophobe, sexiste, inégalitaire...

2 Au 1^{er} juillet 1994, la monnaie brésilienne devient le real, qui remplace le cruzeiro. Cela s'accompagne de l'annonce de nombreuses réformes structurelles.

tivité de la situation, la voie qui a été choisie pour conduire la politique économique du pays, à savoir des coupes et des changements dans les domaines sociaux, ne serait-elle pas d'une manière ou d'une autre nécessaire?

PASJ Au contraire de ce que martèle la litanie néolibérale, la crise budgétaire n'est pas la cause de la crise économique. C'est exactement le contraire qui se produit. C'est l'approfondissement de la crise économique qui est en train de générer un grand déséquilibre budgétaire. La vulnérabilité budgétaire est une caractéristique structurelle de l'économie brésilienne. Quand tout va bien, le problème est camouflé par la croissance, mais en temps de crise, le problème devient dramatique. Le déséquilibre financier actuel a deux causes fondamentales: la contraction des recettes, qui est le reflet de la récession qui a durement frappé le Brésil depuis 2015, et l'augmentation des dépenses financières du secteur public, qui est le résultat d'une politique monétaire et cambiaire désastreuse (qui est inhérente au Plan Real²).

Le gouvernement parle de la frénésie de dépenses du secteur public, mais il occulte le fait que les dépenses pour le service de la dette ont atteint le 8,5% du PIB en 2015, un montant plus de quatre fois supérieur au déficit primaire (solde négatif du budget des administrations publiques sans le service de la dette). Quand la récession s'approfondit, le régime d'austérité budgétaire ne fait qu'aggraver le problème. Il n'y a qu'à regarder ce qui se passe en Grèce pour voir vers quoi nous nous dirigeons. Une politique économique rationnelle devrait faire exactement l'opposé. Au lieu de couper dans les dépenses, nous devrions être en train d'augmenter les

dépenses publiques pour stimuler la reprise de la demande globale.

Pourtant, les politiques keynésiennes ne sont pas à l'ordre du jour. L'ordre libéral interdit tout type de politique économique qui n'obéisse pas aveuglément aux exigences du grand capital. La libre circulation de capitaux n'ouvre pas d'espace permettant aux États nationaux d'avoir un minimum de contrôle sur leurs centres internes de décision.

Dans ce sens, comment envisagez-vous la Réforme de la sécurité sociale?

PASJ La réforme de la sécurité sociale est un assaut lancé contre les dépenses publiques. L'histoire selon laquelle l'Institut national de sécurité sociale (INSS) serait déficitaire et la réduction des droits sociaux des travailleurs brésiliens un mal nécessaire est un grand mensonge. Ce mensonge se nourrit du fait qu'il n'y a pas de liberté de presse et que l'opinion publique est manipulée de façon méprisante. Il existe d'innombrables études qui montrent bien que le budget de la Sécurité sociale est excédentaire. Le déficit de la prévoyance est une construction idéologique. Les chiffres du gouvernement selon lequel il y aurait un déficit de 85 milliards de reais sur 2015 sont calculés par la différence entre la seule recette et la seule dépense de l'INSS. Pourtant la Constitution de 1988 établit que la contribution de l'INSS n'est pas l'unique source de recette pour financer l'INSS. Le Budget de la Sécurité sociale comprend également les ressources provenant de la Contribution pour le financement de la Sécurité sociale (COFINS) et de la Contribution sociale sur le bénéfice net (PIS/PASEP), pour ne citer que les plus importantes.

Si l'on inclut toutes les sources de financement de la Sécurité sociale prévues dans la Constitution brésilienne, le résultat de 2015, avec un solde de 20 milliards de reais, a été largement positif, même en temps de crise. Le «terrorisme» selon lequel la prévoyance sociale brésilienne serait fichue est basé sur des arguments de l'ordre du canular. Le calcul du déficit est un sophisme, illégitime et illégal, puisqu'il se base sur des critères qui violent ce qui a été déterminé par la Constitution de 1988. La saignée infligée aux avoirs publics n'est pas due à l'excès de dépenses dans la Prévoyance sociale, qui en 2015 ont été de l'ordre de 430 milliards de reais (environ 8% du PIB), une somme dont bénéficient directement 28 millions de personnes (13,5% de la population) et, indirectement, au minimum le double.

La saignée du Trésor public est causée par les mécanismes de transfert de la richesse vers la bourgeoisie. Le parasitisme de l'entrepreneuriat au sein de l'État est généralisé. Deux exemples donnent la dimension du problème: 1° les dépenses liées au service de la dette du secteur public ont absorbé, en 2015, 8,5% du PIB, bénéficiant à moins de 0,1% de la population; 2° selon des calculs des contrôleurs du budget, l'exonération fiscale sur les impôts des grandes entreprises impliquera, entre 2011 et 2018, une réduction des recettes de l'ordre de 458 milliards de reais, soit l'équivalent de 17 ans du programme «Bourse famille».

Pensez-vous que la critique selon laquelle le PEC 241 serait lié aux mesures passées du gouvernement Dilma est valide?

PASJ Le gouvernement de Michel Temer est en effet la métastase du gouvernement Dilma. Le PEC 241 conduit au paroxysme

l'ajustement budgétaire initié par Joaquim Levy (ministre des Finances de Dilma Rousseff issu de la grande banque Bradesco) en 2015 et poursuivi par Nelson Barbosa en 2016 jusqu'à la destitution de Dilma. La logique d'austérité budgétaire, qui la subordonne aux intérêts des rentiers qui têtent à la mamelle de la dette publique, a été légitimée par les gouvernements du Parti des travailleurs (PT). Dès le début de son mandat (2003), Lula a promis au FMI un régime d'excédent budgétaire primaire (avant service de la dette) draconien, supérieur à ce que les techniciens mêmes du Fonds monétaire avaient imaginé. Dilma est tombée en réaffirmant sa fidélité à la Loi de responsabilité budgétaire et à au principe d'austérité sur lequel cette loi repose.

Que pensez-vous des autres mesures annoncées par le gouvernement Temer dans le domaine de l'économie, celle par exemple du «paquet» de concessions dans l'infrastructure qui stimule les Partenariats Public-Privé? Face à la profonde crise économique que vit notre pays et à la chute des investissements que cela suppose, pensez-vous que ce «paquet» soit peut-être une nécessité?

PASJ Le «paquet» de concessions annoncé par Temer a été encore préparé par le gouvernement de Dilma Rousseff. L'approfondissement du processus de privatisation fait partie de ladite solution libérale à la crise économique. Il s'agit d'un effort désespéré pour relancer l'économie en créant de juteuses affaires pour le capital oisif. L'initiative va certainement créer des affaires en Chine pour les maîtres du pouvoir, mais elle ne contribuera en rien à dépasser les problèmes qui paralysent notre économie. Le «paquet» ne va rien

résoudre. Il n'a d'autre but que d'offrir à toute cette clique la possibilité de faire de bonnes affaires. Aussi longtemps que le commerce international restera déprimé et que la crise politique ne sera pas résolue, aucun entrepreneur de bon sens ne pariera un kopeck sur le Brésil.

La trilogie qui organise la solution libérale pour la crise économique – attaque contre les droits des travailleurs, privatisation du patrimoine public et spécialisation de l'économie brésilienne dans la division internationale du travail – approfondit la crise économique, aggrave la crise sociale et intensifie la lutte des classes. Le Brésil se trouve dans une impasse historique de grande ampleur et ce n'est pas grâce à la pyrotechnie de la privatisation qu'il s'en sortira.

En ce moment, en raison des graves problèmes que rencontrent les comptes publics et des coupes proposées qui affectent les domaines sociaux, une polémique s'est rallumée entre économistes dits développementalistes et ceux dits néolibéraux, avec leurs visions différentes sur la croissance, le développement et sur la manière d'utiliser les instruments de politique économique pour pouvoir agir dans un moment récessif. Que pouvez-vous dire sur cette polémique, comment vous situez-vous par rapport à elle?

PASJ La critique des économistes influencés par le keynésianisme contre l'ajustement orthodoxe est correcte. La coupe dans les dépenses publiques, la compression salariale, l'augmentation du chômage, la plus grande exposition de l'économie à la concurrence mondialisée, l'augmentation du taux d'intérêt (comme moyen d'éviter la fuite de capital par l'incitation à profiter de la captation des intérêts pom-



pés la dette publique), la vente du patrimoine public comme manière de boucher dans l'urgence le trou du budget public, toutes ces mesures ne font qu'approfondir la récession. Ces mesures répondent aux intérêts du grand capital, international et national. Mais la perspective keynésienne est insuffisante pour donner une réponse adéquate à la crise qui paralyse l'économie brésilienne.

La mondialisation des forces productives et la mobilité croissante du capital – des tendances inexorables du capitalisme mondialisé – sapent les bases objectives d'une politique anticyclique ancrée dans l'espace économique national. La défense d'une solution keynésienne pour la crise économique est une illusion naïve. C'est peut-être pour ce motif que lorsqu'ils étaient au gouvernement, les néo-développementalistes ont fait une politique économique très semblable à celle des monétaristes. Sans une rupture avec les paramètres de l'ordre mondialisé, la société brésilienne n'a pas les moyens de reprendre le contrôle sur les centres internes de décision et de

mettre en pratique une politique économique qui priorise les intérêts de l'ensemble de la population.

Une rupture de cette envergure n'est pas possible sans remettre en question les relations internes et externes responsables de la perpétuation du sous-développement et de la dépendance. Il est clair que dans le capitalisme fondamentaliste dans lequel nous vivons, de telles transformations remettraient à l'ordre du jour des changements encore plus profonds. Ces éléments sont à mettre en avant si l'on veut démontrer l'urgence d'un dépassement du mode même de production capitaliste. Si l'on ne lève pas la bannière de la «Révolution brésilienne» et que l'on n'explique pas la nature anticapitaliste de celle-ci, la critique tombe alors «comme de la pluie sur un terrain détrempé».

Quelle est votre opinion sur les mouvements et secteurs aujourd'hui présents sur la scène nationale qui essaient de résister et de protester contre des initiatives impliquant des reculs dans les domaines sociaux et les droits de la population?

PASJ Après les Journées de juin 2013, le Congrès national s'est transformé définitivement en un repaire de délinquants qui conspirent nuit et jour contre le peuple. La peur et la panique de perdre des privilèges séculaires ont conduit ces classes dominantes à orchestrer une offensive écrasante contre les droits des classes laborieuses. C'est ce qui explique le vote dans le législatif de Dilma [qui avait gagné les élections] et, tout de suite après, pour en rajouter une couche, la farce de l'impeachment qui a conduit Temer au Planalto (le Palais présidentiel). La bourgeoisie est partie dans une logique du tout ou rien. Si c'est nécessaire, ils renverseront Michel Temer (l'ex-vice président de Dilma) et mettront n'importe qui d'autre capable d'imposer des mesures antipopulaires.

Mais il est clair qu'une attaque de cette dimension, qui rendrait impossible la moindre politique sociale de caractère universaliste et compromettrait jusqu'à la possibilité même de mener des politiques assistentielles un minimum structurées, ne passerait pas sans réaction.

La tendance est à une forte bipolarisation dans la lutte des classes. Les mouvements des étudiants du secondaire en défense de l'école publique (grève avec occupation dans la dernière période), la lutte des étudiants en faveur des universités fédérales, les protestations des Sans Toit contre l'interruption des projets en faveur du logement populaire, les innombrables manifestations populaires contre le gouvernement parasite de Temer, toutes ces choses ne

sont que les premières initiatives d'un cycle de lutte sociale qui n'aura pas de fin tant que l'on n'aura pas réussi à barrer la route à la réaction conservatrice. Les rapaces qui ont pris le pouvoir n'ont pas la moindre idée de ce qu'est le Brésil. Ce sont des aventuriers arrogants.

Temer et compagnie n'ont ni la base légale, ni le soutien politique, ni la force sociale ni la condition morale pour imposer au peuple brésilien un recul social qui conduira le pays à un retour à la vieille République³. C'est ce que le programme d'ajustement mené par Henrique Meirelles (nommé par Lula à la tête de la Banque centrale et actuel ministre de Finances de Temer) prétend. Avec l'appui du Tribunal suprême fédéral (STF), les classes dominantes ont déchiré la Constitution de 1988. Le peuple brésilien ne va pas avaler passivement un recul social de cette ampleur. L'homme qui vit de son propre travail et dépend de politiques publiques pour survivre n'a pas d'autre alternative que la désobéissance civile. En face, ils ne perdent rien à attendre. Tôt ou tard, ils seront renversés par la force de la rue.

Malgré la perspective de nouvelles réactions populaires, le mot d'ordre de « Fora Temer » (Dehors Temer) et les protestations mentionnées se sont essouffées en ce moment, de la même manière que la grève générale que la CUT (Centrale unique des travailleurs) tente d'orchestrer ne paraît pas suffisamment forte pour marquer une position. Qu'est-ce que cela dit de l'actualité des secteurs qui sont censés représenter le monde du travail et les masses salariées en général?

PASJ L'héritage de Lula et de Dilma est catastrophique. Temer et Eduardo Cunha (président de la Chambre des députés,

membre du Renouveau démocratique, arrêté en octobre 2016 pour corruption) ont été placés à la tête de la politique brésilienne par Lula lui-même, au nom de l'infâme gouvernabilité.

Une partie significative des députés qui ont voté le PEC 241 et l'impeachment de Dilma a fait campagne en 2014 main dans la main avec Lula et Dilma. Les juges du STF (Tribunal suprême) qui ont voté contre le droit de grève des fonctionnaires publics et ont organisé le coup parlementaire ont été nommés par Lula et Dilma. Mais le pire est le rôle déplorable que ces juges ont joué dans la désorganisation, la démobilisation et l'aliénation des travailleurs. Pour que le PT puisse remplir la fonction de « gauche » de l'ordre, il était nécessaire d'éviter à tout prix la présence d'une gauche contre l'ordre. C'est alors la désorganisation et le découragement de la classe ouvrière qui a ouvert la brèche à l'offensive agressive du capital contre les droits du travail.

La CUT ne va pas mener jusqu'au bout la campagne « Fora Temer⁴ » parce que le PT n'est pas intéressé en ce moment par une élection. Le jeu du PT est différent. Ce qui intéresse Lula, c'est que la poussière retombe. Le PT parie sur le dégoût inspiré par le gouvernement Temer, dans l'espoir qu'en 2018 la situation soit moins défavorable et que le parti puisse à nouveau disposer d'une candidature compétitive avec Lula, Ciro Gomes (député du Ceara, et a occupé divers postes de ministre et a passé par divers partis de la droite) ou un quelconque autre aventurier. La perte de vigueur de la campagne « Fora Temer » ne peut être dissociée des alliances électorales passées par le PT avec le PMDB et les

autres partis de la base du gouvernement Temer dans diverses municipalités du Brésil, à commencer par São Paulo, où malgré tout ce qui s'est passé, la fille du président est encore la secrétaire de Fernando Haddad (PT et maire de São Paulo début janvier 2013).

Mais le fait que la campagne pour le « Fora Temer » ne puisse prendre son envol ne signifie pas que l'insatisfaction à l'égard de cette équipe se soit tarie. Tout au contraire. La vitalité du mouvement des étudiants du secondaire et des universitaires démontre que les usurpateurs n'auront pas de répit. Mais il est clair que tant qu'il n'y aura pas une « bannière programmatique » et une organisation politique capables de condenser les manifestations dispersées, la révolte contre l'ajustement régressif imposé par les classes dominantes, et en particulier aujourd'hui par Temer, n'aura pas assez de force pour créer une alternative capable d'ouvrir de nouveaux horizons pour la société brésilienne. Quoi qu'il en soit, il faut absolument que la gauche dépasse la théorie et la pratique du PT. C'est le défi qui est à l'ordre du jour. Tant que la gauche ne rompra pas définitivement avec le PT, elle sera dans le meilleur des cas le porteur d'eau de la politique brésilienne.

Qu'espérez-vous pour le pays, en admettant que Temer finisse ses deux ans et quelques mois de mandat? Dans quelles conditions arriverions-nous en 2018?

PASJ Temer aura beaucoup de difficulté à conclure son mandat. Le scénario pour les prochaines années est sombre. La crise économique est profonde et il suffit de regarder le scénario international pour percevoir que l'on n'aperçoit pas encore la fin

3 « Vieille République : période allant de 1889 à 1930, marquée par le monopole du pouvoir confisqué par les élites agraires.

4 « Dehors Temer ».

LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE 2013 ET 2014

De forts mouvements sociaux ont eu lieu au Brésil, en 2013 et 2014. L'Union syndicale Solidaires a pris alors l'initiative de constituer un collectif d'organisations françaises, en soutien à ceux-ci. Ce fut le collectif La coupe est pleine, en référence à la Coupe du monde football organisée en juin/juillet 2014 au Brésil.

Nous reprenons ici le bulletin du collectif, ainsi qu'un tract commun CSP-Conlutas/Solidaires, distribué à l'occasion d'un des matchs de l'équipe de France à São Paulo.

La solidarité et l'action commune ne se sont pas terminées avec la Coupe du monde ; en témoignent, parmi bien d'autres initiatives, en 2015, le soutien à un jeune militant du Bloc de lutte pour le transport public de Porto Alegre ; en 2016, une des motions adoptées lors de la réunion du Réseau Rail Sans Frontière, organisée à Sao Paulo, dans la foulée de la rencontre internationale organisée par le syndicat des Metroviriarios de São Paulo.

du tunnel. La perspective est celle d'une longue stagnation, avec tout ce qui l'accompagne – crise fiscale, augmentation du chômage, instabilité monétaire, etc. La crise politique ne peut être réduite à la crise du gouvernement Dilma. La crise est celle du système de représentation et elle reflète l'épuisement du modèle de domination institutionnalisé au moment de la transition de la dictature militaire vers la Nouvelle République.

En approfondissant la perte de crédibilité des « politiques », la « solution Temer » ne fait qu'aggraver le problème. D'un côté, l'unité des intérêts physiologiques sur laquelle repose le gouvernement Temer est précaire et extraordinairement vulnérable aux coups de vents que vont provoquer les délations récompensées dans le cadre de l'Opération Lava Jato. De l'autre côté, Temer aura beaucoup de difficultés à contenir la révolte populaire qui est en train de germer parmi ceux qui voient leur vie devenir chaque jour plus difficile. L'insatisfaction des étudiants n'est que la pointe de l'iceberg. Quand la classe ouvrière percevra que la crise économique n'est pas conjoncturelle et que la camarilla qui a assumé le pouvoir s'est engagée sur une logique du tout ou rien, alors elle réagira. C'est comme ça que ça s'est passé sous la dictature.

Enfin, nous entrons dans une ère de convulsion sociale et de turbulence politique. Cette ère reflète l'avancée de la barbarie capitaliste. Au Brésil (et dans toute l'Amérique latine), la barbarie est impulsée par le processus de retour-régression de type néocolonial qui compromet irrémédiablement la capacité de l'État à formuler des politiques publiques qui pren-

ent d'une certaine façon en considération la défense de l'économie populaire et les intérêts stratégiques du pays. Il est très improbable que le peuple brésilien se résigne à être la main-d'œuvre à bon marché d'un comptoir commercial moderne, ce qui est exactement ce que le projet bourgeois lui réserve.

Que considérez-vous aujourd'hui comme la gauche ? Quelle est la marge de manœuvre dont celle-ci dispose dans la conjoncture actuelle et à quelle construction doit-elle s'atteler dans une conjoncture nationale et internationale de profonde crise ?

PASJ Les gauches sont les forces qui luttent pour le dépassement des contradictions responsables des misères du peuple. Ce sont les forces qui s'engagent dans la lutte intransigeante contre la ségrégation sociale, contre la domination impériale et contre le régime du capital. Pour le moment, l'espace de la gauche est minime et, dans une grande mesure, stérile. Tant que la gauche priorisera la conquête d'espaces au sein de l'appareil d'État, son potentiel de transformation sera nul, parce qu'encapsulé dans une armada institutionnelle qui neutralise toutes les initiatives capables d'impulser le changement des structures sociales. Pour être à la hauteur des défis historiques, la gauche doit se réorganiser. Le sens dans lequel doit aller la réorganisation dépend des nécessités historiques. L'avancement galopant de la barbarie met à l'ordre du jour l'idée de la « Révolution brésilienne ». C'est là la seule discussion sérieuse capable de faire sortir la gauche de son insignifiance en tant que force politique. ◆



Union
syndicale
Solidaires

CSP - Conlutas (Brésil) et l'Union syndicale Solidaires (France) sont membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes www.laboarsolidarizandoinstancia.org

En France aussi, les travailleurs et les travailleuses manifestent et font grève !

Chez Fralib, près de Marseille, les salarié-es ont fait prier la multinationale Unilever

Les patrons ont fermé le site de Géménos en France. Les salarié-es ont décidé de reprendre la production eux-mêmes. Ils et elles ont mené une lutte difficile : occupation des locaux, annulation de trois plans de licenciement, campagne de boycott des produits Unilever. Après 1300 jours, ils et elles ont gagné et reprendront momentanément la production d'une partie avec des produits locaux. Unilever a cédé sur le montant des indemnités et la reprise des machines.

Défendre les droits des chômeurs-ses, c'est défendre les droits de tous et toutes !

La renégociation de la convention d'assurance chômage a été l'objet, une fois de plus, d'un chantage sur le dos des personnes les plus concernées, sans que les organisations de chômeurs et de chômeuses puissent s'exprimer. Les patrons licencient, organisent précarité et sous-traitance et exigent que les chômeurs et chômeuses soient indemnité-es dans de plus mauvaises conditions. Malheureusement, ils ont trouvé des « syndicats » (CFDT, CFPC, FO) pour accepter cela ! L'Union syndicale Solidaires soutient pleinement la lutte que mènent depuis des semaines, les chômeurs-ses, les intermittents et notamment les intermittent-es du spectacle.

Grève reconductible des cheminot-es

Deux semaines, les cheminot-es étaient en grève reconductible. Les salarié-es de la SNCF combattaient les restructurations de l'entreprise publique, la poursuite de la privatisation du secteur et l'abrogation de leur réglementation du travail. Chaque jour et dans chaque site ferroviaire, les assemblées générales de grévistes se réunissaient pour décider de la suite du mouvement. Placés sous la responsabilité directe des grévistes, cette lutte était coordonnée nationalement par les fédérations syndicales de cheminot-es CGT et SUD-Rail.

Le malaise social s'exprime par la lutte

De nombreux salarié-es font face à des décisions qui mettent en cause leur emploi, leurs moyens de vivre dignement aujourd'hui, ou demain : à Bouygues, à Alstom, à la Seita... Le projet de loi sur la métropolisation organise la mort d'une partie du territoire. Partout, les services publics sont attaqués et des grèves touchent les hôpitaux, La Poste, des Collectivités territoriales, tandis que les actions contre les nouveaux « rythmes scolaires » se poursuivent dans l'Éducation nationale.

Les capitalistes nous coûtent cher

Pourquoi devons-nous laisser une petite minorité s'enrichir en profitant du travail et de la misère du plus grand nombre ? Ça suffit ! Puisque personne ne travaille à notre place que personne ne décide à notre place ! L'affrontement avec le patronat et les institutions qui le soutiennent est inhérent à notre syndicalisme. Nos intérêts sont opposés, et ne peut être question de « collaborer », ni d'être « des partenaires ». Notre boussole demeure l'intérêt des salarié-es ; notre pratique vise à leur donner les moyens de décider et mener leurs luttes en toute autonomie.

Quelques jours avant de commencer la grève dans les chemins de fer en France, la fédération SUD-Rail adressait des messages de soutien aux grévistes du métro de Sao-Paulo et faisait connaître leur lutte en France, ainsi que la répression exercée à leur égard. La solidarité internationale renforce les luttes dans chacun de nos pays !



Organisations signataires : ATEC, UOAB, Alternative Libertaire, ETAC, GUT, OUVS, Droit au Logement, Émancipation, Émancipés, France Anticapitaliste, Échange, IFA, No-Viol, NoVo et contrainctables, Union syndicale Solidaires.

BRÉSIL

SOLIDARITÉ AVEC CELLES ET CEUX QUI LUTTENT

ANNÉE - JUIN 2014

Mobilisation de soutien aux mouvements sociaux brésiliens



« Au Brésil comme ailleurs, les luttes et les revendications ne doivent pas disparaître pour cause de Coupe du monde de football ! »

Du 12 juin au 13 juillet, la Coupe du monde de football a lieu au Brésil. En 2016, les Jeux Olympiques seront organisés dans ce pays. Pour ces deux événements sportifs et commerciaux, des sommes colossales sont dépensées, alors que nombre de besoins essentiels de la population ne sont pas satisfaits, loin de là. Par ailleurs, la Fédération internationale de Football Association (FIFA) comme le Comité International Olympique (CIO) ont la détestable habitude de s'accommoder sans sourcilier avec des régimes totalitaires. La FIFA, le CIO et les États qui les soutiennent, notamment en leur accordant d'importants fonds publics et en cautionnant, méprisent les populations qui vivent dans les pays où ils organisent ces compétitions sportives internationales : dépenses somptueuses, déplacements autoritaires de populations, répression, accompagnement souvent ces initiatives ; le Brésil n'y échappe pas.

Nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui, au Brésil, refusent que la Coupe du monde de football soit le prétexte à de graves mesures, qui attaquent directement la population, particulièrement les plus pauvres et visent spécifiquement celles et ceux qui résistent et exigent le respect des droits fondamentaux :

- Projet de loi étendant très dangereusement le possible recours aux mesures « antiterroristes »
- Interdiction et répression envers les manifestations.
- Campagnes diffamatoires envers celles et ceux qui s'opposent à la remise en cause des libertés.

- Occupation de favelas par des forces militaires et de police, qui prolonge les innombrables expulsions opérées pour les chantiers de la Coupe du monde et des JO de 2016. Plus de 170 000 familles ont été jetées à la rue !
- Organisation par les réseaux mafieux d'une prostitution à grande échelle dans toutes les villes où auront lieu les matchs, avec ce que cela implique en termes de violences et de négation des droits humains.

Des organisations syndicales et des mouvements sociaux brésiliens organisent la résistance et refusent à juste titre d'y renoncer pour cause de Coupe du monde de football. « L'argent parvient à la FIFA et aux entreprises. Nous voulons de l'argent pour la santé, l'éducation, le logement, les transports collectifs et la réforme agraire », affirment-ils, et ils ont raison !

Pour affirmer notre solidarité avec celles et ceux qui luttent, nous nous rassemblerons devant l'ambassade du Brésil à Paris le 12 juin, jour de l'ouverture de la coupe du monde, et nous organiserons une réunion publique le 23 juin à la Bourse du Travail de Paris.



La Coupe du monde ne fera pas



Le Brésil a beaucoup de richesses, c'est même la sixième force économique mondiale, mais comme ailleurs les travailleurs/euses ne bénéficient pas de ce qu'ils et elles produisent. Les conditions de vie du peuple brésilien ne se sont guère améliorées ; il n'en n'est pas de même pour les profits des grandes entreprises et des banquiers. Les moyens pour la santé et l'éducation publiques demeurent très insuffisants ; les besoins de logements sont énormes, la réforme agraire est une urgence. A l'inverse, les privatisations se poursuivent, la corruption demeure...

Et maintenant, « place au sport » ?

Dernière cette formule se cache la complicité, active ou passive mais dans tous les cas réelle et assassine, avec une succession de régimes politiques sanglants. Sans revenir aux J.O. de Berlin de 1936 qui ont magnifiquement servi l'idéal Olympique - selon Pierre de Coubertin, c'est au nom du sport qu'il fallait taire la réalité de régimes comme ceux de l'Argentine en 1978, de l'URSS en 1980, de la Chine en 2008, de la Russie en 2014 et 2018, avant le Qatar en 2022... Nous refusons !



Sous prétexte de Coupe du monde (et de J.O. en 2016), l'État brésilien généralise la militarisation du pays. Les « Unités de Police Pacificatrice » aux méthodes paramilitaires terrorisent la population des favelas.

Il y a un an d'énormes manifestations avaient lieu dans tout l'éilat brésilien. Lancées par un mouvement portant sur la question des transports, la révolte populaire a rapidement englobé d'autres sujets : santé, éducation, logement, inflation, violence policière, corruption, etc. Le gouvernement a eu recours à la répression : contre les manifestant-es et aussi envers des organisations ouvrières. Déjà, les manifestant-es mettaient en oeuvre les énormes sommes d'argent dépensées pour l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques en 2016, et les expulsions massives dans les favelas.

Le gouvernement soutient une « loi anti-terrorisme » qui, aux yeux d'Amnesty International, « met à mal la liberté d'expression et le droit de réunion ». Il veut légaliser l'arrestation des syndicalistes et des animateurs-trices des mouvements sociaux qui résistent ; l'interdiction même des grèves est envisagée...

170 000 agents de sécurité mobilisés dont 57 000 militaires

Amnesty International dénonce aussi « l'utilisation excessive de la force par la police lors des manifestations, l'occupation de favelas par des forces militaires et de police, un mépris total envers les droits humains lors des expulsions opérées pour les chantiers de la Coupe du monde et des J.O. ».

Pour défendre les intérêts économiques de tous les investisseurs privés qui ont misé gros sur la Coupe du monde, le gouvernement brésilien talco les libertés fondamentales, syndicales et politiques. Triste manière de rappeler les 50 ans de l'instauration de la dictature militaire (1964/1985) au Brésil ! Nous soutenons les organisations associatives, syndicales et politiques brésiliennes qui affirment que « la Coupe ne fera pas taire les luttes ! ».

taire le peuple !

Dépenses publiques, bénéfices privés !

Les compétitions sportives sont de plus en plus des machines à dévorer l'argent public vers les grandes multinationales, les réseaux de milliardaires de bénéfices, les mafias sportives internationales - FIFA (plus de 2 milliards de chiffre d'affaires par an) et COC (à 5 milliards à chaque Olympiade) - et les riches de chaque pays organisateur :

2014 : JO de Sotchi (Russie) : 98 milliards d'euros

2012 : JO de Londres (Royaume-Uni) : 12 milliards

2010 : JO de Vancouver (Canada) : 8 milliards

2010 : Coupe du monde en Afrique du Sud : 4,3 milliards de dollars de dépenses pour l'Afrique du Sud, 2 milliards de profits pour la FIFA

2004 : JO d'Athènes : 15 milliards de dépenses, qui ont contribué à l'explosion de la dette grecque

Les expulsions d'habitants sont une habitude, et permettent des constructions de haut standing pour les riches. Pour les JO de 2008 à Pékin, 42 milliards ont été dépensés et en même temps plus de 1,8 million de personnes ont été déplacées dans le cadre de projets de développement urbain. C'est le cas à chaque grand événement sportif.

À l'ombre des stades : les maisons closes

La Coupe du monde (comme tous les grands événements sportifs internationaux) ne profite pas qu'aux multinationales du BTP et aux partenaires commerciaux de la Fifa : à côté des stades, les réseaux mafieux organisent un autre marché très lucratif : celui de la prostitution et de la traite des femmes.



En 2010, c'est la FIFA qui a directement fait pression sur le gouvernement sud-africain pour l'obliger à libéraliser la prostitution, en prétextant que les supporters hésiteraient à venir par crainte du SIDA et que la solution allemande des maisons closes géantes permettrait de résoudre le problème. Au Brésil, même si elles sont interdites par la législation, les maisons closes annoncent d'ores et déjà leurs services sur des panneaux publicitaires, dans les journaux et sur Internet.

Les réseaux mafieux se préparent aussi à organiser la prostitution infantile autour des stades dans plus d'une douzaine de villes. Or, la violence sexuelle est le type le plus fréquent d'agression contre les enfants au Brésil.

Sous la pelouse, les décombres

Les villes les plus touchées par les expulsions forcées sont Rio (50 000 personnes concernées), Fortaleza (32 000 personnes), Porto Alegre (15 000 personnes) !

Au total, plus de 170 000 familles ont été chassées de leur logement

Toutes les méthodes ont été utilisées : créer un climat de peur dans les quartiers, exercer des chantages et pressions psychologiques sur les familles pour qu'elles cèdent leur maison à des prix dérisoires, accaparement de terres, expulsions sans logement, violences policières sur ceux et celles qui résistent, déplacement des populations dans des zones urbaines dangereuses ou isolées ! Pendant l'événement, le nettoyage des villes est annoncé : celui de tous les hommes et femmes qui vivent sur les trottoirs en les renvoyant à des dizaines de kilomètres. Il faut rendre le pouvoir invisible ! Le Brésil n'est pas un cas isolé, il existe chaque fois plus d'exemples à travers le

monde qui illustrent l'insécurité des habitant-es à l'occasion de ces méga-événements. Pendant ce temps, les spéculateurs réalisent des centaines de projets immobiliers et touristiques qui vont demain leurs rapporter des milliards...



À qui profite la coupe ?

Pour assurer la Coupe 2014 dans 12 villes du pays, environ 10 milliards d'euros sont déjà dépensés, dont 85% proviennent des fonds publics. Ils visent à la construction de stades, d'aéroports, d'aménagements urbains...

Le gouvernement a décidé l'exonération de l'impôt sur la circulation des marchandises et des services et sur toutes les opérations concernant la construction ou le renouvellement des stades. Les exonérations fiscales sont multiples : près de 200 millions d'euros pour l'acquisition de matières premières pour la construction des stades de foot, tandis que l'industrie automobile est exonérée d'environ 9 milliards d'euros.



Les travaux ont coûté 15 fois plus que ceux de la Coupe du Monde de 2010.

Le gouvernement brésilien a satisfait à toutes les exigences de la FIFA mais le Brésil n'obtiendra aucun retour financier, à commencer par les billets vendus à l'étranger.

Les bénéfices engendrés par la Coupe finissent directement dans les poches des firmes multinationales partenaires de la FIFA ou sponsors de la Coupe : Coca-Cola, Adidas, Hyundai-Kia Motors, Sony, McDonalds, Continental... Décidément le mondial de 2014 est un méga événement destiné purement aux riches !

Solidarité avec les comités populaires !

Les revendications ne sont pas inventées parce qu'il y a la Coupe du monde ! Les grèves, les manifestations, les rassemblements, les occupations et réappropriations de moyens de production, durent depuis des mois. Le peuple brésilien n'a pas à se leurrer pour cause de Coupe du monde ! L'urgence sociale rend indécemment une telle folie. Ce texte du comité populaire synthétise l'esprit des mouvements sociaux brésiliens, incarnés par de multiples collectifs, associations, syndicats. Nous les soutenons et dénonçons l'arsenal répressif préparé par le gouvernement brésilien.

Voici les dix motifs pour lesquels nous protestons contre la coupe :

- 1) 250 000 personnes ont été ou seront expulsées de leurs logements [...]
- 2) La Coupe laisse des "débris blancs" : des gravats hors de prix, plus ou moins, mais sous-utilisés [...]
- 3) À l'inverse de ce qu'on n'a prévu, une grande partie des fonds utilisés pour la construction ou la restauration des stades provient des coffres publics [...]
- 4) Pour pouvoir accueillir la Coupe du monde, le Brésil a dû signer une clause qui l'oblige à changer toutes les lois nécessaires afin d'être en accord avec les exigences de la FIFA. Ainsi, le peuple brésilien a dû accepter pour servir une entité privée.
- 5) De véritables zones d'exclusion seront créées pendant la Coupe du monde : la FIFA sera responsable d'une zone allant jusqu'à 2 km de diamètre autour des stades, où seuls les personnels autorisés pourront exercer des activités commerciales.
- 6) Malgré les promesses qui affirment que la Coupe offrirait des opportunités de travail aux Brésiliens, vendeuses, marchandes ambulantes, petits commerçants et artistes de rue sont interdits de travailler dans les zones de la FIFA. Tout sera entre les mains de la FIFA et de ses entreprises partenaires, comme Coca Cola.

7) La FIFA et ses entreprises partenaires auront une exemption fiscale totale de tous les impôts brésiliens, privant ainsi les coffres publics brésiliens d'un milliard de réals (plus de 300 millions d'euros).

8) Pour recevoir la Coupe du monde, les gouvernements et clubs de foot ont été obligés de construire et réformer les stades afin qu'ils obéissent aux normes de qualité de la FIFA. Au premier regard, il s'agit de nouvelles pistes mais en apparence seulement. En fait, il y a un effet collatéral tragique en action : l'élitisme des Jeux, qui, désormais, doivent être fréquentés à peine par des classes sociales élevées qui peuvent payer des entrées chères et acheter dans les magasins installés dans les stades.

9) Au nom de la Coupe du monde, l'État brésilien a étendu son appareil répressif : en plus d'avoir dépensé des milliards de réals en armement et nouveaux groupes policiers, ont été créés de nouvelles spécificités pénales pour encadrer les manifestant-e-s dans le code pénal.

10) Le Ministère de la Défense a publié un document, intitulé « Garantie de la loi et de l'Ordre », dans lequel les mouvements et organisations sociales sont classés comme des forces d'opposition, comme toute personne ou organisation qui entrave les voies d'accès (même de forme pacifique), provoquent ou instiguent des actions radicales et violentes. Contre eux/elles, le gouvernement autorise les Forces Armées à agir.

Au Brésil, entre la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, la répression des mouvements sociaux continue !

A messieur José Ivo Sartori
Gouverneur de l'Etat du Rio-Grande do sul

Le 20 février 2015,

Il y a quelques semaines, Vicente, militant du Bloc de lutte pour le transport public de Porto Alegre, a été condamné à un an et demi de prison ; l'Etat l'accuse de « dommages à la propriété publique » et « crime environnemental », pour avoir co-organisé une manifestation qui s'est tenue en avril 2013, face à la mairie de Porto Alegre. Faute de preuves pour ces délits imaginaires, la « justice » a brandi des livres, des affiches, des tracts, pour justifier la condamnation de Vicente, qui n'est qu'un parmi quelques 50 000 personnes qui manifestaient à Porto Alegre en 2013.

Cette condamnation s'insère dans une politique visant à criminaliser celles et ceux qui résistent à l'ordre établi, à l'ordre qui, lui, s'attaque réellement aux biens communs et à l'environnement, pour faire régner l'injustice, pour que grossissent sans cesse les profits qu'une minorité vole en profitant du travail de la très grande majorité de la population.

Vicente n'est pas un cas isolé ; à Porto Alegre même, six autres camarades sont poursuivis dans des conditions similaires, dans tout le Brésil, des manifestants et manifestantes sont poursuivis en « justice » et condamnés, des grévistes ont été licenciés, ... Nous ne pouvons faire semblant d'ignorer que le pouvoir s'en prend particulièrement aux jeunes noirs...

Depuis le début de l'année 2015, dans plusieurs villes il y a eu des mobilisations sociales très importantes, notamment contre les nouvelles augmentations des tarifs des transports. A chaque fois, la réponse se fait sous forme de charges policières, gaz lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc, arrestations. La répression ne fait pas taire le peuple brésilien.

Nous, organisations françaises membres du collectif de solidarité avec les mouvements sociaux au Brésil « La coupe est pleine », apportons tout notre soutien aux camarades victimes de la répression et dénonçons la condamnation infligée à Vicente.

Collectif « La Coupe est pleine » :
AITEC/IPAM, Alternative Libertaire, ATTAC,
CNT, CNT-SO, Droit Au Logement,
Emancipation, Ensemble, France Amérique
Latine, L'insurgé, NPA, No-Vox, Sortir du
colonialisme, Union syndicale Solidaires.

Contact :
lacoupeestpleine@ouvaton.org





Nos organisations syndicales, réunies les 4 et 5 juillet 2016 dans les locaux du *Sindicato dos metroviários de São Paulo*, soutiennent la lutte des travailleurs et travailleuses du Métro au Brésil.



Nous sommes solidaires et faisons connaître, dans chacun de nos pays mais aussi à travers nos réseaux syndicaux internationaux les luttes menées :

- contre la privatisation des réseaux encore publics, comme à São Paulo,
- pour le retour dans le secteur public des réseaux déjà privatisés, comme à Rio,
- contre les agressions sexuelles et morales envers les femmes,
- pour la défense et l'amélioration des droits de tous les salarié-es du Métro.

Nos organisations syndicales d'Amérique du sud, d'Amérique du nord, d'Europe, d'Afrique, d'Asie engagent une campagne internationale pour la réintégration des camarades licencié-es suite à l'historique grève du Métro de São Paulo en juin 2014.

Face à ce mouvement fortement soutenu par la population, le gouvernement de l'Etat de São Paulo et la direction du Métro ont eu recours à la répression :

- par la violence des forces militaires et policières, à plusieurs reprises, durant la grève ;
- par le licenciement de 42 grévistes après le mouvement.

Plus de 2 ans après, 37 des 42 licencié-es ne sont toujours pas réintégré-es et vivent grâce à la solidarité concrète et complète des collègues organisé-es dans le syndicat.

Le Réseau Rail Sans Frontières et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes sont des outils de solidarité internationaliste. Nous les mettons à disposition de la lutte des travailleurs et des travailleuses du Métro brésilien.

Non à la répression antisyndicale, non aux licenciements des ouvriers grévistes !

Organisations signataires :

- Réseau syndical international de solidarité et de luttes
- Réseau Rail Sans Frontières
- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers - Trades Union Congress (NMTU) - Grande-Bretagne
- Solidaires Transport Fédération SUD-Rail Solidaires Groupe RAIP - (Solidaires) - France
- Sector Federal Ferroviário - Confederación General del Trabajo (SEFECGT) - Espagne
- Organización Democrática de Rail - Organización Democrática de Trabajadores (ODR/ODT) - Maroc
- Syndicat Unitaire des Travailleurs du Rail - Conf.Nat. des Travailleurs de Sévigné Forces de Changement (SUTRA/UNTS PC) - Sénégal
- Syndicat National des Travailleurs de Petit Train Bleu SA - Conf. Nat. de Travailleurs de Sévigné (SNTPE/UNTS) - Sénégal
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nacional dos Trabalhadores do Mali (SUTRA/UNTM) - Mali
- Fédération Générale des Chemins de Fer Tunisiens - Union Générale Tunisienne de Travail (FGC/TU/UGTT) - Tunisie
- Amalgamated Transit Union (ATU) - Etats Unis et Canada
- Federação Nacional de Metroviários de Brasil (FENAMETRO) - Brésil
- Associação Cta le noni das/OPC/ta FB-Belizans - Belize
- Sindicato Ferroviário - Confederación Internacional (SFI/International) - Espagne

www.laboursolidarity.org

DES EXPÉRIENCES AUTOGESTIONNAIRES

Les expériences autogestionnaires font partie du paysage brésilien; contrairement à ce que pourrait laisser penser quelques littératures un peu excessives, elles ne sont pas la règle; mais elles existent, n'en déplaise à toutes celles et tous ceux pour qui l'autonomie des travailleurs et des travailleuses n'est que chimère. Grâce notamment à l'association Autogestion, ces éléments sont connus et peuvent être débattus. Une occasion de rappeler les buts de cette association, avec laquelle l'Union syndicale Solidaires travaille régulièrement (rencontres européennes en 2014 chez les Fralib à Gemenos et en 2016 chez Viome à Thessalonique, rencontre internationale de Caracas en 2015, séminaire « appropriation sociale », etc.). Les organisations syndicales membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et présentes à la seconde rencontre du Réseau à Campinas, ont échangé sur l'autogestion, le contrôle ouvrier. Les textes travaillés sont disponibles sur le site <http://laboursolidarity.org/>

LES ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES PAR LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES

par Richard Neuville

Pour l'encyclopédie internationale de l'autogestion¹, Richard Neuville a rédigé cette recension d'un livre qui traite de la « récupération » des entreprises par les travailleuses et les travailleurs au Brésil. Des données particulièrement intéressantes et peu connues.



E

n 2013, la publication d'un livre universitaire sur le processus de récupération des entreprises par les travailleurs au Brésil est venue rappeler qu'un processus identique à celui de l'Argentine s'est déroulé dans ce pays et qu'il l'a même précédé². Pratiquement inconnu en France et en Europe, celui-ci demeure pourtant une réalité qui s'est traduite par des centaines de luttes et des récupérations par les travailleurs qui ont culminé au cours de la période 1993-2003. Processus que certaines d'entre nous avons découvert à l'occasion des premiers forums sociaux mondiaux à Porto Alegre lors de visites d'usines récupérées et de rencontres avec des militant-es autogestionnaires directement impliqués dans le soutien à ces expériences dans l'État du Rio Grande do Sul. À l'époque, curieusement nos camarades brésiliens ignoraient les récupérations en Argentine. Les forums sociaux suivants allaient contribuer à multiplier les échanges entre les expériences de ces deux pays, tout comme le travail universitaire qui allait déboucher en 2007 sur la première rencontre internationale « L'économie des travailleurs » à Buenos Aires.

¹ <http://www.autogestion.asso.fr/?p=5636>

² Flavio Chedid et al. « Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil », Editora Multifoco, Rio de Janeiro, 2013, 269p. Auteurs : Flavio Chedid Henriques, Vanessa Moreira Sigolo, Sandra Rifino, Fernanda Santos Araújo, Vicente Nepomuceno, Mariana Baptista Giroto, Maria Alejandra Paulucci, Thiago Nogueira Rodrigues, Maíra Rocha Cavalcanti, Maurício Sardá de Faria. Voir également : Flávio Chedid Henriques, "Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores - Brasil e Argentina", Editora Insular, Série Tecnologia Social, Vol 4, Florianópolis, 2014, 350p.

L'ASSOCIATION AUTOGESTION, EN BREF

L'autogestion est à la fois un but et un chemin. Comme but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective pour l'émancipation de chacun et de chacune. Comme chemin, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, postcapitaliste, est possible. L'autogestion est de ce point de vue une utopie concrète. L'association a pour ambition de promouvoir la réflexion et l'éducation populaire sur la thématique de l'autogestion. Elle vise à mutualiser les expériences de façon critique sans les transformer en modèles normatifs, et à appuyer toute initiative s'inscrivant dans le sens d'un projet émancipateur. Elle regroupe des hommes et des femmes, syndicalistes, coopérateur-trices, associatifs, féministes, écologistes et politiques de différents horizons. Après avoir été fortement présent dans les mobilisations et les débats politiques des années 1970, l'autogestion réapparaît aujourd'hui à la faveur de multiples luttes et expériences dans le monde (démocratie directe, reprises d'entreprises, coopératives, résistances et pratiques alternatives au système). La mondialisation capitaliste et la crise écologique nous imposent de réactualiser un certain nombre de débats. Il n'y a pas de modèle clé en main d'un processus de transformation de la société, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire. Néanmoins, commencer à se poser quelques questions fondamentales c'est tenter d'y répondre :

- formes de la socialisation ;
- conciliation des intérêts locaux et globaux ;
- combinaison entre la satisfaction des besoins sociaux, les capacités productives et les impératifs écologiques ;
- redéfinition des institutions adéquates à la démocratie ;
- remise en cause par la démocratie autogestionnaire des formes institutionnelles actuelles ;
- rendre effective l'égalité hommes/femmes à tous les niveaux de décision ;
- place du processus autogestionnaire dans les transformations et les ruptures ;
- notre objectif est nécessairement international et notre démarche altermondialiste. Nous recherchons des partenaires poursuivant des finalités analogues, sous tous les continents.

Comme le démontrent les données recueillies, ce processus se distingue sur bien des points du « modèle » argentin. L'enquête a été conduite par dix universitaires brésiliens³, elle s'inspire de la méthodologie de recherche du programme « Faculté ouverte » de l'université de Buenos Aires qui caractérise la récupération « comme un processus social et économique qui présuppose l'existence d'une entreprise capitaliste antérieure dont la faillite ou la non-viabilité économique débouche sur la lutte des travailleurs pour l'autogérer »⁴.

Les premières expériences de récupération des entreprises sont observées dans les années 80 mais c'est au cours des années 90 sous les présidences de Fernando Collor de Mello et Fernando Henrique Cardoso qui lance le Plan Real pour juguler l'infla-

tion et engage une vague de privatisation d'entreprises publiques et l'ouverture au capital étranger que le processus se développe de manière significative en réaction aux fermetures de milliers d'entreprises⁵. En 1994, alors que les tentatives de récupération se multiplient, l'Association nationale des travailleurs des entreprises autogérées et de participation actionnariale (Anteag) est créée pour fédérer le mouvement et conseiller les équipes de travailleurs (Neuville, 2006). Initialement, ce sont surtout les mouvements sociaux, la gauche syndicale et les groupes de l'Église liée à la théologie de Libération qui soutiennent ces luttes. Les organisations syndicales – qui ont d'abord eu de fortes réticences à appuyer les premiers cas de récupération – s'engagent par la suite à travers la création de structures spécifiques. En 2000, des syndicats de la métallurgie et de la chimie créent l'Union et solidarité des coopératives (Unisol Cooperativas) à São Paulo puis en 2004, avec l'appui de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et de l'agence de développement solidaire (ADS), Unisol-Brésil est constituée.

Parallèlement, en 2002, le Mouvement des usines occupées (MFO) surgit avec l'occupation des usines Cipla et Interfibras (État de Santa Catarina). Celui-ci se distingue de l'économie solidaire et revendique la nationalisation des usines sous contrôle ouvrier. Mais seule l'une d'entre elles parvint à poursuivre la production, l'entreprise Flaskô (État de São Paulo) qui occupe l'usine depuis onze ans et fonctionne sous contrôle ouvrier⁶.

Le livre est préfacé par Paul Singer⁷, qui développa l'incubation technologique de coopératives populaires dans l'État de São

3 Flavio Chedid Henriques, Vanessa Moreira Sigolo, Sandra Rifino, Fernanda Santos Araújo, Vicente Nepomuceno, Mariana Baptista Giroto, Maria Alejandra Paulucci, Thiago Nogueira Rodrigues, Maira Rocha Cavalcanti, Mauricio Sardá de Faria.

4 Andrés Ruggeri (Org.), *Las empresas recuperadas : autogestion obrera en Argentina y América Latina*, Editorial de La Facultad de Filosofía y Letras, Buenos Aires, 2009.

5 Richard Neuville, « Les récupérations d'entreprises au Brésil dans les années 90 » in « Typologie d'expériences autogestionnaires en Amérique latine et indienne et leur rapport au pouvoir », août 2012. Consultable sur : <http://alterautogestion.blogspot.fr/2012/09/typologie-dexperiences.html>

6 Vanessa Moreira Sigolo, « Flaskô, dix ans d'occupation de l'usine » et la traduction du Manifeste par Richard Neuville, 21 mars 2014 ? Consultable sur le site de l'Association pour l'autogestion : <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4090>

7 Economiste engagé, il participa à la création du parti des travailleurs en 1980 et fut nommé secrétaire d'État à l'Économie solidaire en 2003 après l'élection de Lula puis au ministère du Travail et de l'Emploi où il développa l'incubation technologique de coopératives populaires.

Paulo puis dans l'ensemble du Brésil. Pour respecter le travail méthodologique de l'enquête et pour une meilleure compréhension du processus, nous reprenons la trame adoptée par les chercheurs avec des commentaires comparatifs.

LES DONNÉES GÉNÉRALES

L'enquête menée en 2011/2012 a permis d'identifier l'existence de 145 entreprises récupérées par les travailleurs (ERT) dont 67 actives regroupant 11 704 travailleurs au Brésil. C'est peu au regard des luttes recensées posant la récupération des entreprises dans les années 90, plus de 700 cas avaient alors pris contact avec l'ANTEAG. Proportionnellement la taille des entreprises concernées est plus importante au Brésil qu'en Argentine puisque les 311 ERT argentines y emploient 13 462 travailleurs⁸. Les ERT brésiliennes se situent principalement dans l'industrie : 45% des entreprises appartiennent au secteur de la métallurgie, 16% au textile et 13% à l'agroalimentaire, 10% à la chimie et le plastique. Elles sont concentrées dans les régions industrielles du pays : 55% dans le Sud-est et 32% dans le Sud et sont présentes dans cinq États.

⁸ Voir Richard Neuville, « Plus de 60 entreprises récupérées en trois ans en Argentine », article publié sur le site de l'association pour l'autogestion le 21 avril 2014. <http://www-autogestion.asso.fr/?p=4227>

⁹ Référence citée.

LE PROCESSUS DE RÉCUPÉRATION

Dans une grande majorité des cas étudiés (81%), la récupération de l'entreprise a été initiée lors de la crise financière suite à la faillite d'entreprises entraînant le non-paiement des salaires (43%) et la démission de travailleurs (23%). La concomitance des récupérations avec la crise et les politiques conduites (plans d'ajustement structurel, ouverture au capital étranger, privatisations) est très nette puisque 60% des ERT le sont au cours de la période 1995-1999 (31%) et 2000-2004 (29%).

Dans 48% des cas, les entreprises avaient été créées avant les années 70, dont 44% depuis plus de 40 ans. 68% des récupérations ont été précédées par des occupations et des campements d'une durée moyenne de 52 jours. Ce chiffre contraste avec la réalité argentine pour laquelle les occupations sont beaucoup plus longues⁹. Autre différence notable, il y a eu peu de cas de répression de la part de l'État.

LE CADRE LÉGAL

Comme en Argentine, les ERT brésiliennes adoptent très majoritairement la forme coopérative (85%), les autres maintiennent un statut d'entreprises (10%), d'associations (3%) ou de Commissions d'usine (2%).

Concernant la propriété : 44% louent les locaux, 36% ont racheté l'entreprise et 14% occupent l'espace (avec une autorisation judiciaire ou par la force) ; pour l'appareil de production : 66% l'ont acquis, tandis que 19,6% le louent.

46% des ERT ont été créées suite à des faillites décrétées y compris parfois après que les travailleurs ont assumé la gestion pendant une période. 24% des cas sont con-



frontés à un processus judiciaire en cours qui provoque une incertitude pour l'entreprise, les fournisseurs et les clients. Dans 26% des cas, la faillite n'a pas été prononcée car les anciens propriétaires ont décidé de fermer leurs activités sans régulariser leur situation.

LE PROFIL DES TRAVAILLEURS

Au niveau du genre, il y a 23% de femmes et 77% d'hommes, parmi lesquels 67% sont associé-es et 37% sont employé-es ; 46,2% sont âgé-es de 36 à 54 ans, 39% entre 18 et 35 ans, 12,7% de 55 à 64 ans et 19% plus de 65 ans.

En termes de niveau d'enseignement, 26,1% des travailleur-se-s ont suivi un cursus d'enseignement secondaire, 21,7% un cursus primaire, seul-es 10% possèdent un niveau d'enseignement supérieur.

Concernant la taille des entreprises, dans 42% des cas le nombre de travailleur-se-s (associé-es et employé-es) se situent entre 0 et 50, 18% entre 50 et 100, 33% entre 100 et 500 et 6% plus de 500, soit 4 entreprises. Autre élément significatif, 25% des ERT ont

plus d'employé-es que d'associé-es. Cependant pour près de 60% des cas, le nombre d'employé-es ne dépasse pas les 10%. Par ailleurs, 40% ont au moins conservé un cadre dirigeant de l'entreprise antérieure.

LA PRODUCTION ET LA TECHNOLOGIE

La grande majorité des ERT produit à un taux supérieur à 50% de la production antérieure. Les raisons de la baisse de la productivité s'expliquent par des difficultés d'insertion des produits sur le marché (21%), l'absence de capital et les difficultés d'accès aux crédits (16%), l'absence de demande du produit (13%), l'absence de matières premières (9%), l'absence de machines adaptées (8%), l'absence de travailleurs spécialisés (6%) et les autres (26% la saisonnalité, les problèmes de qualité du produit, la crise du secteur, la planification).

Cependant 84% des ERT ont procédé à des transformations, telles que l'innovation du processus de travail, des machines ou des installations depuis la récupération. Pour

près de la moitié, les installations sont en bon état, tandis que pour l'autre moitié, l'appareil de production est obsolète.

LES RELATIONS DE TRAVAIL

88% des ERT affirment avoir procédé à des transformations concernant notamment : la décentralisation du pouvoir et le niveau hiérarchique, la rotation des tâches et la polyvalence, la flexibilité des horaires, des fonctions et des postes de travail, l'amélioration du dialogue, l'autonomie et l'accès à l'information permettant une meilleure connaissance du système productif et contribuant au processus de désaliénation du travail.

Si les femmes sont minoritaires, les chercheur-e-s ont observé qu'elles sont actives dans le processus et qu'elles assument parfois un rôle important dans la gestion et la production dans 31% des cas. Depuis la récupération, elles occupent des postes dévolus précédemment aux hommes comme ceux de coordonnateurs, gestionnaires administratifs et de processus de production ou de présidents.

LE PROFIL ORGANISATIONNEL

L'assemblée générale est l'instance principale de prise de décision des ERT. Selon l'enquête, elle se pratique partout, y participent l'ensemble des associés et dans certains cas les travailleurs non-coopérateurs. La fréquence des AG est variable : au minimum une fois par mois (30% des cas), moins d'une fois par mois mais plus d'une fois par an (28%), annuelle (28%) et 6% ne répondent pas. Ce constat est un indicateur de la vitalité d'un processus autogestionnaire pour un tiers des entreprises au sein desquelles les travailleuses et les tra-

vailleurs sont directement impliqués dans les décisions.

Quant à la durée du mandat au conseil d'administration (CA), elle oscille entre deux et quatre années (92%). Mais dans les deux tiers des ERT, les membres du CA exercent plus d'un mandat, il y a donc assez peu de rotation à la direction des ERT. La durée moyenne du temps de travail est de 8 heures par jour ou de 44 heures par semaine. Plusieurs entreprises ont recours aux heures supplémentaires pour répondre aux besoins de production, c'est notamment le cas dans les entreprises rurales, dont l'activité est saisonnière. Dans la moitié des ERT, les travailleurs ont la même durée de temps de travail. Les chercheurs réfutent le mythe selon lequel il y aurait une auto-exploitation des travailleurs des ERT car l'allongement de la journée de travail et le rythme de travail sont déterminés par les travailleurs eux-mêmes.

Au niveau de la rémunération, il existe des différences selon les fonctions occupées, les niveaux de responsabilité et de qualification (96% des cas) et l'échelle des salaires est de 1 à 4,76. Il s'agit d'une différence notable avec la situation argentine où 52% des ERT pratiquent l'égalité salariale et où la différence de salaires ne dépasse jamais 50%¹⁰.

LA COMMERCIALISATION ET LE CRÉDIT

Les principaux fournisseurs sont des entreprises typiques (petites, moyennes et grandes). Aucune ERT ne se fournit auprès d'une entreprise récupérée. Cette situation s'explique notamment par la forte présence d'entreprises de la métallurgie.

Au niveau de la commercialisation, 76%

vendent leurs produits à des intermédiaires, 35% directement aux consommateurs et 15% fournissent des services. Mais il existe un degré de dépendance considérable car près d'un tiers des ERT vend plus de 80% de leur production à trois clients maximum. 59,2% affirment avoir des difficultés de commercialisation du fait de la forte concurrence du marché.

Malgré des difficultés d'accès au crédit, 71% des ERT y parviennent : 37,9% auprès des banques publiques, 34,5% auprès des banques privées et 27,6% auprès d'autres institutions comme les coopératives de crédit, les syndicats, les municipalités et organes de développement fédéraux. A noter que la Banque nationale de développement économique et sociale (BNDES) prévoyait il y a quelques années une ligne de crédit pour les entreprises en autogestion mais devant les exigences peu d'ERT parvinrent à accéder à ce recours.

LA SÉCURITÉ SOCIALE ET L'ASSURANCE AU TRAVAIL

Dans 71,5% des cas, les accidents du travail ont diminué depuis la récupération des entreprises. Parmi les raisons citées, les changements relatifs à la pression exercée sur le travailleur (90,5%), la diminution du contrôle et de la hiérarchie.

42% cotisent pour la retraite. Dans 98% des cas, il y a des travailleurs retraités ou en imminence de l'être, soit 10 à 20% des travailleurs qui se trouvent dans cette situation.

10 Richard Neuville, « Eléments saillants du IV^e relevé des entreprises récupérées en Argentine », d'après une note transmise par Andrés Ruggeri « Datos destacados del IV relevamiento de ERT del programa Facultad Abierta », 10 mai 2014. Consultable sur : http://alterautogestion.blogspot.fr/2014/05/elements-saillants-du-ive-releve-des_10.html

LES RELATIONS AVEC LES MOUVEMENTS SOCIAUX ET LES SYNDICATS

Il n'existe pas une tendance homogène de soutien de la part des syndicats. Il y a des cas pour lesquels le syndicat a appuyé et accompagné les travailleurs tout au long du processus de récupération, en jouant un rôle important dans la résolution des problèmes. Dans la plupart de ces cas, après la constitution de la coopérative, le syndicat a continué à jouer un rôle, en prenant les décisions avec les travailleurs, en accompagnant le processus de négociations et parfois en occupant des fonctions spécifiques dans les coopératives.

Mais il existe d'autres cas où dès le début du processus, le syndicat est resté en retrait sans soutenir les travailleurs, y compris en se rangeant du côté des patrons au moment de négocier les indemnités.

D'une manière générale, il n'existe que très peu de relations avec le secteur de l'économie solidaire, ce qui démontre un certain isolement des ERT. Quand elles existent, elles concernent essentiellement la formation des travailleurs. Cette situation limite les échanges commerciaux avec le secteur qui seraient très importants pour améliorer les débouchés et développer les expériences. De même, il n'y a que très peu de cas où les ERT réalisent des activités solidaires et culturelles pour la communauté ou le voisinage.

Cette situation contraste avec celle observée en Argentine où les ERT ont développé dès le départ des liens organiques avec les assemblées de quartier, les voisins et les mouvements sociaux.



LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT

La majorité des ERT indique ne pas avoir reçu de soutien de la part de l'État au moment de la récupération (58%) ou pour le maintien de l'entreprise (59%). Pour les autres, les gouvernements régionaux et les municipalités apparaissent comme les principaux soutiens sous la forme d'accès au crédit et d'appui politique au moment de la récupération (38%). Parmi celles qui ont reçu un soutien pour leur maintien, les municipalités sont citées (40%), les gouvernements des États (25%) ou le gouvernement fédéral (15%).

45% affirment ne pas recevoir de soutien de la part des organismes publics liés à l'économie solidaire et 16% indiquent obtenir des appuis indirects comme le financement de conseils dans le cadre du Programme d'action de récupération des entreprises par les travailleurs en autogestion.

70% des ERT estiment insatisfaisant le soutien de l'État. Parmi les besoins exprimés : le soutien juridique à la formation de coopératives (37%), des mesures d'in-

citation fiscale (33%) et l'attribution de crédits (23%) dominant.

L'AUTOÉVALUATION DU PROCESSUS

Elle exprime la perception des travailleurs sur les transformations et les principales conquêtes résultant du processus de récupération. L'amélioration des relations de travail est la première réponse (52,3%), notamment en ce qui concerne le respect de l'opinion des travailleurs, la plus forte conscientisation et la responsabilité des associés.

Seule une minorité des travailleur-se-s évoque le succès financier : 6% pointent une meilleure commercialisation résultant des améliorations des processus de travail et de la qualité des produits et 16,7% indiquent des meilleurs gains et une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. Les universitaires ont observé que les ERT doivent lutter au quotidien pour la viabilité économique de leurs produits sur le marché. Mais certaines réponses valorisent leurs expériences en estimant qu'elles

vont au-delà de la survie économique et qu'elles tracent des perspectives d'un travail digne, d'une production engagée selon d'autres principes et valeurs avec l'espoir que leurs constructions soient pérennes pour les associé-es actuel-les mais également pour la communauté et les générations futures.

CONCLUSION

Les résultats de cette recherche révèlent que ces initiatives de travailleur-se-s ne représentent pas une part significative du PIB brésilien mais qu'elles ne peuvent être ignorées. Elles ont notamment permis de sauver des milliers d'emplois dans le secteur industriel. Elles sont sources d'innovation au niveau de l'organisation du travail et des stratégies de luttes des travailleur-se-s. La persistance de ces expériences de récupération représente un phénomène nouveau qui ouvre des perspectives distinctes aux luttes classiques contre le chômage et la réduction des postes de travail.

Malgré une diminution significative des nouvelles expériences à partir de la seconde moitié des années 2000, le fait est que le processus se poursuit y compris en période d'expansion des activités économiques du Brésil, ce qui démontre sa continuité. Cependant les liens distendus avec un mouvement social plus large ne permettent pas de politiser le débat pour impulser des pratiques susceptibles de dépasser la logique capitaliste. La diversité des cas observés montre que le transfert de propriété des moyens de production n'implique pas automatiquement la transformation complète des relations sociales de production.

Les ERT brésiliennes présentent comme caractéristiques majeures d'être organisées principalement dans des secteurs industriels urbains et dans les régions les plus industrialisées du pays, elles sont issues de processus de lutte pour le maintien du travail en période de crise des entreprises antérieures impliquant pour la plupart d'entre elles l'occupation des usines de la part de travailleurs qui étaient précédemment des activités syndicales. Actuellement, la grande majorité est constituée en coopératives, et composée, pour plus de la moitié, d'une centaine d'associé-es.

Bien que ces expériences soient récentes, elles indiquent un changement par rapport à la logique capitaliste d'organisation du travail. Cette enquête cherche à valoriser les expériences existantes – encore peu connues au Brésil – tout en sachant que l'autogestion est un processus de construction permanent.

Les auteur-es rappellent opportunément qu'au-delà des multiples expériences en cours en Argentine, au Venezuela et en Uruguay, qu'avec la succession et l'approfondissement des crises depuis 2001, il existe également des cas en Espagne, Grèce, Indonésie, Canada, Irlande, Serbie, Égypte, Thaïlande, Paraguay, Mexique, Bolivie et aux États-Unis. Et, en France, serions-nous tentés de rajouter... ◆

FLASKÔ, DIX ANS D'OCCUPATION DE L'USINE

par Vanessa Moreira Sígolo

Voilà dix ans que l'usine Flaskô au Brésil est occupée par ses travailleurs et des travailleuses dans une perspective de revendication de nationalisation sous contrôle ouvrier. Emblématique d'un mouvement vivant autant que diversifié de récupérations d'entreprises par les travailleurs, cette occupation relance le débat sur le rôle émancipateur des coopératives et/ou de l'État. Nous publions ci-après le manifeste des travailleurs et des travailleuses de Flaskô sur cette expérience¹.



¹ Article et manifeste publiés sur le site de l'association pour l'autogestion : www.autogestion.asso.fr/?p=4090

² 1964-1985

Les premières occupations et récupérations d'entreprises par les travailleurs au Brésil remontent aux années 1980, début de la démocratisation du pays après plusieurs années de dictature militaire². C'était aussi une période de grave crise économique qui s'intensifiera dans les années 1990 par l'intégration du pays dans la mondialisation et la mise en œuvre de politiques néolibérales. Face à l'augmentation des faillites d'entreprises et du chômage, occuper et récupérer les usines en faillite dans lesquelles ils travaillaient constituait une forme pratique de résistance utilisée par un nombre important de travailleurs.

Ce phénomène est apparu dans différentes régions du pays, avec quelques centaines de luttes. Ces expériences ont principalement émergé dans des espaces urbains, avec occupation et récupération d'industries métallurgiques, chimiques et textiles, mais aussi à la campagne, dans le secteur agroalimentaire par exemple. Dans la recherche que nous avons menée dans les années 2011 et 2012, avec la participation de chercheurs de dix universités brésiliennes, nous avons identifié 145 entreprises qui ont été récupérées et rendues à la production par l'autogestion ouvrière au cours des dernières décennies au Brésil. Seules 67 de ces récupérations restent actives à ce jour représentant 12 000 travailleurs (Chedid et al, 2013).

Du fait de ces expériences, un débat politique a émergé relatif à l'autogestion ouvrière et aux processus d'organisation politique des travailleurs des entreprises occupées et récupérées dans le pays. Il a donné lieu à des prises de position parfois approximatives, qui résultent des différentes perspectives théoriques et

politiques sur le rôle de l'autogestion des travailleurs dans le mouvement syndical et dans la pensée socialiste et marxiste.

Face à la réticence du mouvement syndical aux premiers cas d'occupation et de récupération s'expliquant par la prévalence d'une vision limitée aux relations de travail entre patron et employé, l'Association nationale des travailleurs d'entreprises d'autogestion (ANTEAG) a été créée en 1994, par d'anciens syndicalistes participants à l'opposition syndicale et aux groupes religieux liés à la Théologie de la libération³. Cette articulation a formé le corpus politique du mouvement coopératif autogestionnaire et de résistance, qui a permis aux entreprises récupérées par les travailleurs de prendre une part active importante à la création du mouvement d'économie solidaire au Brésil. Plus tard, les coopératives ont trouvé un espace, qui reste cependant marginal, dans la Centrale unique des travailleurs (CUT), avec la création de l'Unisol Brésil dans les années 2000.

Dans le même temps, une autre orientation s'est construite avec l'émergence du Mouvement des usines occupées en 2003 qui prône l'étatisation des usines sous le contrôle ouvrier, orientation dans laquelle s'inscrit l'histoire de Flaskô⁴. Au-delà de cette usine, fabriquant des emballages plastiques, située dans l'État de São Paulo, avec ses 70 travailleurs, ce mouvement a soutenu l'occupation d'autres usines comme celles situées dans l'État de Santa Catarina, Interfibra et Cipla, qui ont été évacuées par la force, après cinq ans d'occupation, par la justice en 2007.

L'usine Flaskô reste occupée et produit depuis plus de dix ans. Contrairement à la plupart des entreprises récupérées par les

travailleurs dans le pays, elle ne s'est pas instituée en coopérative, du fait de la revendication politique de l'expropriation et de nationalisation de l'usine par l'État. D'un autre côté, avec la menace permanente de l'intervention judiciaire – comme celle qui a eu lieu en 2007 – les travailleurs et les militants qui soutiennent Flaskô travaillent à maintenir la mobilisation politique et l'action avec la communauté environnante. C'est également un moyen de lutte et de pression sociale que l'on retrouve très fréquemment dans les expériences de récupération d'entreprises en Argentine qui se sont multipliées après la crise de 2001. En 2012, le mouvement a été en mesure d'articuler la présentation de deux projets préliminaires de loi qui sont actuellement en discussion au Sénat national. Le premier porte sur la déclaration d'intérêt social du territoire de la Flaskô et de son village ouvrier. Le second, plus général, porte sur la possibilité d'expropriation et de transfert du contrôle des entreprises en faillite à ses travailleurs.

Ces lois et la réalisation d'un cadre juridique favorable sont essentielles au développement de l'autogestion au Brésil. Les dix ans de Flaskô, ainsi que l'existence de plusieurs entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil depuis plus de vingt ans, témoignent de la viabilité de la production sous autogestion ouvrière. Au-delà du fait que des milliers de travailleurs, dans l'urgence de la nécessité, luttent pour le maintien de leur travail, le débat socialiste sur le rôle révolutionnaire des coopératives et de l'État, comme outils d'auto-émancipation du travail, reste plus que jamais d'actualité. ◆

MANIFESTE : DIX ANNÉES D'OCCUPATION DE L'USINE FLASKÔ

Ce manifeste⁵ a été adopté le 15 juin 2013 à Sumaré (État de São Paulo) lors de la rencontre organisée pour le 10^e anniversaire de l'occupation de l'usine par les travailleurs de Flaskô et qui a rassemblé de nombreuses organisations. Il reflète un combat emblématique, mais isolé, mené au Brésil et qui pose la question de la nationalisation sous contrôle ouvrier, à l'image de celui mené par les travailleurs argentins de l'usine de céramique Zanon, devenue FaSinPat. Après une décennie de gestion ouvrière, les argentins s'étaient résolus à créer une coopérative après avoir obtenu le vote de la loi d'expropriation par le parlement de la province de Neuquén. Ceux de Flaskô n'ont toujours pas obtenu l'expropriation et poursuivent leur lutte pour le contrôle ouvrier.

« Le 12 juin 2003, nous, travailleurs de Flaskô, avons décidé de prendre notre avenir en main et avons décidé de changer le destin que le capitalisme et les patrons nous imposent. Nous avons décidé de récupérer l'usine et de la mettre sous contrôle ouvrier.

Pendant dix ans, nous avons lutté en défendant le mot d'ordre d'« usine en faillite, usine occupée » et l'usine occupée aurait dû être nationalisée et mise sous le contrôle des travailleurs.

La force qui nous a portés était la même que celle qui, tout au long de notre vie, nous a fait transpirer du lever au coucher du soleil pour vendre notre force de travail et faire tourner les machines du capitalisme pour recevoir un salaire permettant de nous nourrir, de vivre et d'élever nos enfants. Mais plus que cela, la force qui nous a portés se justifiait par la volonté d'en finir avec l'horreur que nous avons vécue à l'image de l'ensemble de notre classe.

Mais, le 12 juin 2003, notre force a également été renforcée par la certitude qu'une période devait s'achever. La période au cours de laquelle tout a été organisé uniquement dans l'intérêt des patrons. Cet espoir fut la victoire de Lula en tant que président, notre courage fut décuplé pour affronter le capital. Nous étions plus de trois cents à participer à l'assemblée ce jour-là. Nous constituions une force qui pouvait modifier les rails de l'histoire.

C'est pour cela que nous avons décidé de tout reconstruire. Ainsi, nous avons occupé l'usine et nous nous sommes prononcés pour garantir le droit au travail, notre principale forme de dignité. Il n'existait qu'un seul chemin, celui consistant à renforcer la lutte pour prendre les usines aux patrons, les réorganiser dans l'intérêt de notre classe

3 Théologie de la libération: courant de pensée théologique chrétienne venu d'Amérique latine, suivi d'un mouvement socio-politique, visant à rendre dignité et espoir aux pauvres et aux exclus et les libérant d'intolérables conditions de vie. L'expression « théologie de la libération » fut utilisée une première fois par le prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez lors du congrès de Medellín du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), en 1968. Elle prône la libération des peuples et entend ainsi renouer avec la tradition chrétienne de solidarité.

4 Selon Flávio Chedid Henriques, Flaskô restait la seule entreprise membre du Mouvement des entreprises occupées en 2012. Cf. Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores - Brasil e Argentina, Serie Technologia - Volume 4, Florianópolis, Editora Insular, 2014, p.290.

5 www.fabricasocupadas.org.br/site/index.php/manifesto Plus d'informations sur : www.fabricasocupadas.org.br <http://Traduction : Richard Neuville>.

et plus globalement de l'humanité : la vie et la solidarité entre les travailleurs, une vie sans exploitation. Dès lors, nous avons organisé une nouvelle usine pour travailler. Nous nous sommes unis avec les Sans-Terre pour lutter pour la réforme agraire et la fin du latifundio. Nous avons crié : « Quand la campagne et la ville s'uniront, la bourgeoisie ne pourra pas résister. »

De même, nous nous sommes solidarisés avec les travailleurs exploités en impulsant la lutte pour le logement. Nous avons décidé de commencer à allier la conviction et l'action sur le terrain du patron qui, pendant des décennies, a saigné notre vie. Nous avons récupéré le terrain et nous avons construit la Ville ouvrière où vivent aujourd'hui 564 familles. Nous avons également impulsé le projet de l'Usine de la Culture et du Sport, en réalisant des centaines d'activités, impliquant l'ensemble de la communauté, des enfants, des jeunes et des adultes, en garantissant l'accès à la culture, aux loisirs, etc. En cela, à chaque étape franchie, nous avons contribué à créer un meilleur cru que celui de nos ennemis : les patrons et leurs représentants dans les gouvernements, y compris au sein du gouvernement Lula. Quand la campagne de soutien au gouvernement vénézuélien s'est développée, la FIESP (Fédération des industries de Sao Paulo) s'est levée contre nous, en convoquant les entrepreneurs pour qu'ils se mobilisent contre notre lutte. Quand nous avons entrepris le travail d'articulation des usines récupérées en Amérique latine, l'OMC est intervenue et a essayé d'empêcher l'avancée de cette unité en construction. En 2007, l'État a décidé de nous attaquer. Plus de 150 policiers fédéraux ont pris possession des deux entreprises occupées Cipla et Interfibra à Santa Catarina, en expulsant les travailleurs pour y imposer un dirigeant réactionnaire chargé de remettre en cause les conquêtes sociales, légales et humaines que cinq années de contrôle ouvrier avaient garanties. Ils ont montré leur inquiétude quand ils ont déclaré expressément lors du procès : « Imaginez que la mode se répande.

Pourtant, ils n'ont pas hésité à utiliser la tactique de la criminalisation, en développant une campagne de calomnies et en tentant de délégitimer l'ensemble de la classe ouvrière. Évidemment, ils ont utilisé le monopole des moyens de communication pour parvenir à leurs fins. Le magazine *Veja* a même affirmé que nous étions le « MST des usines ». Très bien, il s'agit pour nous d'une fierté !

Cependant, nous, les travailleurs les plus courageux de Flaskô, avons décidé de résister. Et avec la force et la solidarité que nous avons reçues dans l'ensemble du Brésil et du monde entier fédérant la plupart des centrales syndicales et plusieurs partis politiques dans un large spectre, dans le but de constituer un front unique, nous avons agi à chaque étape dans une dynamique de lutte des classes. Si d'un côté, nous ne pouvions jamais être sûrs du temps nous résisterions, en raison de l'instabilité quotidienne, nous avons acquis la certitude que nous gagnerions. Aujourd'hui, dix ans se sont écoulés. Deux gouvernements de Lula sont passés. Et la moindre avancée vers le socialisme que nous pouvions espérer avec ce gouvernement s'est envolée. Le premier gouvernement Lula a refusé d'apporter une solution, malgré les diverses propositions qui lui ont été présentées, de la revendication de la nationalisation sous contrôle ouvrier à la proposition que le BNDES (Banque national de développement économique et social) a présenté. Lula disait que la ligne n'était pas « dans le menu ». Mais nous avons constaté que le menu des travailleurs différait sensiblement de celui des grands capitalistes, puisque la même étude du BNDES a été utilisée pour le gouvernement pour Aracruz Celulose, JBS FriBoi, le Groupe Votorantim, etc. Le deuxième gouvernement a décidé d'attaquer notre mouvement en le criminalisant et en poussant la lutte des usines occupées à l'asphyxie. L'actuel gouvernement de Dilma (Rousseff) empêche l'adoption des projets de lois que nous avons présentés au Sénat. Comme nous l'avons déjà fait savoir, deux projets se distinguent : l'expropriation de l'usine transformée en propriété sociale contrôlée par les travailleurs et l'autre projet stipule que chaque usine abandonnée puisse être expropriée et transmise aux travailleurs pour une gestion démocratique. C'est la raison pour laquelle, depuis dix ans, nous sommes passés à l'offensive à plusieurs reprises. Nous avons renforcé la pression sur le gouvernement Dilma, PT et sur le Sénat fédéral, pour qu'ils approuvent immédiatement la déclaration d'intérêt social d'expropriation de Flaskô. Il s'agirait d'une décision politique permettant d'accorder un outil efficace pour la lutte ouvrière.

Et, nous avons la certitude que nous pouvons gagner parce qu'il ne s'agit pas uniquement d'une usine résistant au capitalisme mais d'une usine occupée résistant pour la défense des bases historiques de la classe ouvrière vers le socialisme. C'est ce que l'on peut observer lors de cette rencontre aujourd'hui, qui est une grande démonstration d'unité de classe, avec la présence de plusieurs délégations internationales,

de diverses organisations populaires (de la campagne et de la ville), des dizaines de syndicats et des délégations d'étudiants. La nouvelle conjoncture de crise du capitalisme, de montée des luttes de masse, de réarticulation des mouvements sociaux dans le monde entier, qui touche également le Brésil, contraindra la bourgeoisie à réprimer, à criminaliser et les contradictions seront alors de plus en plus fortes et permettront d'entrevoir la construction d'une autre société qui ne serait plus fondée sur l'exploitation de la force de travail. Nous savons pertinemment que le socialisme ne peut exister dans un seul pays et encore moins dans une seule usine occupée. Pour cela, comme nous l'avons démontré au cours de ces dix ans, seule l'unité de classe, au-delà des frontières nationales, permettra une sortie réelle pour la lutte de la classe ouvrière vers la transformation de cette société. Ainsi, la lutte continuera et nous avons besoin de toute la solidarité de classe, qui s'est exprimée avec Flaskô jusqu'à aujourd'hui. C'est pourquoi, nous avons convoqué tous ceux qui sont engagés dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et pour unifier nos luttes et nos batailles dans la prochaine période. Nous lançons immédiatement l'invitation pour la Caravane à Brasilia le 23 octobre 2013, pour la convocation d'une audience publique où nous discuterons des projets de loi renvoyés et des perspectives pour les usines occupées et la garantie des conquêtes sociales de la classe ouvrière. Vive les 10 ans d'occupation de l'usine Flaskô ! Vive la solidarité internationale de la classe ouvrière ! Sumaré/ SP, Brésil, le 15 juin 2013.

POUR EN SAVOIR PLUS

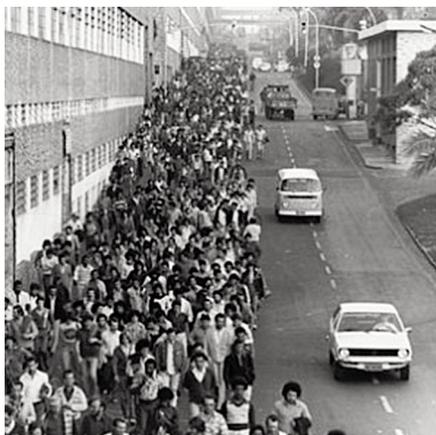
■ Flávio Chedid Henriques et al, *Empresas Recuperadas por trabalhadores no Brasil*. Rio de Janeiro : Multifoco, 2013. Synthèse consultable : www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/mercadodetrabalho/bmt55_econ02_empresas.pdf
 ■ Flávio Chedid Henriques, « Flaskô » p. 287-301 dans *Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores -Brasil e Argentina, Serie Tecnología - Volume 4, Fioranópolis, Editora Insular, 2014, 350 p.*

ENTRETIEN AVEC VANESSA MOREIRA SIGOLO

Vanessa Moreira Sigolo est sociologue et, depuis le début de ces études universitaires en sciences sociales et relations internationales en 2002, elle travaille dans l'éducation populaire et milite pour l'autogestion, la récupération des entreprises par les travailleurs et avec les mouvements sociaux de l'économie solidaire au Brésil. Elle intervient sur des projets d'extension universitaire au sein de l'université de São Paulo (USP), sur un programme d'Incubation technologique de coopératives populaires (ITCP USP), en collaboration avec l'Association nationale des travailleurs d'entreprises autogérées (ANTEAG) et au sein du Département d'économie solidaire (NESOL USP). En 2011 et 2012, elle a participé, avec une équipe de chercheurs de dix universités brésiliennes, à la première enquête nationale sur les entreprises récupérées par les travailleurs au Brésil qui a été publiée en 2013¹. Actuellement, elle prépare un doctorat en sociologie dans cette université et effectue un stage de doctorante à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), à Paris².

¹ Voir Flavio Chedid, « Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil » Editora Multifoco, Rio de Janeiro, 2013, 269 p.

² Propos recueillis, traduits et annotés par Richard Neuville. Entretien réalisé pour la revue *Contretemps* n° 22 - Été 2014 - p. 104-108.



Pourriez-vous nous présenter l'ampleur du phénomène de récupérations des entreprises récupérées par les travailleurs dans votre pays, son origine et son évolution ?

Vanessa Moreira Sigolo Au Brésil, le phénomène de récupération d'entreprises par les travailleurs a émergé dans les années 80 et s'est accéléré dans les années 90 dans le contexte de re-démocratisation du pays, à l'issue de l'activité intense des mouvements sociaux contre la dictature militaire et les grandes manifestations populaires pour la réalisation d'élections directes (Diretas-Já). Mais ce fut également une période de grave crise économique, provoquée par l'intégration croissante du pays au processus de mondialisation de l'économie et la mise en œuvre de politiques néolibérales, qui a généré une augmentation importante du nombre de faillites d'entreprises et provoquée la perte d'emploi pour

des milliers de travailleurs. En réaction et en résistance à la perte de travail et à la pauvreté, des travailleuses et des travailleurs occupent, résistent et récupèrent leurs usines et, à travers la lutte et la négociation, ils parviennent à obtenir l'accès aux moyens de production des entreprises et à la propriété de forme collective. En Amérique latine, les plus anciennes expériences du phénomène des entreprises récupérées par les travailleurs se situent au Brésil. Parmi les plus connues, on trouve les cas d'occupation et de récupération d'une mine de charbon à Santa Catarina, aujourd'hui Cooperminas; la lutte pour la terre et le contrôle d'une usine de sucre de canne à Pernambuco, l'Usine Catende; la récupération d'entreprises métallurgiques comme Uniforja et Coopermetal; et le cas de l'usine occupée Flaskô, qui mène une activité politique et communautaire intense. Au cours des dernières décennies, dans divers états du pays (du nord au sud), il y a eu des centaines de luttes pour la récupération d'entreprises par les travailleurs. Selon les données des archives de l'ANTEAG³, au cours des années 90, plus de 700 entreprises en faillite ont pris contact avec l'association à la recherche de soutien pour les récupérations. Il faut signaler que les premières expériences ont été confrontées à la résistance du mouvement syndical, enfermé dans un rapport patron-salarié. Dans beaucoup de cas, les travailleurs ont eu des contacts et ont été soutenus par des mouvements sociaux, des groupes politiques liés aux oppositions syndicales (notamment par l'expérience importante des Commissions d'usines) et des groupes de l'Église (avec une forte influence de la Théologie de la Libération, qui a appuyé la

formation et l'organisation politique de travailleurs pendant la dictature). Ce n'est que par la suite, à la fin des années 90 et au début des années, que le thème de la récupération et de l'autogestion des travailleurs a conquis un espace au sein de la Centrale unique des travailleurs (CUT), avec notamment la création d'Unisol Brésil (Centrale de coopératives et d'entreprises solidaires). Au cours de notre recherche en 2011-2012, nous avons identifié 145 cas d'entreprises récupérées par leurs travailleurs, parmi lesquelles 67 sont toujours actives aujourd'hui dans le pays. Elles regroupent douze mille travailleurs, principalement des hommes (67%), ayant un niveau de scolarité maximal allant jusqu'au secondaire. Les entreprises, dans leur grande majorité, sont urbaines, du secteur industriel, constituées en coopératives et composées parfois par une centaine d'associés (Il n'existe que 4 cas supérieurs à 500 travailleurs). Elles interviennent dans diverses branches de la production: métallurgie, textile/confection, produits laitiers/alimentation, chimie/plastique, hôtellerie, alcool et sucre, chaussures, céramique, meuble, éducation et mine.

Ces expériences contribuent-elles réellement à instaurer de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles relations sociales dans l'entreprise ?

VMS D'une manière générale, face aux innombrables défis, comme le confirme la recherche, les entreprises parviennent à mettre en pratique des formes d'organisation collectives et démocratiques du travail. Quasiment dans la totalité des cas (92%), elles affirment pratiquer l'autogestion en réponse à la question sur la forme d'organisation du travail. Parmi les données importantes: la création de nou-

veaux espaces, des mécanismes de décision collective, de nouvelles stratégies de transparence et d'accès aux finances; l'accroissement de la flexibilité du travail (horaires et fonctions); la réduction substantielle du nombre d'accidents du travail et la baisse considérable des différences de rémunération (dans la majorité, elle est inférieure à 1 à 4). Ces données sont concomitantes avec les rapports qui soulignent une plus grande liberté et participation dans les décisions en rapport avec le travail, une plus grande stabilité, la réduction de la pression et l'amélioration de la relation entre les travailleurs, elles permettent d'affirmer l'émergence de nouvelles formes d'organisation et de relation de travail dans les entreprises récupérées par les travailleurs. Toutefois, il est important de souligner qu'il existe une grande diversité de cas, qui inclue des entreprises qui ont peu modifié l'organisation du travail et reproduisent les clivages et les déséquilibres de pouvoir entre les travailleurs, tout comme il existe également beaucoup d'expériences qui ont instauré de nouvelles formes d'organisation et des pratiques collectives de travail, politiques et communautaires, orientées par la logique de l'autogestion et de la démocratisation des relations sociales. Cette diversité indique que le changement dans la propriété des moyens de production n'implique pas nécessairement des transformations complètes des relations sociales de production, bien qu'elles soient indispensables pour ces transformations.

³ ANTEAG: Organisation créée en 1994 par des anciens syndicalistes et les travailleurs des premières entreprises récupérées.



La récupération des entreprises par les travailleurs vous paraît-elle un processus viable et constitue-t-elle une des réponses à la crise du capitalisme et contribue-t-elle à un projet d'émancipation ?

VMS Malgré un panorama assez divers, les expériences de récupération d'entreprises par les travailleurs ont clairement en commun le sens de la résistance, du maintien des espaces de travail qui selon la logique du capital auraient disparu. Le fait que des dizaines de cas restent actifs au Brésil, pour beaucoup depuis plus de 15 ans, démontre la viabilité de la production en autogestion ouvrière. En outre, ces expériences expriment avec acuité la possibilité concrète de la restitution du statut de producteurs directs aux travailleurs et l'inutilité de la figure du patron, elles interpellent le débat politique public sur les éléments centraux de la reproduction du système capitaliste : le travail salarié-subordonné et la propriété

privée capitaliste. De telles expériences constituent des références pour la rénovation du socialisme dans l'actualité et doivent être articulées aux mouvements sociaux engagés dans l'approfondissement de la démocratie et la centralité de la lutte pour l'auto-émancipation du travail et de la société.

Quelles sont les avancées et les difficultés de ces expériences d'autogestion dans votre pays ?

VMS Au cours de la dernière décennie, on a relevé très peu de nouveaux cas de récupération d'entreprises par les travailleurs. Ceci doit être analysé en considérant les taux plus élevés de l'emploi formel, le développement de politiques publiques sociales, mais également les impacts de la nouvelle loi sur les faillites approuvée en 2005, qui a créé de nouveaux mécanismes de maintien de l'entreprise antérieure et la réduction de la possibilité de récupération de l'entreprise par les travailleurs. Cependant, c'est un fait que de nouvelles expériences de récupération au Brésil continuent à surgir, ce qui démontre la possibilité de la poursuite du phénomène

y compris en périodes d'expansion économique parce que nous restons un des pays les plus inégalitaires du monde.

Sur les difficultés, dans la recherche, les travailleurs ont mis en évidence principalement le manque de soutien de l'État : l'absence de politiques d'assistance technique et éducative ; le manque d'accès au crédit, à la technologie et d'un cadre juridique adéquat ; et enfin le taux d'imposition excessif. Les seules politiques publiques existantes ont été conquises par la mobilisation sociale (la création du SENAES/MTE⁴ et du programme de la Banque nationale de développement économique et social - PACEA/BNDES). En plus, dans le contexte de crises sociales, économique, écologique du capitalisme contemporain, les expériences de récupération d'entreprises ont une actualité renforcée dans les pays du centre du capitalisme. L'émergence de nouveaux cas et les nouvelles relations et échanges établis entre les expériences de différents pays, dans lesquels la trajectoire de récupération d'entreprises par les travailleurs latino-américains a inspiré la lutte de travailleurs d'autres régions du monde, indiquent de nouvelles formes possibles d'action politique des travailleurs.

Comment s'opère le travail d'articulation et de débat entre les chercheurs, les travailleurs et les militants ? Pourriez-vous expliquer la méthodologie utilisée ?

VMS Je suis formatrice-chercheuse au NESOL-USP, où nous travaillons à partir d'une conception d'une université qui repose sur trois piliers : l'enseignement, la recherche et l'extension. Cette dernière dimension, souvent marginalisée, garantit la réalisation du principe d'inséparabi-

lité entre théorie et pratique. Elle signifie également la lutte pour l'ouverture de l'université à la société et particulièrement aux mouvements sociaux et populaires. Notre travail s'effectue à partir des références pédagogiques de l'éducation populaire (Paulo Freire) et du principe politique de l'autogestion, comme processus de construction permanente, y compris dans l'organisation interne du centre. La recherche réalisée avec les entreprises récupérées par les travailleurs résulte de l'articulation entre des chercheurs de dix universités brésiliennes, possédant une expérience militante et une collaboration avec les travailleurs des entreprises récupérées, incluant des projets avec ANTEAG et UNISOL. Ainsi, le travail trouve son sens dans le dialogue permanent et la construction conjointe de la connaissance avec les travailleurs dont l'objectif principal est de contribuer au renforcement et l'accroissement des expériences d'autogestion, en tant que formes de résistance et de lutte des travailleurs. La recherche réalisée, nous travaillons maintenant à la divulgation large des données et des rencontres sont organisées pour débattre des résultats avec les travailleurs. Avec eux et les organisations du mouvement de l'économie solidaire, nous sommes en train de proposer au gouvernement fédéral (au SENAES/MTE) la réalisation d'une conférence nationale thématique sur les entreprises récupérées par les travailleurs en 2014.

De plus, les chercheurs du groupe continuent à mettre en œuvre de nouveaux travaux de collaboration avec les travailleurs dans leurs différentes universités et domaines disciplinaires (comme l'ingénierie, la sociologie et l'éducation). ◆

⁴ SENAES/MTE : Secrétariat national à l'Économie solidaire au sein du ministère du Travail et de l'Emploi.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ ANTEAG, Autogestão e economia solidária, uma nova metodologia, vol.1, 2 - 3, Ministério do Trabalho e Emprego, Brasília, 2004, 2005 - 2006.

■ Flavio Chedid Henriques et al, Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil, Editora Multifoco, Rio de Janeiro, Avril 2013, 269 p.

■ Flávio Chedid Henriques, Autogestão em empresas recuperadas por trabalhadores Brasil e Argentina, Série Tecnologia Social - volume 4, Editora Insular, Florianópolis, 2014, 352 p.

■ Flávio Chedid Henriques et al, « Las Empresas Recuperadas por los Trabajadores/as en Brasil: resultados de un relevamiento nacional », p. 107-122 in A. Ruggeri, H.T. Novaes y M. Sardá de Faria

(Comps), Crisis y autogestión en el siglo XXI - Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo, Ediciones Continente, Buenos Aires, 2014, 160 p.

■ Novaes y M. Sardá de Faria (Comps), Crisis y autogestión en el siglo XXI - Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo, Ediciones Continente, Buenos Aires, 2014, 160 p.

■ Claudio Nascimento, « Sindicalismo y autogestión », p 35-44 in A. Ruggeri, H.T. Novaes y M. Sardá de Faria (Comps), Crisis y autogestión en el siglo XXI - Cooperativas y empresas recuperadas en tiempos de neoliberalismo, Ediciones Continente, Buenos Aires, 2014, 160 p.



LE SPORT CLUB CORINTHIANS PAULISTA

Le numéro 2 des Cahiers de réflexion *Les utopiques*¹, paru en décembre 2015, contenait un dossier intitulé « un autre football est possible » ; on y trouve cet extrait consacré à l'équipe des Corinthians de Sao Paulo.

[...] En 1981, le Brésil vit depuis 1964 sous la coupe d'une dictature militaire qui appauvrit la population, perpétue des exactions contre les opposants par le biais d'emprisonnements, de la torture et de l'assassinat politique. Le football reste le sport le plus populaire depuis les exploits de l'équipe de Pelé, surnommé le « Roi ». L'une de ces équipes de São Paulo, le Sport Club Corinthians Paulista, voit l'arrivée à sa tête d'un sociologue ; ancien leader étudiant des années soixante-dix, Aldison Monteiro Alves. Avec le soutien de l'équipe et des supporters, il supprime les primes des joueurs, partage les recettes du stade, le Pacaembu, ainsi que les droits de télévision. Les joueurs phares de cette équipe sont Sócrates, dit le « Doctor », diplômé de médecine, un homme cultivé et politisé, Wladimir et Casagrande, tous les deux membres du Partido dos Trabalhadores, alors jeune parti d'opposition marxiste (actuellement au pouvoir²...) qui réunit

1 www.editions-lesutopiques.org Abonnement : 20 euros pour 4 numéros.

2 L'article date de décembre 2015 comme indiqué



des syndicalistes, des intellectuels et des étudiants progressistes qui luttent contre la dictature.

Le club s'organise sur des bases autogestionnaires et se rebaptise « Democracia Corinthiana ». Tout est y est décidé entre joueurs : la stratégie et les techniques, les salaires en fonction des recettes, les entraîneurs, la suppression de la mise au vert des joueurs avant les matchs. Toute l'équipe dirige à tous les niveaux : le pouvoir est aux mains des Corinthians. En 1982, la clique militaire sent son autorité se craqueler et lâche du lest en organisant pour la première fois depuis 1964 l'élection des gouverneurs des États qui composent le Brésil. Pragmatique, l'équipe appelle au vote dans la perspective d'anéantir la dictature. Arborant des maillots appelant au vote, sans soutenir de candi-

dat, ils entrent sur le terrain lors de la finale du championnat de l'État de São Paulo portant ensemble une banderole où l'on peut lire : « Gagner ou perdre, mais toujours en démocratie. » En 1985, l'expérience périclité sans Sócrates parti jouer en Italie et sans le reste de l'équipe dispersée dans d'autres équipes. La période d'une équipe soudée et autogérée reste ancrée dans la mémoire et dans la conscience sportive et politique des Paulistanos [...]. ◆

3 Habitants de la ville de São Paulo ; paulistas habitants de l'État de São Paulo.